cahiers du
CINEMA

245-246.

Les luttes dans la conjoncture.

Animation culturelle : problèmes d'une stratégie.
Les M.J.C. : bilan d'un travail, analyse des statuts.
D'abord enquêter, 2.

Le cinéma, arme de propagande communiste.

Critique des positions du
«Mouvement de Juin 1971».

Critiques : Au nom du Père, Viol en première page,
Etat de siège, Français, si vous saviez.

12 francs.

Sommaire

N° 245-246, avril-mai-juin 1973



Rédaction : Jacques Aumont, Pascal Bonitzer, Jean-Louis Comolli, Serge Daney, Pascal Kané, Jean Narboni, Jean-Pierre Oudart, Philippe Pakradouni, Sylvie Pierre, Serge Toubiana. *Administration :* Jacques Aumont, Claude Bourdin. Les manuscrits ne sont pas rendus.

Revue mensuelle de Cinéma.

13, rue des Petits-Champs, Paris-1er - Administration-Abonnements, rédaction : 742-37-07. Mise en page et fabrication : Daniel et Cie.



A nos lecteurs

Nous avons déjà insisté (**cf.** n° 241) sur les difficultés que rencontrait la diffusion d'une revue comme les **Cahiers** par les N.M.P.P. (inefficacité de la répartition, déséquilibre des offices, lenteur des règlements, etc.). Il est clair que, économiquement comme politiquement, nous-mêmes et nos lecteurs devons préférer à cette diffusion hasardeuse le système de l'abonnement. Economiquement : la marge que s'attribuent les N.M.P.P. pour leurs services (41 % du prix de vente fort) nous permet de consentir une importante réduction à nos abonnés — sans amputer nos ressources. D'une part le numéro revient moins cher à l'abonné, et d'autre part l'abonnement garantit au lecteur comme à la revue une distribution régulière et à long terme qui fournit une base économique saine à la production de la revue. Politiquement : on ne voit pas pourquoi les lecteurs proches de nos positions politiques, et à plus forte raison ceux qui sont en accord (même critique) avec elles, ne concrétiseraient pas cet accord par un soutien direct et non éphémère à la revue qui est le support de ces positions. C'est pourquoi nous demandons à nos lecteurs de s'abonner, à nos abonnés de faire connaître et de diffuser plus largement les **Cahiers.** Par rapport aux luttes sur le front culturel, nous pensons qu'il y a là un enjeu réel. — La Rédaction.



Campagne d'abonnements à prix réduits

Jusqu'au 30 septembre 1973, nous réduisons nos tarifs d'abonnement habituels :

Pour 20 numéros : 95 F (France) et 115 F (§ 26) (Etranger).
Pour 10 numéros : 50 F (France) et 60 F (§ 14) (Etranger).
Ces tarifs spéciaux sont également valables pour les **réabonnements** et **réabonnements anticipés.**

Abonnement de soutien : 100 F.
Les abonnements sont enregistrés dès réception de votre règlement par chèque postal, chèque bancaire, mandat à l'ordre des Editions de l'Etoile, 13, rue des Petits-Champs, Paris-1er. Tél. 742-37.07. C.C.P. 7890-76 Paris.

Les luttes dans la conjoncture.

Compte tenu de la dépendance de la lutte sur le front culturel vis-à-vis de la bataille d'ensemble développée notamment depuis les élections, il nous a paru indispensable de procéder à une analyse de la conjoncture, et de tenter d'en tirer des enseignements sur l'action à poursuivre.

Il va de soi que cette analyse ne peut être que très modeste et limitée, faute de s'appuyer sur une large pratique de masse, de nombreux bilans d'enquête, etc. Par ailleurs, elle est forcément redevable aux analyses opérées par les organisations marxistes-léninistes. Nous avons procédé en alliant :
— l'enquête directe : participation aux manifestations, lutte dans l'Université, discussions très fructueuses, soit avec des militants politiques, soit avec des éléments avancés des masses,
— et l'enquête indirecte : lecture de la presse, analyse des principaux textes et déclarations des dirigeants bourgeois et révisionnistes, etc.

1. *La montée des luttes après les élections*

Les luttes se sont développées dans trois directions : le mouvement des O.S., et avec lui l'essor des luttes revendicatives, la lutte prolongée contre la circulaire Fontanet, le mouvement lycéen.

a) *Le mouvement des O.S.*

Les luttes à Renault, à Peugeot, à la Saviem, dans la sidérurgie lorraine, sont le point de départ d'une situation nouvelle : manifestation générale de la combativité de la classe ouvrière — avec comme élément moteur la lutte des immigrés — liée à un progrès de la prise de conscience, à la fois du caractère de l'exploitation (à travers ses manifestations concrètes : cadences, salaires, conditions de travail), du *rôle* de l'oppression (les formes de la hiérarchie, du racisme, etc., étant liées maintenant à l'exploitation capitaliste et à ce qu'elle suppose : l'organisation capitaliste du travail) et de la force que les ouvriers spécialisés peuvent retirer de la place fondamentale qu'ils occupent dans le procès de production (bloquer celle-ci à partir d'une grève localisée). A cette prise de conscience — préparée par les expériences d'avant-garde des masses menées les années précédentes — correspond également la tentative de mettre en place des formes nouvelles d'organisation, à caractère démocratique, nettement démarquées du syndicalisme réformiste et remettant en cause les formes de lutte que celui-ci tente d'imposer (et à travers elles, le rôle objectif des syndicats : réprimer directement — ou sinon, récupérer — les luttes).

Les aspects positifs ont été particulièrement développés par les O.S. de l'atelier 12 à Renault :

— Revendication d'un niveau élevé : « à travail égal, salaire égal », revendication qui, tout en s'articulant à un problème précis de salaire (élévation et garantie de la rémunération en prévenant tout risque de « déqualification » par changement de poste), remet en cause directement l'organisation capitaliste du travail (cette revendication, prise généralement, étant insupportable pour le système capitaliste : la bourgeoisie, d'ailleurs, ne s'y est pas trompée, non plus les révisionnistes qui ont tout fait pour l'étouffer).
— Organisation autonome et unitaire au sein de l'atelier en tirant les enseignements de la grève du 38 (grève qui avait été paralysée par la C.G.T.).
— Contrôle permanent des discussions menées par la Direction de Renault, en se centrant sur la revendication précise mise en avant par l'atelier. Alors que la C.G.T., malgré un appui formel, refusait chaque fois de mettre sur le tapis le problème du P1 F.

Toutefois, et malgré la victoire obtenue à Renault sur le problème de la garantie de salaire, un certain nombre de leçons peuvent être tirées, concernant la difficulté à renverser le rapport des forces, actuellement favorable aux révisionnistes. Cette force des révisos s'analyse sur deux plans, étroitement complémentaires :
— Au sein de l'usine, ils assurent, avec à leur traîne la C.F.D.T., le quasi-monopole de la représentation des ouvriers vis-à-vis de la Direction. Ceci renvoie au rôle de l'appareil syndical actuellement, qui, par la place qu'il occupe en tant qu'« interlocuteur responsable », parvient à récupérer, par la mise en jeu du mécanisme de la représentativité fondamentalement copié sur le schéma de la démocratie bourgeoise, des luttes qu'au départ il ne contrôlait pas. Ceci est important : même dans le cas du 12, les syndicats ont pu, sinon mener à leur guise, tout au moins contrôler les négociations. Ce contrôle s'est exercé selon un double processus : de globalisation de la revendication, incluant à la fois le rejet du contenu avancé de la revendication initiale et la mise en avant d'un contenu réformiste appartenant à l'arsenal de la C.G.T. (révision de la grille hiérarchique) — et d'isolement de la lutte des O.S. du 12. Ce double mouvement de globalisation permettant, sous couvert d'une unité de type réformiste, l'isolement des courants révolutionnaires au sein de la classe ouvrière, joue conjointement au monopole de la « représentativité ».
— Au sein de l'industrie, la C.G.T. parvient, par sa fonction de liaison et de coordination, non seulement à contrôler le mouvement d'ensemble, mais à apparaître comme la seule force capable de le diriger, et à partir de là, grâce à une propagande plus ou moins habilement menée, comme son véritable initiateur (la bourgeoisie se faisant alors l'écho des « visées révolutionnaires » de Séguy : *cf.* les éditoriaux de *La Nation*). De fait : la lutte de masse parvient alors à être intégrée dans le projet politique d'ensemble des révisos (voir plus loin).

Cette force n'est pas sans failles, la principale étant que précisément cette force de l'appareil syndical joue comme mécanisme de répression du mouvement spontané et que, de plus en plus, les ouvriers eux-mêmes prennent conscience du « résultat ». Un sentiment de révolte se développe contre les pratiques de la C.G.T., en même temps que d'impuissance, appelant objectivement des solutions nouvelles.

Or, il est certain que le problème n'a pas pu encore être résolu : dans le mouvement des O.S. du 12, un certain nombre d'idées fausses étaient présentes, une conception à la fois anarcho-syndicaliste et ultra-démocratique. A savoir : poser comme seule stratégie la reconduction et répétition de la grève, atelier par atelier. Et conjointement : ne pas favoriser la mise en place d'une organisation stabilisée qui, au-delà d'une lutte ponctuelle, pense et permette la construction et la réalisation d'un point de vue d'ensemble (et aboutisse à envisager la réalisation d'une unité — au sein de l'usine, de l'industrie, etc., — sous direction prolétarienne effective). Autrement dit : penser à travers la question de : qui dirige et contre

qui — donc là question du pouvoir et du rapport de forces — la mise en place d'une structure de masse où s'organise le système d'alliance. Or, c'est précisément sur ce terrain que les syndicats continuent d'imposer leur ligne.

Il semble bien que le rôle des marxistes-léninistes — notamment par rapport aux perspectives à donner au mouvement — ait été faible. Les aspects mis en avant à une époque par *La Cause du peuple*, à savoir : réaliser l'autonomie ouvrière à partir des éléments les plus combatifs et penser l'élargissement de la lutte comme simple reconduction et tâche d'huile, auto-engendrement (aspects développés, notamment, dans la brochure *Coup pour coup*), se sont avérés dans la pratique pour ce qu'il étaient réellement : dans le meilleur des cas, un simple « révisionnisme de gauche », incapable d'opérer une démarcation à partir du moment où la nouvelle tactique des syndicats les conduit à soutenir des luttes dures, à caractère effectivement « combatif ».

La question de la nouvelle stratégie/tactique, et — rejetant le spontanéisme qui a servi de base idéologique au développement de cette ligne opportuniste — du rôle dirigeant des communistes, est actuellement au cœur du problème. Question débattue au sein des organisations marxistes-léninistes.

Cette question est particulièrement importante : la conjoncture a révélé que, malgré la force encore réelle des révisos, le mouvement de révolte spontané contre la pratique, et la ligne des directions syndicales, *s'accentue*. Ce mouvement est, à partir des bilans d'expérience, à synthétiser dans un projet d'ensemble, et il s'agit, *sur cette base*, de résoudre le problème de l'organisation stabilisée (lutte dans la C.G.T. et la C.F.D.T. quand les masses y sont regroupées, que le rapport de forces est favorable, etc., à l'occasion de la crise actuellement ouverte à la base des syndicats au niveau des sections d'entreprises, voire même des unions locales — ou, plus fondamentalement, création d'organisations autonomes).

b) *La lutte contre la circulaire Fontanet*

Cette lutte s'est développée bien avant les élections. Toutefois, la question est posée maintenant, à un niveau national, de savoir quelles sont les perspectives actuelles. Question qui donne lieu à l'affrontement de deux lignes :

— la ligne de l'UNCLA (*Cause du peuple*) et des C.D.V.D.T.I., ligne se voulant apolitique et humanitaire ; en réalité : profondément opportuniste de droite (se limitant à une politique de pression pour l'obtention des cartes de travail) ;
— la ligne, représentée par les C.A.C.F., les Comités de soutien aux immigrés en lutte contre la circulaire Fontanet, qui développe, sur le plan du contenu : la nécessité d'une lutte pour l'unité de la classe ouvrière, à caractère ouvertement anti-capitaliste — dénoncer la politique bourgeoise de l'immigration, son rôle à la fois économique (adapter l'offre de main-d'œuvre aux besoins de l'économie) et politique (diviser la classe ouvrière) — et anti-impérialiste — liaison concrète avec les luttes dans les pays d'origine. Et sur le plan des formes de lutte : dépassement des grèves de la faim, à caractère très limité et faiblement mobilisateur (la grève de la faim apparaissant plus comme un instrument de chantage, à base à la fois moralisante et pacifiste, que comme un instrument de prise de conscience). La tendance, actuellement, est à l'organisation de la lutte sur la base des quartiers, se posant bien évidemment la question évoquée ci-dessus de la liaison, dans sa forme et dans son contenu, avec les luttes économiques au sein de l'usine.

c) *Le mouvement de la jeunesse*

Les caractéristiques essentielles de ce mouvement ont été :

— une large mobilisation contre l'armée, et secondairement contre l'école (« Armée du capital », « C.E.T. caserne », etc.) ;
— une volonté d'unité avec la classe ouvrière (référence à la lutte des O.S.) ;

— le développement de la révolte idéologique contre la société bourgeoise (le « ras le bol »).

Toutefois, ces caractéristiques de gauche du mouvement, démontrant un niveau élevé de prise de conscience, développées au départ dans des formes spécifiques de mobilisation à caractère démocratique et ouvertement antigroupusculaires, n'ont pas réussi à se consolider, pour une série de raisons :

1. Compte tenu de la base de masse petite-bourgeoise du mouvement spontané, il a donné lieu au développement de courants soit anarchisants (plus d'armée, plus de discipline, etc.), soit, plus majoritairement, réformistes (limitation de la lutte aux seules revendications spécifiques — contre les sursis — avec un arrière-plan corporatiste).

2. Les révisionnistes ont pu s'appuyer sur les aspects les plus négatifs du mouvement pour l'organiser et finalement le diriger. Pour cela, ils ont mis en avant une unité à la fois formelle (thème de la convergence des luttes, développées parallèlement) et à contenu droitier (la convergence garantissant l'autonomie et la stricte spécificité des revendications lycéennes, à l'abri de toute politisation. Entendons : à l'abri de toute remise en cause de l'appareil d'Etat bourgeois). En plus : ils ont habilement misé sur la durée.

L'analyse qu'ils ont opérée du mouvement est, sur ces points, riche d'enseignements : « le mouvement de la jeunesse est fondamentalement sain » = tirer parti de ses caractéristiques droitières.

— Isoler les gauchistes, et pour cela, sans risquer d'attaquer directement les formes d'organisation spontanées du mouvement, partir du principe que : les comités de grève sont une création éphémère qui disparaîtra avec la grève elle-même ; resteront les organisations syndicales. Les révisos ont compris le lien existant entre l'organisation spontanée, le début de politisation qui s'y effectue et le rôle — possible ou réel — des gauchistes.

— Mettre l'accent sur la nécessité d'une action permanente, dans les formes appropriées, à savoir : un mouvement syndical structuré prenant en compte la nécessité de changements dans l'école (UNCAL, UNEF, etc.).

— Enfin, associer étroitement ce mouvement syndical aux organisations ouvrières. Exemple le plus caractéristique : liaison structurée entre les C.E.T. et les syndicats de la C.G.T. ; ceci, sous le thème de la solidarité.

3. Les trotskystes, malgré certains aspects positifs de soutien au mouvement spontané, se sont pour l'essentiel nourris (quantitativement et qualitativement) de leur ligne fondamentalement opportuniste, à la remorque des révisionnistes. L'ambiguïté de leurs positions — qui est chez eux une caractéristique permanente — jointe à un travail prolongé et bien structuré dans la jeunesse, leur a permis de se renforcer, tout en faisant objectivement le jeu de l'appareil révisionniste. Il est douteux, dans ces conditions, qu'ils modifient leur ligne : ils offrent effectivement une place à ceux qui, partant d'une première prise de conscience sur le rôle répressif des « organisations syndicales », ne parviennent pas à en opérer une critique radicale.

4. Les marxistes-léninistes ont, dans l'ensemble, et compte tenu de ce rapport : mouvement spontané à niveau élevé/récupération révisionniste, fait preuve d'une grave faiblesse. On peut l'analyser d'une façon superficielle : faiblesse quantitative, absence de travail prolongé, erreurs tactiques. Mais il ne fait aucun doute que l'ensemble de ces faits relève de lignes politiques erronées :

— soit gauchistes, niant, sous prétexte de *sa base petite-bourgeoise de classe*, le rôle spécifique du mouvement de la jeunesse, les aspects positifs de la révolte idéologique et même — dans le cas précis — le caractère élevé d'un mouvement qui, partant du problème du sursis, s'en est pris directement au pilier de l'appareil d'Etat : l'armée. Ligne qui aboutit logiquement à n'effectuer aucun travail prolongé, et à négliger toute question tactique ;

— soit droitières, renouant avec la tradition « tous ensemble et en même temps », surestimant le niveau du mouvement spontané (supposé ne pas faire d'erreurs) et ses capacités d'organisation (tendances à l'ultra-démocratisme, à l'individualisme) ne posant pas concrètement le problème de la direction des luttes et aboutissant logiquement, bien que pour des raisons inverses, à n'envisager aucun travail prolongé, etc.

Ces deux orientations erronées ont pesé durant toute la période sur le travail de masse des marxistes-léninistes organisés et inorganisés, dans le mouvement ; elles se sont concrétisées lors de la journée du 1er mai, qui ne fut que le symptôme et le reflet de carences politiques profondes = division et sectarisme des groupes marxistes-léninistes, à l'appel de quelques organisations : manifestation autonome du matin par rapport au cortège réviso, mais autonome par rapport à la gauche du mouvement de masse et *a fortiori* coupé du centre, mots d'ordre stratégiques sans liaison avec la conjoncture ; et manifestation de l'après-midi, aux côtés du mouvement révolutionnaire, à la queue des syndicats et des révisionnistes, où les marxistes-léninistes présents se sont avérés incapables de se démarquer nettement des courants opportunistes droitiers, dominés par les trotskystes, *parasites du révisionnisme*, laissant la gauche lycéenne et ouvrière dans ses illusions sur les possibilités d'alliance avec les syndicats, sous *leur* direction politique.

En fait, deux problèmes se posent actuellement avec acuité :

— d'une part, vis-à-vis de l'essor du mouvement spontané, il s'agit de la capacité de lier stratégie et tactique. L'enseignement stratégique, déjà tiré globalement en mai 68, est : l'importance du mouvement de la jeunesse, sa spécificité, sa capacité de mobilisation, mais aussi ses faiblesses appelant le rôle dirigeant de la classe ouvrière. Concrètement : un travail de subversion au sein de l'Ecole, au sens large, impliquant des formes d'organisation particulières (tenant compte de la base de classe majoritairement petite-bourgeoise et des conditions de lutte) et servant de fondement à une activité de propagande politique.

Sur le plan tactique — souvent négligé — la question est d'impulser à un moment donné des mots d'ordre, des formes de lutte et d'organisation qui, tout en correspondant à l'objectif stratégique, prennent en compte les revendications spécifiques et permettent d'obtenir des résultats immédiats. Exemple : il était parfaitement juste de soutenir la lutte pour l'abrogation de la loi Debré, comme de prévoir une action à mener contre la circulaire Fontanet, etc. Or, il est certain que, dans les manifestations, par exemple, les marxistes-léninistes (nous compris) ont eu tendance à ne soutenir ou lancer que des mots d'ordre stratégiques : nature de l'Armée (à noter, si l'on excepte la manif des C.E.T., la quasi-absence de mots d'ordre reliant la lutte contre l'Armée et la lutte contre l'Ecole ; il y a certainement un bilan positif à tirer de la façon dont ce lien a été mis en évidence dans les C.E.T. : hiérarchie, absence de liberté d'expression et d'organisation, plus généralement oppression...), en laissant les révisionnistes occuper le terrain tactique.

— d'autre part, mener une lutte serrée contre les révisos, en analysant leurs thèses et leur tactique, en les dénonçant systématiquement, en gagnant par rapport à eux une autonomie réelle. Mais ces principes ne peuvent prendre corps — au-delà d'attitudes volontaristes — qu'à condition précisément d'avoir engagé un travail prolongé réel, positif, assurant la liaison aux masses. Dans une large mesure, la défaite devant les révisionnistes se rattache donc au point précédent (le ralliement objectif des trotskystes, P.S.U., etc., aux révisos, et le rétrécissement du courant antiréviso consécutif — si on le compare par exemple à la manif Overney — posant un autre type de problème : la prise en main de la lutte idéologique contre ces courants dans une perspective de division/unification).

Dans l'ensemble, même si les révisos et la bourgeoisie ont réussi temporairement à contenir l'essor du mouvement de la jeunesse, il faut voir qu'à l'heure

actuelle existent des conditions à terme largement favorables : crise de plus en plus accentuée de l'Ecole, et révélation, aux yeux de la frange avancée des lycéens, du rôle des organisations type UNCAL. La reprise en main du 9 avril par la C.G.T. est apparue comme telle : dans sa fonction répressive (corrigeant l'incapacité manifeste de l'UNCAL à contrôler le mouvement). Le sentiment de découragement qui l'a suivie est certes une mauvaise chose, mais qui peut se transformer en une chose excellente.

Ce rapide bilan des luttes entraîne à préciser au moins deux points : l'analyse de la nouvelle tactique des révisionnistes, et de celle de la bourgeoisie.

2. *La nouvelle tactique des « communistes »*

Pour comprendre l'attitude conjoncturellement adoptée par l'appareil révisionniste — le Parti « communiste » français et les différentes organisations de masse qu'il contrôle (attitude dont la nouveauté a été amplement soulignée par la presse bourgeoise, notamment), — il est nécessaire de la replacer dans la stratégie d'ensemble développée depuis quelques années par le Parti et qui a abouti, dans la période récente, à la mise en place d'une tactique nouvelle. Autrement dit : on ne peut pas analyser cette modification tactique sans prendre en compte le projet politique à long terme qu'elle est destinée, compte tenu de l'évolution de la situation, à servir. Ce projet est politique en ce sens qu'il vise explicitement la prise du pouvoir (par l'« Union de la Gauche ») et la réalisation d'un programme à contenu de classe déterminé.

C'est à partir de la mise en lumière de ce contenu de classe du Programme Commun — impliquant une tactique précise (et non l'inverse) — que l'on peut comprendre les développements « post-électoraux ».

1. Le contenu de classe du Programme Commun. Les nouveaux gestionnaires.

« *Le Parti n'avance un Programme que parce que la société française est en crise.* » (Ph. Herzog, « L'union populaire et la maîtrise de l'économie », p. 11.)

L'objectif mis en avant par le Parti est explicitement une nouvelle gestion de la société française — dans tous les domaines — pour pallier la crise. Remplacer la fraction de la bourgeoisie actuellement au pouvoir, sur un constat de faillite dans la gestion *du même système économico-social :* le système capitaliste. L'analyse qui aboutit à la nécessité de ce changement de gestion — et de gestionnaires — s'appuie sur la notion de *gaspillage* : la constatation du gaspillage des richesses de la France. Ceci est indiqué clairement dans le Rapport du Comité central du P. " C. " F. au XX[e] Congrès :

« *Ce ne sont pas les ressources qui manquent à la France. Ce qui se passe aujourd'hui, c'est qu'elles sont accaparées, monopolisées, bloquées, gaspillées par quelques féodalités financières et industrielles.* La réalisation du Programme Commun mettra fin à cet immense gâchis. »

Il faut donc voir, dans la mise en avant de ce Programme, une détermination primordiale : la « bonne » mise en valeur des ressources ; le Programme n'existerait pas si cette mise en valeur était actuellement « assurée », et il n'existe que parce qu'il y a crise, entendons : gaspillage et blocage.

2. Par rapport à l'analyse de la conjoncture, l'élément essentiel à signaler est que la lutte entre la bourgeoisie et les révisionnistes — qui a revêtu une particulière acuité durant la campagne électorale et depuis — implique, pour les révisionnistes, de trouver une base d'alliance la plus large possible, mais cette implication, explicitée dans la « nouvelle tactique », entre en contradiction avec le rôle objectif de répression du mouvement de masse assigné, dans le fonctionnement du système capitaliste (de par sa nature), à l'appareil syndical tel qu'il existe actuellement.

En bref : le P. " C. " F. a tiré la conclusion des élections, que la tendance lui était favorable et qu'il fallait la consolider rapidement (le Programme Commun risque de s'essouffler d'ici 1976) ; mais qu'il avait commis des erreurs en ne s'appuyant pas assez sur un travail de masse (à travers principalement la C.G.T.), permettant de soutenir son projet politique.

Cela implique, non seulement un accroissement quantitatif de ce travail, mais une réorientation :

— d'une part, il faut lutter contre l'économisme, c'est-à-dire : lier la prise en compte des revendications économiques à un travail prolongé de propagande sur le Programme Commun. Comme l'a indiqué Georges Séguy au lendemain des élections (*Le Peuple*, n° 915) :

« L'action purement revendicative ne peut remplacer l'action politique... Du fait qu'elle ne s'en prend qu'aux effets du mal et non à ses causes, elle ne saurait, à elle seule, promouvoir les transformations profondes dont notre société a besoin. De tels changements requièrent l'union et l'action commune de toutes les forces populaires fondées sur une base acceptable par tous. Cette base existe désormais, c'est le Programme Commun de la Gauche .»

L'essentiel de l'action de la C.G.T. est défini dans cette citation.

— d'autre part, ce lien, loin d'impliquer un relâchement de la lutte économique, nécessite au contraire, pour sa réalisation concrète (fournir le cadre adéquat à la propagande politique) d'être « à l'initiative partout ». De l'accentuation de la lutte économique doit surgir, aux yeux des masses, l'évidence du caractère néfaste du système actuel et, grâce à la propagande, l'évidence que la solution existe : elle est contenue dans le Programme Commun.

— Enfin, bien que ce dernier point ne soit pas explicité, les révisionnistes ne tablent plus exclusivement sur les élections. Ou plus exactement : ils espèrent, par des moyens extra-électoraux, provoquer une crise politique telle qu'elle entraînera la démission du Gouvernement et permettra leur venue, par « la voie démocratique », au pouvoir. D'où leur appui à des luttes dures provoquées, y compris par des non-électeurs (les immigrés), mais en fonction d'une limite *absolue* à ne pas dépasser : la remise en cause de l'appareil d'Etat bourgeois (y compris dans les formes concrètes de l'affrontement violent avec la police, etc.). Les révisionnistes sont tout à fait conscients du rôle fondamental joué par cet appareil dans le maintien du système capitaliste, face aux poussées révolutionnaires spontanées (et *a fortiori* : organisées et dirigées), et de la nécessité qu'ils auront, dans l'hypothèse d'une prise de pouvoir, de l'utiliser « tel quel ».

— On peut signaler, en dernier lieu, que cette réorientation tactique a été due en partie aux déceptions occasionnées par le travail en direction de la bourgeoisie non-monopoliste (les P.M.E. ayant opposé une fin de non-recevoir), et, dans une moindre mesure, en direction des ingénieurs, cadres et techniciens. D'où une relative réorientation vers la consolidation et le développement de l'appui « fondamental » des ouvriers, employés et paysans.

3. Cette nouvelle tactique — mise au point *avant* le récent essor du mouvement de masse — mais qu'il a fallu appliquer à un mouvement dont on n'avait pas prévu qu'il se développerait spontanément au départ, en dehors et même contre le contrôle de l'appareil révisionniste (!) — comporte deux aspects contradictoires :

— un aspect de soutien, dans le cadre de la « convergence des luttes » et dans un esprit unitaire (unité certes, mais d'un type particulier : assurant la direction des révisionnistes, d'une fraction de la petite-bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière, sur le prolétariat et ses alliés potentiels) ;

— un aspect de répression, conformément au rôle objectif assigné aux révisionnistes, notamment dans une période d'essor des luttes.

La victoire tactique remportée par les révisionnistes récemment est, compte tenu de la faiblesse de la direction révolutionnaire, d'avoir réussi, tout en faisant jouer

les deux aspects, à faire mettre en avant le premier et à récupérer une partie du mouvement de masse : c'est principalement par l'aspect soutien — et intégration dans leur projet — que les révisionnistes ont réussi — beaucoup plus efficacement que par l'opposition directe — à réprimer le mouvement de masse. Autrement dit : l'aspect idéologique (et le contenu répressif de l'idéologie bourgeoise) a primé sur l'aspect directement répressif, en permettant aux révisos de parvenir temporairement à réaliser un double objectif :

— se renforcer quant à leur projet spécifique ;
— réprimer, quant au projet d'ensemble du camp de la bourgeoisie.

Il est très important de tenir compte du projet spécifique des révisionnistes, tout en marquant sa secondarité par rapport au projet d'ensemble du camp de la bourgeoisie. D'où les limites de la « nouvelle tactique » : les révisos cherchent à s'appuyer sur le mouvement de masse — en essayant de le « faire adhérer » à un projet qui lui est fondamentalement étranger — dans la limite absolue de la répression des véritables intérêts de ce mouvement. Il en ressort, pour les révisos : une marge de manœuvre de plus en plus étroite et l'extrême fragilité de leur récupération.

3. *La réaction de la bourgeoisie*

1. La bourgeoisie — au sens strict du terme : celle qui actuellement détient les moyens de production et exploite la force de travail — doit faire face à la fois :

— au projet révisionniste ;
— au mouvement de masse et, lié à lui dans son expression consciente, au projet révolutionnaire.

Ces deux aspects ont été nettement marqués durant la période récente. La bourgeoisie a constamment joué — et joue constamment — sur l'opposition : révisionnistes-révolutionnaires. Non pas par crainte d'une alliance entre eux (!), mais pour isoler et paralyser les révisionnistes, et se concentrer contre le projet révolutionnaire (le développement du mouvement de masse étant, pour elle, d'un point de vue économique et politique, intolérable). Le problème le plus important qu'elle a à résoudre, dans une période d'essor des luttes de masse, est précisément de ne pas céder devant les révisionnistes, alors même qu'elle a besoin d'eux dans leur fonction de répression (ce que les révisionnistes savent pertinemment).

Cela explique — contrairement à des analyses superficielles — que l'alliance bourgeoisie-révisionnisme joue d'autant plus qu'ils apparaissent plus divisés, et ceci en période d'essor des luttes de masse.

— Pour la bourgeoisie : ne pas céder à la pression des révisionnistes, et pour cela, tout en les laissant jouer leur rôle de répression, les critiquer de le faire... (Il était étonnant de voir *La Nation* prendre parti pour les O.S. contre la C.G.T. !)

— Pour les révisionnistes : organiser leur pression, en se présentant comme les véritables porte-parole du mouvement de masse, tout en le réprimant...

2. Le jeu tactique de la bourgeoisie, qui possède l'avantage de contrôler la grande majorité des moyens d'information et d'action idéologique, se heurte à un problème aigu, dont les révisionnistes ont saisi l'importance : l'incapacité de plus en plus grande pour elle de présenter un projet politique — non pas cohérent : il l'est — mais crédible pour la « population ». Ceci renvoie non seulement à l'ensemble de la crise du système capitaliste, mais très précisément à la crise idéologique de ce système. En effet, le corps de l'idéologie bourgeoise part en morceaux. Les « valeurs universelles de l'humanisme » ont de plus en plus difficilement cours, dans un contexte de développement du mouvement révolutionnaire mondial (les défaites de l'impérialisme, et des « valeurs morales » dont il entendait se faire le champion, y sont pour beaucoup) et national. Les révisionnistes tentent encore de recoller les morceaux en bricolant un « humanisme marxiste », centré sur l'« individu concret » — bricolage qui tient relativement, dans le ciel de l'abstraction

(et reflète d'ailleurs la situation de la couche supérieure de la petite-bourgeoisie et la façon dont, à partir de là, elle se pense) mais qui menace de s'effondrer dès lors qu'il est confronté à la pratique effective des révisos. Il faut signaler toutefois que, pour accentuer la crise de l'idéologie bourgeoise, il ne suffit pas de la rapporter au réel. Il faut impulser une lutte idéologique qui, partant du réel, opère une véritable destruction — sur le plan où elle est constituée — de cette idéologie.

Le pourrissement de l'idéologie bourgeoise ne signifie pas qu'elle ne continue pas et qu'elle ne continuera pas d'être dominante. Ici interviennent sa production effective, au niveau direct des rapports de production, et sa reproduction dans les appareils idéologiques. Ce qui se marque, c'est l'incapacité grandissante à en faire un corps constitué — d'où, face à la crise de l'humanisme, une domination de plus en plus nette de l'idéologie « de la croissance » qui se satisfait d'éléments empiriquement rapportés et permet d'appeler à la collaboration de classe. Ceci laisse d'ailleurs place à une certaine souplesse, chaque groupe social pouvant manifester ses intérêts spécifiques, pour autant que ceux-ci se subsument dans l'idéal commun de la croissance (avec une touche de « qualité de la vie »). En outre, l'appel à la défense de la croissance sert de support au développement de thèmes nationalistes (= la défense de l'économie française), qui peuvent servir de prétexte à une répression brutale (ou une menace de répression) du mouvement de masse.

Le discours de Messmer devant l'Assemblée Nationale alliait tous ces éléments. La lecture des têtes de chapitre est, sur ce point, riche d'enseignements : « Maintenir une expansion continue » ; « La solidarité nationale, condition du progrès social » ; « Pour corriger les inégalités sociales » ; « L'égalité des chances » ; « La qualité de la vie » ; « La participation, pour donner plus de dignité et de responsabilité aux citoyens » ; « La France dans le monde » ; « La voie française ».

Autrement dit : la croissance économique, d'où le progrès social, à condition que chacun participe, dans le cadre de la solidarité nationale. A noter que le développement de ce type d'idéologie — qui a des effets conjoncturels bien précis : il assure l'oppression et prépare la répression — se réalise de plus en plus au sein des appareils idéologiques. Par exemple, sous le couvert d'une « nécessaire formation économique et sociale », c'est l'idéologie économique qui est massivement reproduite à l'Ecole (voir le rapport du VIe Plan), et non plus l'humanisme traditionnel. L'affrontement bourgeoisie-révisionnisme se situe rigoureusement dans le cadre de cette idéologie, chacun accusant l'autre d'incapacité à gérer la croissance. Affrontement qui, bien entendu, valorise le thème lui-même, et donc, en dernière analyse, sert à endiguer la crise de l'idéologie bourgeoise en général.

3. Toutefois, face aux contradictions qui minent le système capitaliste, face à la montée des luttes, la bourgeoisie a, et aura sans doute, de plus en plus recours à la répression directe. Cette répression s'installe dans la légalité. Elle se fonde sur le respect, en même temps que le fonctionnement, du système politique.

Le discours de Messmer évoqué plus haut mentionne explicitement ce lien :

« *Il est donc inadmissible qu'une agitation d'origine politique continue à créer le désordre chez les lycéens et tente de faire pression sur la représentation nationale*, à qui seule *il reviendra d'en débattre prochainement.* »

Suit l'annonce de mesures dont on a pu voir une application dans la circulaire Fontanet.

Le Gouvernement a pu également — bien que dans une perspective différente — faire jouer la légalité (le respect du système démocratique bourgeois) contre les révisionnistes, accusés de vouloir « prendre la revanche des élections », jeu dont les révisos sont contraints de rester prisonniers. Autrement dit, sans que cette hypothèse doive être exclue, le recours au fascisme, aboutissant à faire de la répression ouverte le fondement de son pouvoir politique, n'est pas actuellement nécessaire à la bourgeoisie.

4. Sur le plan strictement conjoncturel — qui est à penser à partir de ces grandes lignes de forces — la bourgeoisie a opéré en tentant :

— d'isoler les différents mouvements : violentes attaques contre le mouvement de la jeunesse, contrastant avec l'apitoiement « humanitaire » sur le sort des O.S. ;

— de laisser pourrir la situation. Ceci a laissé le temps aux révisionnistes de reprendre le « contrôle » des mouvements qui, sans perspective révolutionnaire organisée, devaient s'essouffler ;

— d'isoler alors les révisionnistes en les présentant comme initiateurs — à leur propre (mauvaise) fin — des divers mouvements (alors que fin mars, il s'agissait surtout des gauchistes...). Ainsi, un éditorial récent de *La Nation*, expliquant qu'on (les syndicats) « avait visiblement espéré faire de Renault une grosse affaire susceptible d'en déclencher beaucoup d'autres » ;

— enfin et surtout, de se donner les moyens et la possibilité de réprimer les mouvements, au moment opportun.

Dans l'ensemble, la bourgeoisie a fait preuve d'habileté tactique, mais celle-ci ne peut être appréciée qu'en fonction de sa faiblesse stratégique, de son isolement de plus en plus grand, et manifeste.

4. *Le mouvement marxiste-léniniste et les tâches sur le front culturel*

Nous ne développerons pas l'aspect : tâches sur le front culturel, explicité dans les deux derniers numéros de la revue. Simplement, nous voulons dire que l'analyse et l'estimation correcte de la conjoncture sont un moyen nécessaire pour préciser celles-ci, bien que — et il serait tout à fait erroné d'entretenir des illusions à ce sujet — nous ne soyons pas capables actuellement d'analyse politique d'ensemble et de tâches stratégiques et tactiques sur le front spécifique. Ce problème, tant théorique que pratique, est précisément l'enjeu qu'exprime notre nécessaire subordination à une ligne politique. Cette précision, — qu'il faut penser comme processus : cela engage un travail à terme —, porte sur trois points au minimum.

1. Sur le lien pratique avec la lutte politique et la lutte économique : on ne peut effectuer ce lien (qui se pose, par exemple, à partir de la nécessité de rattacher la lutte au sein des appareils culturels sur le front culturel, avec les luttes locales) en ignorant tout de la conjoncture et en dehors d'un point de vue d'ensemble.

2. Sur la lutte à mener spécifiquement sur le front culturel : il s'agit d'analyser plus à fond la crise de l'idéologie bourgeoise dans le but de l'accentuer, et développer, dans cette destruction, des embryons d'idéologie prolétarienne. A cette occasion : tenir compte du rapport de forces et apprécier correctement la capacité de répression de la bourgeoisie et des révisionnistes.

3. Sur les rapports avec le mouvement marxiste-léniniste, il s'agit de réaliser notre subordination à une ligne politique et, dans cette optique, de développer les discussions et les *contacts pratiques* avec les organisations existantes. La discussion sur la conjoncture constitue, dans ce processus, un élément d'une grande importance. A partir d'elle, il est possible d'aborder de façon concrète les problèmes de la ligne politique générale. Les discussions qui ont permis l'élaboration de la présente analyse constituent un pas important dans ce sens. En retour, la présente analyse — qui n'engage que les *Cahiers* — peut servir l'approfondissement de ces discussions.

La Rédaction (8 mai 1973).

Groupe 1 :
l'animation culturelle.

Depuis le numéro 244 et les premiers articles sur l'animation culturelle, le groupe de travail a continué de fonctionner régulièrement, et soumet de nouveaux articles à la critique des lecteurs et plus particulièrement des animateurs.

Poursuivant son travail de critique idéologique et politique de certaines conceptions de l'animation culturelle, l'activité du groupe se centre actuellement sur la prise en compte des tâches pratiques de lutte dans les appareils culturels (à partir d'un travail de bilan, d'enquêtes, etc.).

Cette transformation, que marque la publication de deux articles faits par des animateurs sur la base de leur expérience pratique de travail prolongé, doit se poursuivre, s'accentuer et s'enrichir, proportionnellement à l'écho que ce travail rencontrera auprès des animateurs et plus généralement des camarades intervenant sur le Front culturel.

Le groupe de travail se réunit tous les samedis, à 10 heures, au 13, rue des Petits-Champs, PARIS-1er.

Problèmes d'une stratégie de l'animation.

La réflexion des *Cahiers* (n° 244) sur l'animation culturelle reflète une pratique spécifique d'animation (celle que peut avoir une revue de cinéma) assez rare dans le champ de l'animation culturelle, telle qu'elle est majoritairement pratiquée en France dans les appareils culturels. Aussi certains animateurs, que la plate-forme aurait pu rallier au travail de la revue, ont peut-être trouvé la problématique du dernier numéro relativement éloignée de leur pratique et de leurs problèmes quotidiens à l'intérieur des appareils culturels où ils travaillent. Ce texte ne prétend pas être le bilan historique d'une expérience d'animation culturelle, mais se propose, à partir d'une pratique différente de celle de la revue, d'aborder la problématique de l'animation culturelle à long terme.

Pour un animateur-cinéma qui travaille de façon permanente, ou tout au moins régulière, dans un organisme culturel, intervenant semaine après semaine dans la même salle, avec un public relativement fixe, une question prioritaire devrait se poser, celle de l'élaboration d'une *stratégie à long terme.*

Mais tout contribue en fait — dans les appareils culturels — à ce que l'animateur ne se pose pas, de façon politique et conséquente, cette question essentielle :

En premier lieu, l'idéologie produite et diffusée dans et par les organismes culturels : les mythes de l'objectivité, de la neutralité politique, de l'équilibre (entre films d'avant-garde et films classiques, films politiques et films « non politiques », films difficiles et films à large public), débouchent directement sur l'*éclectisme* et l'*ultra-libéralisme*, dont une des fonctions est précisément d'obscurcir la prise de conscience de la nécessité d'une stratégie.

En second lieu, les conditions de travail concrètes de l'animateur culturel : son temps de travail est loin de se passer pour l'essentiel à théoriser sa pratique d'animateur, mais ses journées se passent le plus souvent à se procurer des films, à les marchander, à veiller à leur bon acheminement, à s'occuper de la publicité, de l'affichage, à préparer des fiches sur les films, à participer à des réunions diverses, etc. Bref, l'animateur culturel est amené à travailler le plus souvent au jour le jour, au « coup par coup », dans l'éparpillement et l'éclectisme, là où une réflexion sur sa pratique, l'élaboration d'une stratégie, demanderaient beaucoup de temps et un travail continu d'enquête et de théorisation.

Il faut aussi tenir le plus grand compte de la précarité de la situation professionnelle de l'animateur permanent : c'est un salarié dont les critères de qualification et d'efficacité sont incroyablement flous (« rayonnement », « dynamisme »...), qui n'a le plus souvent aucune sécurité d'emploi, et surtout de réemploi, et qui se trouve donc en position très défavorable dans le cas d'un conflit ouvert avec l'institution où il travaille.

Une fois notés quelques-uns des obstacles à la prise de conscience par les animateurs de la nécessité d'une stratégie à long terme, obstacles réels qu'il ne faut pas négliger dans l'analyse de la situation objective de l'animation culturelle aujourd'hui, essayons de poser quelques jalons qui ne soient pas utopiques vers cette stratégie nécessaire.

Une stratégie ne peut se déterminer que sur la base d'une analyse à plusieurs niveaux : l'animateur devrait s'efforcer d'acquérir la connaissance la plus juste de la conjoncture générale et de la conjoncture locale. Au niveau de la situation et des luttes locales, lui qui est le plus souvent un « transplanté » a beaucoup à apprendre *de* et *sur* son public. Une connaissance juste des contradictions de l'appareil culturel dans lequel il travaille (bases économiques, aspects institutionnels, rapports de force, etc.) peut lui permettre de mesurer la marge de manœuvre dont il va pouvoir jouer.

Il faut insister sur la question du public ; lorsque l'animateur commence à intervenir dans un lieu culturel donné, il existe souvent un public déjà constitué, mais ses interventions, le choix des films, le style d'animation, bref sa pratique d'animation vont transformer ce public. Cette transformation (nous entendons par là seulement, pour le moment, sa transformation « sociologique » : désertion du ciné-club par certaines couches du public, constitution d'une fraction nouvelle de spectateurs) est une conséquence de ses interventions, de son style de travail et l'animateur ne peut la laisser au hasard. C'est à la fois un *enjeu* (gagner des éléments progressistes ou avancés, modifier le rapport de force, isoler ou éliminer les éléments les plus réactionnaires) et un critère de son travail.

Cette enquête sur la transformation du public peut être pour l'animateur l'occasion de tirer des leçons continues de sa pratique, la condition d'un retour dialectique de ce processus de connaissance de la situation sur sa stratégie, un moyen de rectification permanente de sa ligne stratégique. Mais en aucun cas cette préoccu-

pation de la transformation « sociologique » du public ne doit être coupée de celles de sa transformation idéologique et politique.

De toute façon, si cette enquête sur le public est indispensable pour avoir une idée juste des conditions objectives de l'action à mener, c'est *avant tout les objectifs politiques* qui détermineront l'adoption de telle ou telle ligne stratégique (d'ailleurs les idéologues bourgeois de l'animation culturelle insistent *aussi* sur la nécessité de l'enquête, de la connaissance du milieu, etc., pour la mettre au service de leurs objectifs politiques).

Un projet d'animation culturelle est toujours politique (même sous la forme de son degré zéro : l'absence apparente de projet concerté) et ses résultats ne peuvent se juger que sur des critères politiques, mais cela ne signifie pas pour autant que l'animateur doive utiliser un style de travail directement calqué sur celui du militant politique (d'ailleurs l'institution ne lui en laisserait pas longtemps la possibilité). Avoir des objectifs politiques précis ne signifie pas : se dispenser de rechercher un style de travail correct, spécifique à son terrain d'action. Il ne s'agit pas de nier la spécificité de la pratique dans le champ culturel au nom de la primauté du politique, pas plus d'ailleurs qu'il ne s'agit de l'autonomiser. Les théoriciens marxistes (et plus particulièrement Mao Tsétoung) ont toujours insisté sur le fait que la lutte idéologique est un long processus qui exige de la patience et des méthodes spécifiques, différentes de celles des autres luttes, bien que directement liées à elles.

Certains objectifs, corrects pour une intervention ponctuelle, sont peut-être à reconsidérer du point de vue d'une animation à long terme nécessitant forcément une autre stratégie et un autre style de travail.

Prenons l'exemple de l'objectif « *diviser la salle* ».

L'animateur ne doit pas jouer un rôle de conciliateur, de médiateur au-dessus de la mêlée, il est vrai qu'il doit veiller à ne pas étouffer les contradictions au sein du public. Mais il risque aussi d'être négatif, du point de vue d'une animation à long terme, de brûler les antagonismes dans un affrontement d'un soir, de *mimer* la lutte des classes dans une flambée de conflits oratoires : la lutte des classes peut parfois se condenser dans un affrontement d'idées, mais le plus souvent elle y est simplement *déplacée, détournée*. D'où la vanité de la bonne conscience que peut donner à l'animateur l'impression de « maîtrise » des débats : nous allons y revenir.

Considérons le cas (le plus fréquent aujourd'hui en France) d'un animateur travaillant avec un public essentiellement constitué d'éléments petits-bourgeois et intellectuels. Ses objectifs : entraver le plus possible la conquête par la bourgeoisie des masses petites-bourgeoises mécontentes, gagner le plus possible d'intellectuels, de petits-bourgeois aux positions de la classe ouvrière. A partir de ces objectifs, l'élaboration d'une stratégie doit tenir compte du fait que les petits-bourgeois qui composent l'essentiel des spectateurs ne sont pas soumis à une oppression intolérable dans leur travail, que leur mode de vie reste relativement privilégié et qu'il n'est pas du tout évident pour eux que leurs intérêts objectifs se trouvent du côté de la classe ouvrière et de la révolution. Ils sont au contraire subjectivement du côté de la bourgeoisie et tout, dans leur culture et leur idéologie, les confirme dans cette position.

« Diviser la salle » sans tenir compte de ce qui précède reviendrait à éliminer rapidement les deux tiers de ce public, sans tenir compte que *ce* public, précisément, n'est pas divisé une fois pour toutes, qu'une de ses caractéristiques est justement d'être idéologiquement et politiquement « flottant », susceptible de basculer dans un camp comme dans l'autre, pris dans la contradiction entre la dégradation objective, actuellement, de sa situation sociale, et son idéologie bourgeoise.

L'objectif d'un travail d'animation à long terme sera donc de contribuer à gagner ces spectateurs à des positions prolétariennes. Mais en aucun cas, ce n'est dans

la salle, au niveau des positions prises dans un débat d'un soir, que pourra se mesurer la justesse et l'efficacité d'une animation culturelle. Les critères politiques de la réussite d'une animation culturelle sont bien sûr à rechercher hors du lieu culturel, dans les luttes sociales et politiques.

Mais cela ne signifie pas que l'animateur va négliger la question tactique des débats. Rien n'est à négliger dans cette lutte idéologique et il faut *aussi* opposer à la tactique bourgeoise en ce domaine une autre tactique, imposer une autre forme de débat, sans céder pour autant à l'illusion que se joue là un aspect décisif de la lutte des classes.

Essayons de proposer quelques aspects de ce que pourrait être cette tactique : ne pas se borner à constater les contradictions et les considérer comme figées mais s'efforcer dialectiquement de définir les positions antagonistes aussi nettement que possible, de faire travailler les contradictions, de les développer ; critiquer l'idéologie dominante en analysant ses « valeurs suprêmes » (universalité, éternité, humanisme, nature humaine...), en dénonçant ses mensonges, en développant ses contradictions internes, en déconstruisant son arsenal rhétorique ; opposer une argumentation matérialiste à l'affirmation des thèses idéalistes ; relier ce que la bourgeoisie s'efforce toujours de maintenir séparé, relier le débat formaliste au débat idéologique et le débat idéologique au débat politique, relier le débat sur le film à l'actualité locale et générale, le passé du film à la situation présente, utiliser les contradictions dégagées à une analyse actuelle ; opposer les films entre eux et, chaque fois que c'est possible, opposer dans un film les éléments réactionnaires dominants aux éléments révolutionnaires refoulés.

Ce qui précède suppose un rôle dirigeant ou didactique de l'animateur : la nécessité de ce rôle dépend de la composition du public, mais le plus souvent le rapport de force est tel que l'animateur doit assumer ce rôle, tant la domination massive de l'idéologie dominante dans les appareils culturels favorise le refoulement ou la censure des idées justes des masses. Mais précisons encore une fois que la nécessité stratégique de jouer ce rôle dirigeant ou didactique ne doit pas se confondre avec un fantasme de maîtrise, car les idées justes qu'il doit défendre, c'est seulement auprès des masses et dans la pratique sociale que l'animateur a pu les trouver. Et si son rôle d'animateur peut être positif, c'est par un retour de ces idées justes dans la pratique sociale, hors du lieu culturel.

Ce texte est volontairement limité à une pratique d'animation de type « ciné-club » : présentation - projection - débat, mais c'est peut-être hors de cette formule (dont il faudrait étudier l'apparition historique dans les appareils culturels, et le piège qu'elle constitue en tant que structure) que l'animation culturelle peut développer une stratégie révolutionnaire : collectifs d'animation, interventions hors des lieux culturels, groupes de production, et d'autres pratiques d'animation qui s'expérimentent déjà un peu partout, dont un premier bilan reste à faire.

Alain Belbo.

Bilan du travail dans une M.J.C.

Présentation

Ce texte, rédigé par deux animateurs de ciné-club, en liaison avec les *Cahiers*, sur la base des n[os] 243-244 (éléments-relais, n. 1, p. 41, n° 244), est un bilan historique, une rétrospective sur les différentes étapes qu'a connues notre travail d'animateurs à l'intérieur d'une M.J.C., une analyse politique de cette pratique, des difficultés rencontrées, des luttes engagées et une préparation du travail à venir. Il est d'abord destiné aux animateurs des différentes activités culturelles de la M.J.C., regroupés sur des positions de « contestation » de cet appareil, afin de faire évoluer ces positions vers une analyse plus approfondie. C'est donc un document de travail en cours de discussion (ainsi que d'autres textes du n° 244) dans notre groupe d'animation.

Il s'adresse aussi aux animateurs d'autres maisons, foyers, etc., afin *d'ouvrir un débat sur les différentes expériences de luttes en cours dans les appareils culturels.* Car l'isolement physique et idéologique des animateurs culturels en lutte, et l'absence d'une réponse politiquement cohérente, permettent aux appareils culturels de type M.J.C. de faire leur propagande petite-bourgeoise sous couvert de libéralisme, de démocratie et de culture populaire, dans un calme contrastant souvent avec la crise d'autres appareils idéologiques.

Le ciné-club de type M.J.C.

Il y a deux ans, nous nous retrouvions deux animateurs responsables d'un ciné-club qui « fonctionne » bien : programmation de grands classiques, 150 à 200 spectateurs par séance.

Sur des bases très floues, nous commençons un travail de caractère politique, limité au cadre du ciné-club, selon deux axes considérés alors comme contradictoires :

1. Programmation de films à discours directement politiques : « cinéma prétexte » à une discussion politique ; échange de propos dans un public recruté sur n'importe quelle base, discutant sur n'importe quel problème, l'essentiel étant de parler [1].

2. Le ciné-club doit apprendre aux gens à lire le cinéma, d'abord d'un point de vue esthétique, et par la suite d'un point de vue idéologique : « n'importe quoi avec un discours marxiste dessus » (critique de Marty, n° 244, p. 25).

Au bout d'un an, c'est le constat d'échec politique : de toute façon, le ciné-club fonctionne comme les autres activités de la M.J.C., dont le but est l'enrichissement *individuel* par la culture (humanisme bourgeois) : la sérigraphie, le labo-photo, par

1. L'idée libérale de donner la parole à la salle en l'absence de toute analyse cohérente donne une impression de « n'importe quoi » qui fait croire à l'animateur qu'il travaille dans les larges masses populaires : cette idée recouvre en fait une détermination petite-bourgeoise bien précise (*cf.* article sur « Peuple et Culture », *CdC* n° 244, p. 16).

exemple, ne peuvent être utilisés que pour des travaux individuels ou de publicité propre à la M.J.C. Aucun travail à but collectif externe (donc révolutionnaire ; *cf.*, plus loin : *la liaison aux luttes*) n'est admis, et seule une lutte interne peut amener un changement à cette situation.

La question qui se pose alors est de savoir si l'on peut avoir une position révolutionnaire cohérente et surtout efficace, au niveau d'un ciné-club. Après une période de flottement, la réponse est oui, mais à certaines conditions :

1. Un travail personnel de l'animateur sur le cinéma visant à préciser sa position dans la lutte sur le front culturel.

2. Un travail d'analyse du public (appartenance de classe politique, etc.), afin de savoir comment associer le public à la lutte sur le front culturel.

3. Un travail d'analyse des structures du ciné-club et de la M.J.C. afin de définir comment ces appareils bloquent et évacuent la lutte sur le front culturel.

La liaison aux masses

Il est alors décidé, en liaison avec une dizaine d'animateurs d'autres activités, de faire un travail plus large sur le public de la M.J.C., pour améliorer (approfondir, élargir, adapter) notre diffusion politique au sein des masses qui touchent la M.J.C. Le groupe d'animateurs, constitué sur la base d'une prise de conscience du rôle de diffuseur de culture bourgeoise de la M.J.C., prend en charge le foyer : ce foyer est défini comme « lieu d'accueil et de rencontre ». L'essentiel est que les animateurs, présents au foyer le plus souvent possible, vont pouvoir organiser des soirées et développer des contacts avec les jeunes du quartier qui fréquentent souvent le foyer sans pour autant participer à une autre activité de la M.J.C. L'expérience est plus large et les problèmes idéologiques de l'animation commencent à éclater dans la maison. Les animateurs du foyer commencent à s'unir et développent leur prise de conscience politique : échanges d'expériences pratiques, discussions théoriques (depuis quelque temps sur les textes des CDC), tout ceci afin de dégager la ligne politique de notre action. La situation concrète actuelle en est à ce niveau.

La liaison aux luttes de masses

Mais la critique de notre intervention nous ouvre de nouvelles perspectives de luttes. En effet, les soirées et les contacts au foyer, malgré l'impact et les discussions qu'elles ont suscités, retombent très vite dans les contradictions mises en évidence au niveau du ciné-club. Les structures et surtout le mode de recrutement (adhésion à une activité) n'ayant pas changé (public abandonnant très souvent sa position de classe pour participer à une discussion de laquelle ne se dégage aucune lutte à mener, aucun travail politique n'étant proposé), le seul moyen de faire entrer la lutte de classes dans l'appareil et par là de remporter des victoires sur le front culturel, est de développer la liaison d'une façon militante avec les luttes menées sur le quartier et la région : le foyer, les soirées et le ciné-club servant alors de lieux de popularisation de ces luttes, de point d'analyse à partir des luttes menées en France ou sur le front international (grâce au ciné-club, p. ex.). La dénonciation de l'idéologie bourgeoise de la culture dominante prendra alors un aspect positif, s'adressant à des camarades engagés contre la bourgeoisie, et interpellant les masses à partir de luttes montrant concrètement les positions de classe.

La répression

Négligée dans le numéro 244, une analyse concrète de la répression dans les appareils culturels doit commencer : si une M.J.C. diffuse largement la culture bourgeoise sous une épaisse couche de libéralisme, elle réprime aussi avec force

toute tentative de diffusion révolutionnaire interne. De plus, c'est le meilleur moyen de montrer la M.J.C. comme arme de classe solidement conçue et de dénoncer les pratiques et les structures comme réactionnaires, que de forcer la répression à se révéler dans un rapport de forces favorable.

Au fur et à mesure de l'avance de notre pratique, la répression de l'appareil dévoila ses méthodes et son aspect de plus en plus idéologique. D'abord, c'est l'utilisation de l'administratif comme répressif : les problèmes matériels sont utilisés pour cacher des motivations idéologiques. Au foyer, la direction tente de transformer les animateurs en barmen en leur imposant l'entretien, la gestion, les commandes du bar — un déficit pouvant prétexter à la fermeture du foyer. Seules l'unité et l'organisation du groupe permettent alors d'assumer ces tâches en nous laissant le temps de continuer notre travail d'animation.

L'argument économique utilisé pour le ciné-club est du même ordre : il faut passer de tout (un film « engagé », entre un western et un mélo psychologique ou un policier) pour attirer le public, de façon à rentabiliser le ciné-club. Le développement de notre liaison aux masses doit alors aussi montrer que le public vient plus largement pour des films « engagés » — considérés par la direction comme difficiles, donc non publicitaires et non rentables.

Ensuite, l'appareil utilise à plein sa structure en activités cloisonnées, bloquant ainsi toute tentative de définition d'une ligne politique sur l'ensemble de la M.J.C., isolant les militants pour mieux les frapper. L'exemple du cours d'alphabétisation fut pour nous instructif : la M.J.C. se trouve loin de la zone où vivent les travailleurs immigrés. La direction refusa que des cours puissent avoir lieu en dehors des locaux de la M.J.C. Ce qui provoqua la démission de tous les moniteurs d'alpha. Une nouvelle animatrice prend alors en main l'introduction dans la M.J.C. d'un foyer de Portugais, en préservant leur spécificité culturelle et politique (ex. : animation autour de la guerre coloniale portugaise).

La direction, sentant qu'elle perd le contrôle de l'activité, prétend que les Français se sentent exclus de ce genre d'initiative ! Effrayée par la substitution d'une ligne révolutionnaire au paternalisme bourgeois du classique cours d'alpha, elle crée de toutes pièces une accusation de vol contre l'animatrice en question et provoque son renvoi.

Le cloisonnement maintenu entre les activités permet ainsi au directeur de bloquer toute information et donc toute réaction de la part des autres animateurs. L'enseignement tiré de cette répression nous amène à constituer un groupe d'animateurs de plusieurs activités sur lesquels la direction n'avait plus aucune prise individuelle. Le danger fut très bien pressenti par la direction et l'on nous reprocha publiquement le fait d'organiser des réunions à « l'extérieur de la M.J.C. ».

Mais notre volonté de liaison aux luttes de masses provoque une réaction encore plus vive et plus directe de l'appareil : six animateurs de foyer ayant été reconnus par un maire adjoint, membre du Conseil d'Administration de la Maison, pendant l'occupation du hall de la mairie pour protester contre une expulsion de travailleurs immigrés, celui-ci réclama l'exclusion de ces animateurs. Pour le neutraliser, nous utilisâmes l'ambiguïté des statuts, en l'accusant de faire intervenir des considérations politiques externes aux problèmes de la M.J.C.

L'animateur révolutionnaire, pour développer son travail, doit donc en permanence analyser les rapports de forces internes à la M.J.C., la marge de manœuvres que lui laisse le libéralisme bourgeois (en cultivant les ambiguïtés telles que culture populaire, démocratie directe, liberté, etc.), et, à partir de cette analyse, élargir l'implantation, définir une stratégie au sein de l'appareil M.J.C., en attendant de définir une stratégie plus globale des militants révolutionnaires dans l'ensemble des appareils culturels de type M.J.C. et autres.

Nous espérons que ce texte et d'autres permettront de développer un débat ayant pour but d'élaborer cette stratégie.

Les statuts d'une M. J. C.

1. Publiés dans la revue *Pas à pas*, n° 14, 3e trimestre 1971. Nous en reproduisons les passages essentiels en annexe, p. 96 de ce numéro.

Ces statuts types [1] d'une Maison des Jeunes et de la Culture nous ont paru particulièrement significatifs : ils concentrent en effet, dans un langage et une présentation *juridiques*, sous des formes abstraites et générales (presque administratives), les finalités idéologiques et politiques d'un appareil tel qu'une M.J.C. Cependant, en raison même de cette abstraction et de cette généralité, le commentaire qui suit ne peut se lire indépendamment des autres textes de ce numéro concernant l'animation culturelle, et qui tentent de partir de la pratique de l'animation, d'en tirer des leçons pour orienter leur intervention. Le présent texte doit donc être nourri des exemples concrets qu'on trouvera dans ces autres textes, et peut à son tour en constituer un début de théorisation.

Ces statuts types s'analysent à un double niveau :

— théorique : ils reflètent, en effet, dans ce lieu *particulier* qu'est une M.J.C., le *général* de l'ensemble du système de l'animation culturelle, du réseau des différents appareils qui constituent ce système ; par là, les rapports juridiques et idéologiques particuliers que formalisent ces statuts types reflètent les rapports juridiques et idéologico-politiques généraux de la société bourgeoise ;

— pratique : en rapport avec l'application concrète qui en est faite dans les M.J.C. (et dont l'article-bilan que nous publions ci-dessus permet une illustration éloquente), analyser comment ils permettent à l'« appareil » M.J.C. de véhiculer une certaine conception de l'animation culturelle, d'empêcher une critique conséquente de cette conception officielle, de refouler enfin, au nom de la « légalité », toute question politique.

Ce modèle de statuts, adopté pratiquement par toutes les M.J.C., est par lui-même explicite quant à la ligne politique et idéologique qui oriente les principes mêmes de fonctionnement de ces appareils. Leur principale caractéristique est d'impliquer *une organisation de type démocratique bourgeois*, calquée sur l'organisation sociale générale, copiant ses fondements idéologiques, juridiques et politiques : ces statuts lient l'*individu* à la M.J.C. par un *contrat* de forme *juridique*, qui recouvre en fait un rapport *idéologique et politique*.

Ce que propose la M.J.C. à l'individu-adhérent, c'est, d'abord, son « épanouissement », un développement de sa culture, par un ensemble de « services » à caractère culturel ; c'est aussi, et surtout (*cf*. art. 2 des statuts), l'apprentissage dans ce mi-temps du *loisir éducatif*, des vertus de la démocratie bourgeoise. En échange, le contrat exige une seule chose de l'adhérent : qu'il laisse ses convictions personnelles au vestiaire, ou du moins qu'il en fasse au sein de l'appareil un usage aussi discret que possible : les valeurs que suppose l'apprentissage du parfait ci-

toyen étant ici 1° le respect de toutes les opinions, l'échange, le dialogue entre idéologies opposées, dans une égalité de principe de toutes les positions, et 2°, le respect de tous les individus, puisque chacun vaut les autres, et reste libre de développer comme il l'entend sa personnalité propre. Concrètement, on demandera donc à l'adhérent de respecter les statuts, les règlements intérieurs, qui formalisent cette conception des rapports sociaux ; on lui demandera, par exemple, de payer une cotisation (*individuelle*) : l'adhésion individuelle (dont la cotisation est la première marque extérieure) est bien avant tout le symptôme d'un rapport particulier instauré entre l'appareil et l'individu. C'est à l'individu que s'adresse l'appareil, et, en payant sa cotisation, en prenant sa carte, l'individu ne fait rien d'autre qu'entériner cette « interpellation » par l'appareil.

Ceci est à mettre en rapport avec la parcellisation des tâches et des responsabilités des animateurs — de ceux qui font effectivement fonctionner l'appareil, qui sont en contact réel avec les adhérents. Parcellisation qui se fonde, naturellement, sur une conception de la culture et des loisirs, comme somme d'activités partielles ayant toutes pour finalité le « développement culturel de l'homme », et le développement de la culture elle-même. Si la culture est constituée par la somme des activités multiples (ciné-club, art dramatique, expression corporelle, poterie, sports, photo...), chacune des activités contient la somme, le tout : il y a dans chaque composante particulière le général, c'est-à-dire l'épanouissement de la personne humaine, le dialogue ; le but de l'animation se confond alors avec ses moyens, c'est-à-dire avec une activité quelle qu'elle soit, puisque chaque activité est égale à une autre (faire de la poterie ou de l'escalade relève du même niveau que la pratique de l'alphabétisation ou la mise sur pied d'une pièce de théâtre).

La conception bourgeoise de l'animation ne hiérarchise pas les activités, ce qui l'obligerait à reconsidérer sa finalité idéologique et politique. Elle aboutit pratiquement à empêcher un regroupement des gens susceptibles de mener une réflexion sur les orientations idéologiques de l'appareil, ses pratiques et ses formes d'organisation. On touche là un des points faibles du système de l'animation culturelle officielle, puisqu'il suffit qu'un groupe d'animateurs, par exemple, refuse ce cloisonnement des activités, cette spécialisation des tâches, pour que tout le fonctionnement de l'appareil s'enraye, pour que les oppositions et les conflits se développent, bref pour que l'*appareil se défende*.

Ceci est important dans la mesure où ces statuts sont très loin d'être de pures clauses de style oubliées dans le fonctionnement quotidien de l'Association : l'expérience nous montre qu'au contraire ils sont appliqués tous les jours, comme autant de garde-fous. Ainsi, pour en rester à ce premier geste de l'adhésion et du versement d'une cotisation, la M.J.C. a le droit, et pratiquement il n'est pas rare qu'elle en use, de refuser l'entrée de telle ou telle activité (ou même purement et simplement l'entrée des locaux) à des personnes ou groupes qui n'ont pas, individuellement, adhéré. Nous touchons ici du doigt le fait que le juridique est une force matérielle, susceptible de sanctionner des conflits idéologiques et politiques [2].

Précisons maintenant ce que nous entendons lorsque nous disons que, à tous ses niveaux, la M.J.C. est une institution qui relève de la démocratie bourgeoise. Nous avons déjà vu que, pour la M.J.C. comme pour la société bourgeoise, tous les individus se valent (ici, par exemple, sous la forme concrète : tous les individus-adhérents ont une égale chance d'accès à la culture), c'est-à-dire, toujours, en dernière analyse, que la société n'est pas composée de classes en lutte, mais d'individus. Nous en trouvons une autre confirmation dans l'application du suffrage universel à l'intérieur des M.J.C., qui mime dans le moindre détail celui que définit pour la France le droit bourgeois : il est par exemple nécessaire d'être Français pour être éligible (art. 12) ; de même, la notion de « majorité », ou de « jouissance des droits civiques », qui permettent d'empêcher de voter aux législatives, par exemple, un certain nombre d'électeurs potentiels, correspond ici à la notion de « possesseur de la carte d'adhérent depuis plus de six mois » ; enfin, comme dans

2. La relation juridique idéologico-politique apparaît presque toujours sous sa forme inversée : en cas de crise, de conflit ouvert (idéologique ou politique), c'est le juridique qui tranche : voir l'article 8, où « *la qualité de membre de l'Association se perd* [...] *pour faute grave* ». Le débat idéologique et politique a bien peu de chances d'être entamé dans l'appareil par les instances dirigeantes ; la répression se fait en recourant à des arguments juridiques, et les statuts comportent assez de clauses inviolables pour sanctionner n'importe quelle pratique de lutte au sein de l'appareil, pratique dont les résultats peuvent toujours être baptisés « faute professionnelle ».

L'instance économique fonctionne un peu comme l'instance juridique ; elle est là pour masquer un rapport politique, pour le sanctionner sans l'affirmer réellement comme tel. Ainsi, on demandera à un animateur de ciné-club de passer et des films « où l'on réfléchit » (ceux qui attirent peu de monde), et des films qui marchent bien (comiques, westerns...) : ceci pour équilibrer son budget, donc pour la bonne marche de la maison, pour l'intérêt général. Sans quoi « le ciné-club risquerait d'avoir des difficultés économiques et la Direction pourrait être amenée à envisager des modalités concrètes pour assainir la gestion. »

le cérémonial bourgeois, les votes se pratiquent « à bulletins secrets » (on sait que c'est là un des moyens qu'a l'idéologie bourgeoise de confirmer l'individu dans son statut de *sujet* votant, dont la voix est *libre* et *égale* à toutes les autres[3]). En fait, la démocratie, inscrite comme *droit* des adhérents (art. 9), ne l'est pas comme *devoir* des instances qui détiennent réellement le pouvoir : ainsi verra-t-on en fait des Assemblées Générales annuelles, sur des problèmes presque exclusivement administratifs, où les adhérents entérinent des motions formelles, des rapports « moraux » et financiers ronflants (une A.G. ne pouvant être convoquée en dehors de cette représentation annuelle que par la demande du quart des membres inscrits : chiffre important, évidemment pensé comme rempart contre de telles convocations).

3. Sur ces implications idéologiques de la conception et de la pratique bourgeoises du vote, *cf.* « L'idéologie politique bourgeoise à la télévision », *Cahiers*, n° 236-237, en particulier la partie I.A. (« Le système politique »), p. 5-7.

Mais, surtout, cette « démocratie » formelle recouvre, en fait, une structuration pyramidale et hiérarchique : à la base, une grande masse d'individus-adhérents, sans grand pouvoir autre que d'élire une partie du Conseil d'Administration, au sein duquel les membres de droit et membres associés contrebalancent ces élus. Au-dessus encore, le Bureau, véritable instance du pouvoir, composé pratiquement dans la plupart des cas des représentants de la commune, du Secrétariat à la Jeunesse et aux Sports, de la Fédération Régionale des M.J.C. Quand bien même tous les membres élus par l'A.G. seraient unis entre eux, il y aurait bien peu de chances que la démultiplication des instances, les élections en cascade (pour ne parler que de la stricte légalité, et en négligeant tous les autres moyens de pression dont disposent les Municipalités et les Ministères concernés), n'aboutissent finalement à favoriser ce pouvoir des instances officielles. Quel est pratiquement le pouvoir de l'A.G., sinon, presque exclusivement, d'élire la moitié du Conseil d'Adminisration, et de délibérer ensuite sur les questions que ce C.A. aura mises à l'ordre du jour (art. 11) ? Conséquence immédiate : le C.A. peut, certes, être révoqué par l'A.G. (démocratie formelle), mais... à condition que ce point ait été mis à l'ordre du jour — par le C.A. lui-même (« suicide » qu'on imagine assez mal). Quant aux obligations du C.A. vis-à-vis de cet ordre du jour des Assemblées Générales, elles sont très minces : il n'est tenu de faire approuver par l'A.G. à peu près que les opérations budgétaires concernant les locaux de la M.J.C., « *tous les autres actes permis à l'Association étant de la compétence du C.A.* ». Tous les autres actes, c'est-à-dire, entre autres, ceux qui engagent une décision réelle sur le contenu des activités de la M.J.C.

Il existe donc un système très complet de recours, délégations, chapeautages, permettant d'assurer un contrôle sans faille (sinon toujours sans conflit entre eux) des pouvoirs publics, nationaux, régionaux et municipaux, sur le fonctionnement et le contenu des activités de la M.J.C. Ainsi des représentants, non seulement de la Fédération Régionale des M.J.C., mais des Ministères de l'Intérieur et de l'Education Nationale, ont-ils un droit d'intervention, d'orientation et de surveillance direct. Il ne faut pas sous-estimer, évidemment, les possibilités de lutte, dans la pratique, contre cette domination (lutte qui peut même parfois prendre la forme d'un recours à la lettre des statuts eux-mêmes). Mais soulignons à quel point l'idéologie véhiculée par l'appareil aveugle sur le problème du pouvoir, et du rapport de l'éducation populaire en général avec le pouvoir d'Etat. Citons, par exemple, le dernier numéro (n° 20-21, 1er trimestre 1973) de la revue de la Fédération Française des M.J.C., *Pas à pas* :

« *Soit, nous dira-t-on ! Mais le système actuel est tel qu'il influe sur toutes les institutions ; dès lors, on est placé devant l'alternative d'accepter de se laisser contaminer par l'idéologie qu'il véhicule, ou de mettre en œuvre tous les moyens pour le renverser par la révolution ; autrement dit, dans le contexte actuel de lutte des classes, dans quel camp se situe notre Association ?*

« *C'est là, à notre sens, poser le problème de la manière la plus ambiguë possible ; d'abord, l'Association n'est pas une entreprise capitaliste qui existe pour un profit : voilà qui déjà « dépouille » la démarche de celui qui y adhère : d'autre part, cette Association n'est pas gérée par un pouvoir politique et idéologique : s'agissant des M.J.C., les élus ont certes la majorité au Conseil d'Administration,*

mais sont cogestionnaires avec les pouvoirs publics (l'Etat, par Jeunesse et Sports, et la Municipalité), avec des Associations associées (voire des mouvements) les plus diverses, et aussi avec le personnel permanent ; cette cogestion est là encore une garantie qu'une idéologie de classe ne peut prendre le pouvoir ; que l'un des partenaires, en effet, impose son analyse de la société et tente de se servir de l'institution pour un combat politique, et l'on verra les autres partenaires se retirer (sans parler des adhérents...). Parler de « collaboration de classes » à propos des M.J.C., revient à rejeter toute rencontre entre gens différents. »

La conception développée ici, innocente ou non, est d'une grande naïveté : sous le prétexte qu'une M.J.C. n'est pas une entreprise capitaliste, elle serait un appareil sans idéologie ; l'équilibre savant maintenu grâce à la « cogestion » garantirait une neutralité, conçue comme partage d'influences entre idéologies opposées — influences dont les effets respectifs seraient annulés par une sorte de contrat passé avec l'appareil : chacun a le droit d'avoir des idées, mais qu'il essaie de les « imposer », et il se verrait remettre en place par l'appareil... et par les adhérents ! L'appareil ne nie pas les contradictions possibles (ces contradictions sont trop apparentes, dans la réalité, pour être niables), ni les idéologies différentes qui peuvent le traverser. Il les renvoie dos à dos, tout en refoulant son inscription propre, sa place en tant qu'appareil idéologique contribuant à reproduire une certaine conception de l'animation culturelle et de la culture en général.

Les luttes de classes, les luttes idéologiques profondes, traversent l'ensemble des M.J.C. En témoignent « officiellement » le compte rendu et les documents des journés nationales d'étude organisées par la Fédération Française des M.J.C. en novembre dernier (cf. *Pas à pas*, n° 20-21). Il y apparait un fort courant contestataire qui refuse l'analyse de la M.J.C. comme « service public » cogéré avec les pouvoirs publics et locaux, c'est-à-dire en fait comme appareil d'intégration et d'adaptation des jeunes à la société bourgeoise [1].

Ce reflet au sein de l'appareil, de la lutte des classes, rend possibles des rapports de force idéologiques et politiques qui affectent sans aucun doute la « bonne marche » des M.J.C., et créent un décalage entre le fonctionnement prévu par les statuts (et le règlement intérieur qui vient les compléter), et le fonctionnement réel, avec les marges de manœuvre pratiques qu'il laisse aux animateurs.

C'est dans ce décalage que s'inscrit, pour les animateurs, la *tactique* à suivre pour détruire le mythe de l'animation culturelle neutre, le mythe de la M.J.C. comme service public dans la cité au profit de tous les citoyens, le mythe de la « laïcité ». Tactique qui se doit — nous y reviendrons — de rencontrer une stratégie de lutte prolongée dans et contre les différents appareils, guidée par une analyse politique claire.

Jacques Aumont et Serge Toubiana.

4. « *Les conditions de la prise de conscience peuvent être réunies par notre institution sans qu'elle soit plus gravement en contradiction avec ses propres règles qu'avec la société en général qui nous tolère plus qu'elle ne nous sollicite (la contradiction étant que cette société tolère une institution démocratique et qui veut le rester, et qui pour cela utilise les règles, les lois de cette société antidémocratique). Ces contradictions, les nôtres et celles des autres, de la société en général, sont à utiliser du point de vue pédagogique. Mais la commission a réaffirmé son attachement autant à la forme institutionnelle qu'à notre outil de travail, et nous ne pourrions accepter des attitudes irresponsables et suicidaires.* [...]

« *La M.J.C. est un carrefour pour plusieurs partenaires. L'Etat ne joue plus son rôle, mais il ne faut pas tomber dans le piège qui serait pour nous de nous transformer en mouvement. La commission réaffirme son attachement aux principes de la cogestion.* » (Pas à pas, n° 20-21, p. 28.)

Ces résolutions, de caractère défensif — inscrivant bien en creux une critique de gauche du système de l'animation culturelle institutionnalisé — ont pour fondement l'idéalisme qui consiste à vouloir prendre au mot la bourgeoisie : la société se dit démocratique, mais elle ne l'est pas ou plus. Alors, soyons démocratiques jusqu'au bout, et cette démarcation *pédagogique* fera apparaître les contradictions entre la société et nous, qui appliquons à la lettre les règles de la « démocratie ». Ce raisonnement se place entièrement sur le terrain de l'appareil en question, en jouant sur les illusions produites par le libéralisme, et en feignant de croire qu'on peut se réapproprier le vrai sens de la « démocratie » bafouée par la « société ». Cette position, typique du libéralisme bourgeois, ne doit pas masquer la possibilité de répression que conserve l'appareil en cas de remise en cause de ses pratiques : « *Ainsi ouverte à tous, l'Institution d'Education Populaire est un service public qui ne peut laisser place à la démagogie. Ouverte à tous ne signifie pas en effet que n'importe qui puisse n'importe quand contester son existence ou son fonctionnement, et plus particulièrement ceux qui se tiennent en dehors, et qui, en fait, la récusent.* » (Pas à pas, n° 20-21, p. 51.)

D'abord enquêter, 2.

3. *Pour une nouvelle problématique*

a) Qu'est-ce qu'enquêter ?

Dans l'article précédent (*Cahiers* n° 244), nous avons indiqué la nécessité d'analyser la situation actuelle afin de déterminer le type d'intervention que nous pourrions effectuer dans les appareils culturels, interventions à penser à partir de la question fondamentale : comment lier la lutte culturelle à la lutte politique ? Nécessité d'analyser, donc : nécessité *d'abord* d'enquêter. En principe, mis à part quelques aprioristes irréductibles, peu de gens actuellement se déclarent hostiles à l'enquête. La bourgeoisie en parle quotidiennement. Non seulement en parle mais en mène effectivement à sa façon et pour ses intérêts propres. Il s'ensuit une certaine image de l'enquête, et en premier lieu de l'enquêteur. Observateur neutre, spectateur objectif, il assiste au déroulement des faits. Son but : connaître, connaître pour connaître. Prenons l'exemple le plus achevé : le chercheur. Sa vocation est d'accroître le champ infini de ses connaissances dans un perpétuel « plus de données ». On l'imagine se penchant sur la lutte des classes, pudiquement baptisée « phénomènes sociaux », et prêt à remplir des volumes grâce à ses observations répétées et « enquêtes sur le réel ». A y regarder de plus près cependant, ce connaître pour connaître se révèle porteur de grandes ambitions : la connaissance se voit parée des plus beaux atours. Elle aurait pour vertu, une fois dépassé le stade de l'observation pure et impartiale, de permettre de contrôler le déroulement des phénomènes observés. En tout bon chercheur, frais émoulu de l'Université, sommeille un actif : fort de ses connaissances, il aspire à la maîtrise des faits, maîtrise que peut lui conférer précisément sa position d'enquêteur (excentrée par rapport au réel). Démarche de celui qui se tiendrait à côté des luttes, voire même : à distance convenable (par intermédiaires interposés) pour ensuite intervenir — dans les formes propres à l'expression de la connaissance : débats, articles, livres, etc. — nouvellement paré du prestige de l'enquête, qui n'aura semblé être menée que pour mieux préparer ladite intervention.

Qu'est-ce que caractérise cette forme raffinée de l'enquête ?

— tout d'abord, sur le plan philosophique, elle revient à poser dans l'acte de la connaissance le sujet premier par rapport à la réalité, laquelle apparaît alors comme simple champ d'appropriation pour un sujet pensant. Cette démarche pensée-matière-pensée pose comme but en soi l'enrichissement de la pensée, à savoir l'accroissement de la connaissance (au vu de son inverse : le manque à combler). L'intervention n'est conçue que secondairement comme pratique d'effectuation d'une pensée qui s'est préalablement approprié le réel. Partant de

cette position de maîtrise, il est normal que l'intervention apparaisse alors comme absolument déterminante. Ce qui s'exprime sous la forme condensée du « *culte de l'avant-garde* » (avant-garde de... : autant que de domaines), et ce qui en découle : une conception instrumentaliste des masses, à la fois sujet observé et susceptible ensuite de suivre la direction indiquée par l'analyste (qui, grâce à l'enquête-recherche, détient les lois du mouvement des phénomènes sociaux). Aux porteurs du savoir, la maîtrise de l'histoire. De cette conception, où le culte de la connaissance se transforme en culte de son sujet, et qui reflète la situation de classe des intellectuels serviteurs de la bourgeoisie, on ne peut négliger l'effet réel. En effet, se marque aujourd'hui un regain de positivisme, l'appel à la « scientificité » et aux méthodes qui la fondent, dont l'influence s'exerce, y compris au niveau de certaines « théories » « nouvelles » de l'animation culturelle. On n'hésite plus à se nourrir — et telle est bien sa fonction — de ce sociologisme et de sa démarche qui aboutit à une répression, subtilement justifiée, des masses-objet par rapport au sujet-connaisseur.

Pour y voir clair : toujours rattacher la conception de l'enquête à la conception de l'intervention, autour de la question : l'attitude envers les masses. A noter que la vision idéaliste s'accompagne d'une méthode métaphysique nouvelle manière : la quantité fait place nette à la qualité. En effet, l'intervention toujours déterminante du sujet de la connaissance (quand bien même elle se ferait attendre et devrait être préparée) opère, *directement* dans le réel, un saut qualitatif. Dans l'acceptation gauchiste de ce procédé, il s'agit de faire aussitôt « éclater les contradictions », « trancher », etc., en faisant fi de toute transformation progressive des rapports de force, etc. Le quantitatif ne se référera plus qu'à l'accroissement des connaissances du (seul) côté de l'intervenant.

— deuxième point à souligner : le sujet-enquêteur étant premier par rapport au réel est donc innocent. Premier, donc innocent : l'objectivité se trouve d'emblée justifiée. En d'autres termes : comme la pensée n'a encore subi aucune détermination, elle est prête — sans préjugés — à accueillir les données de l'observation, à les organiser en connaissances « objectives », entendons sans prise de parti. Il faut étroitement rattacher la position de l'enquêteur — qui existe « avant » la situation observée et l'analyse en se tenant « en marge » (= autant de garanties de l'objectivité) — au refoulement complet de *sa position de classe*.

On accordera tout au plus à l'enquêteur un résidu de subjectivité (?) tendant très partiellement à fausser son objectivité, mais on ne lui accordera jamais une position de classe effective, qui est mise en jeu (et éventuellement transformée) dans l'enquête. Il va de soi que tout point de vue idéaliste, par le primat qu'il accorde à la pensée, empêche de considérer la détermination première de la matière, et donc la position de classe qui, dans nos sociétés, est la marque de cette détermination : aucune pensée qui, d'une façon ou d'une autre, n'exprime l'intérêt d'une classe donnée, nulle objectivité au-dessus des classes. On rattachera d'ailleurs utilement la conception idéaliste, qui honore les chercheurs de l'auréole de la science, tout en les sauvegardant d'une avilissante prise de partie, à l'abondante littérature sortie au sujet de l'« individu-créateur », et autres phénomènes où l'élite (entendons la bourgeoisie) trouve à la fois à se nourrir — de leur création — et à se rassurer — de leur individualité.

— troisième point à mentionner pour mémoire : la sociologie bourgeoise, qui met au premier plan la connaissance, s'avère, par la pratique même de l'enquête neutre (neutralité impliquée par la neutralité de la connaissance comme « but en soi »), et ceci quelles que soient ses modalités, incapable à la fois de dépasser l'empirisme de la simple observation « de l'extérieur » — on se contentera d'organiser les données dans un pseudo-corps théorique, qualifié de modèle — et de proposer un objectif (avouable) à l'investigation. Bref, cette sociologie n'arrive à survivre qu'en déniant systématiquement son projet, en déniant qu'elle ait un projet (politique : servir la bourgeoisie) et en protestant de sa scientificité naissante. Si cet amalgame : science = connaissance pour la connaissance = neutralité politique

est maintenant bien connu, on ne peut nier qu'il soit nécessaire sans cesse de s'en démarquer, et particulièrement lorsqu'on pose le problème de l'enquête, donc d'une démarche effectivement scientifique, mais affirmant explicitement son objectif : la transformation révolutionnaire de la société. Cette démarcation ne peut rester abstraite : elle se porte au niveau même de la pratique.

Participer aux luttes.

Aussi, à la conception bourgeoise de l'enquête faut-il opposer une conception prolétarienne. Celle-ci s'appuie sur les principes suivants :

— « Si l'on veut connaître le goût d'une poire, il faut la transformer en la goûtant. » Autrement dit : si l'on veut acquérir des connaissances, il faut prendre part à la pratique qui transforme la réalité. S'agissant ici d'enquêter sur les luttes menées sur le front culturel, *il faut prendre part à ces luttes.*

— « Pour résoudre un problème, il faut enquêter. » On n'enquête pas pour le plaisir d'enquêter, mais *toujours* par rapport à un projet. Ce projet, il faut le mettre explicitement en avant, et montrer ce qu'il met en jeu. Quel problème cherchons-nous à résoudre ? Nous l'avons indiqué dans le précédent numéro : définir et organiser un front révolutionnaire dans le domaine culturel. Objectif vaste qui pose dans le rapport : front particulier/bataille d'ensemble, la question souvent citée mais qu'il faut aborder concrètement de la « petite vis ». Cet objectif, on ne peut l'envisager actuellement qu'avec modestie et patience. Voilà pourquoi enquêter.

— « Enquêter, c'est résoudre le problème. » L'enquête n'est pas un moment préalable : connaître d'abord, ensuite transformer. Connaissance et transformation sont, dans la réalité, étroitement liées, et sur un pied d'inégalité : il s'agit de connaître *pour* transformer. Et on ne peut connaître qu'en commençant à transformer. Si l'enquête est préalable (« d'abord enquêter »), c'est uniquement par rapport à l'apriorisme, qui, soit la juge inutile, soit la relègue à une simple fonction de connaissance qui, à un moment donné, serait dépassée, suffisante. Or : l'enquête ne cesse jamais, tant que le problème n'est pas résolu ; car, à tout moment, du fait même que le problème continue à se poser, il faut encore enquêter sur sa résolution.

Ceci dit : l'objet de l'enquête n'apparaît pas toujours clairement. On est tenté, s'agissant des luttes sur le front culturel, de rechercher leurs manifestations évidentes. Autant le dire nettement : on ne se démarque pas alors de la démarche du sociologue bourgeois, « bonne âme et bras ballants ». Les luttes existent toujours, bien que souvent apparaissant en repos relatif. Ce qui exige notre participation aux luttes, et la tentative de les diriger, c'est *un travail prolongé*, qui n'a rien à voir avec le coup-par-coup de l'intervenant-miracle à la recherche d'occasions... En finir radicalement avec l'attitude « voyageur de commerce », et nous mettre de façon constante et prolongée à l'école des luttes : voilà ce qu'exige l'enquête.

b) L'exemple du Havre.

Le « week-end » au Havre de mars dernier a marqué un début de transformation dans ce sens, étant entendu qu'il ne s'agit de traiter dans cet article que de l'aspect — limité — constitué par notre intervention, en tant que revue, dans les appareils culturels.

1. Le thème

Le héros positif. Pourquoi ce thème ? Pour deux raisons qu'il avait la qualité de réunir : d'une part, correspondance aux questions que pose actuellement la pratique du cinéma militant, et que posaient concrètement les camarades du

Havre. D'autre part — *à partir précisément de l'actualisation de ces questions* — provoquer une démarcation opérante d'avec les révisionnistes, dont on savait par avance qu'ils seraient présents. Opérante, puisque, correctement menée, elle devait aboutir à renforcer le travail prolongé effectué au Havre par rapport à un enjeu concret : quels films faire à l'heure actuelle ? Et par voie de conséquence : quels films rejeter ?

Sur le premier point : la question du héros positif et la réalisation de films militants, nous avons progressé :

— d'une part, en posant nettement le rapport : masses - avant-garde. Comment la nécessité de mettre en scène des figures *héroïques* du prolétariat et de ses alliés implique une rupture avec l'idéologie spontanéiste qui domine actuellement le cinéma militant (*cf.* dans ce numéro le texte de « Ligne Rouge »).

— d'autre part, en insistant, à travers *la positivité* du héros, sur le mouvement de l'histoire. Rompre avec le réalisme critique qui se contente d'enregistrer passivement le « réel », sans montrer la tendance principale et l'avenir que le présent porte en germe.

— enfin, grâce précisément à la prise en compte du mouvement de l'histoire, faire des films intervenant activement *pour* l'adhésion à un projet politique révolutionnaire.

Toutefois, si l'essentiel a été de dégager en commun cette perspective, et donc de réussir à opposer une alternative cohérente et constructive au cinéma bourgeois ultradominant, le débat est resté très abstrait, d'où l'impossibilité de tirer un bilan plus systématique sur cette question.

Sur le deuxième point, après deux journées relativement peu productives — les révisos s'étant employés à semer systématiquement la confusion —, la démarcation est apparue clairement. L'attaque qu'ils n'ont cessé de mener contre le thème même du héros positif a permis de mesurer l'enjeu réel développé par ce thème (*cf.* l'article de Serge Daney, *Cahiers du Cinéma*, 244), ce à quoi il s'oppose de façon radicale. Les thèses révisos n'en sont apparues que plus clairement. Il est possible de les organiser ainsi :

— insistance sur le « matérialisme » : retour au « réel », la réalité, la complexité du « réel », etc. Thèmes repris *x* fois et visant en fait à nier la lutte des classes, à noyer la contradiction principale dans une multiplicité de contradictions « au caractère complexe », à nier que le réel « se divise en deux », à nier l'existence d'un sens de l'histoire (au profit d'un « réel empirique », unifiant). En un mot : prôner ouvertement la collaboration de classe, par référence au « monde des hommes d'aujourd'hui » (!).

— A ce « matérialisme » est associé le culte de la connaissance. Il s'agit de connaître le réel complexe : l'investigation du réel. Cet acte de pure connaissance (scientifique) se voit doté d'une vertu émancipatrice « en soi ». Connaître, c'est déjà transformer. A quoi s'ajoute le caractère « enthousiasmant » de l'acte de connaître ! Révélation de la position de classe d'intellectuels coupés des luttes... et hypostasiant leur propre situation.

— Mépris avoué des masses « abruties », à qui il faut ouvrir les yeux ; les agents de cette révélation étant bien entendu les porteurs de la connaissance.

— A cet essor de la connaissance scientifique s'opposerait l'idéologie bourgeoise comme pure mystification (recouvrement mystificateur du réel). Science contre idéologie. D'où la vertu (transformatrice) de la connaissance : démystifier. A cette occasion : *la lutte idéologique apparaît comme première, en lieu et place de la lutte politique*. La lutte idéologique est alors identifiée avec le développement de la connaissance scientifique qui — pour peu qu'on lui en donne les moyens — délogera l'idéologie (bourgeoise) mystifiante, et avec elle : la bourgeoisie. Sans voir que l'idéologie bourgeoise n'est pas qu'un simple voile, qu'elle représente des intérêts *réels*, qu'on s'épuisera longtemps à lui opposer la « réalité » dans son

ensemble, et qu'il s'agit prioritairement de transformer cette réalité, et non principalement son reflet de classe.

— Dans la culture enfin, selon les révisos, le « créateur » fait œuvre de scientifique. Il développe la connaissance du réel complexe en partant de sa propre subjectivité. Le cinéma est connaissance à travers l'expérience vécue qui contredit la mystification (« non réelle ») de l'idéologie. D'où le rôle « révolutionnaire » de la démystification, de la critique. Et si l'on avait des doutes sur ce dont il s'agit, un exemple : Bertolucci, dans *Le Dernier Tango,* révèle le « problème réel » de deux individus dans la société bourgeoise. Il ouvre les yeux (encore une fois !) et donc fait œuvre révolutionnaire !...

Sont donc niés : la position de classe de l'artiste, son engagement concret dans la lutte, le mouvement de la réalité, l'importance déterminante de la lutte des masses et la nécessité de l'exalter, etc.

Bref : toutes les thèses révisos s'organisent de façon cohérente pour refléter la situation de classe de la couche supérieure de la petite-bourgeoisie intellectuelle (culte de la connaissance, mépris des masses, soif du pouvoir, etc.).

2. L'enquête

En quoi cet exemple du Havre est-il un exemple d'enquête ? D'abord, pour tout ce qui vient d'être dit, qui a permis de préciser l'enjeu, de le ramener directement à des projets politiques, et de faire jouer cet enjeu dans les débats publics (nul doute que nous n'ayons sur ce point beaucoup de progrès à accomplir). Egalement, et surtout, parce que le « week-end » s'est réalisé en étroite liaison avec les camarades du Havre. Au niveau de la préparation, conçue longtemps à l'avance et ayant abouti à la publication d'un texte dans le bulletin de la Maison de la Culture du Havre. Au niveau du déroulement : association du groupe de travail aux débats et réflexion commune sur ceux-ci. Au niveau des suites à donner.

Bref : *s'associer étroitement à un travail prolongé ;* apprendre, à cette occasion, les uns des autres, tirer ensemble les bilans et envisager la lutte à long terme (sans négliger la conjoncture. Mais précisément : en intervenant conjoncturellement dans une perspective à long terme). Autant d'éléments d'un début de transformation de notre pratique d'intervention. Autant d'éléments d'enquête permettant de mieux apprécier la situation et d'améliorer en retour nos interventions.

Premiers éléments d'une nouvelle problématique, qu'il s'agira de préciser sans cesse et d'étendre, au fur et à mesure de l'expérience accumulée.

Philippe Pakradouni et Serge Toubiana.

Groupe 5 : Cinéma militant

Vive le cinéma, arme de propagande communiste !

Le texte qui suit nous a été proposé par l'organisation marxiste-léniniste Prolétaire Ligne Rouge. *Nous pensons qu'il est important de le publier pour deux raisons. D'abord parce qu'il apporte un corps de réponses cohérentes et systématiques aux questions suivantes : (elles-mêmes inscrites dans le cadre plus vaste des tâches révolutionnaires sur le front culturel) quels films faire dans l'étape actuelle de la révolution en France, qui participent efficacement, en leur lieu propre, à son développement ? Comment surmonter l'empirisme en matière de diffusion ? Qu'est-ce qu'un bilan d'expérience sur le front cinématographique ? Que signifie pratiquer la ligne de masse en matière de production et de diffusion de films ?*

Ensuite parce que ce texte est le seul, à notre connaissance, émanant d'une orgasation marxiste-léniniste, qui formule un point de vue d'ensemble sur le front cinématographique. A ce titre, il constitue un bon exemple de ce que peut être une base spécifique *aux discussions engagées par la revue, en vue de l'unification, avec les organisations marxistes-léninistes, base spécifique qui ne saurait se substituer aux discussions politiques elles-mêmes, mais qui représente un appui et un soutien important à de telles discussions.*

En accord avec l'organisation responsable, nous proposons donc ce texte à l'analyse et à la critique. Nous demandons à tous ceux qui en prendront connaissance de le diffuser, de l'étudier, d'engager à son propos des débats, et de nous faire parvenir le résultat de ce travail, sous quelque forme que ce soit : critiques, contre-propositions, bilans de discussion, ou, plus important encore, projets de films, état et développement de ces projets.

Ce texte veut servir à l'unification, sur des bases politiques et idéologiques clairement définies, des cinéastes révolutionnaires.

Il est produit par des camarades de *Prolétaire-Ligne Rouge* ayant une certaine expérience du cinéma « militant » et s'appuyant sur les acquis de la brochure de *Ligne Rouge : Vive le cinéma, arme de propagande communiste au service de la révolution !* Il veut en être un approfondissement, une nouvelle version adaptée à la situation actuelle.

« *Dans le monde aujourd'hui, toute culture, toute littérature et tout art appartiennent à une classe déterminée et relèvent d'une ligne politique définie: Il n'existe pas dans la réalité d'art pour l'art, d'art au-dessus des classes, ni d'art qui se développe en dehors de la politique ou indépendamment d'elle. La littérature et l'art prolétarien font partie de l'ensemble de la cause de la révolution du prolétariat:*

ils sont, comme disait Lénine, « une petite roue et une petite vis » du mécanisme général de la révolution. Aussi le travail littéraire et artistique occupe-t-il dans l'ensemble de l'activité révolutionnaire du Parti une position fixe et bien définie ; il est subordonné à la tâche révolutionnaire assignée par le Parti pour une période donnée de la révolution » (Mao Tsétoung).

Introduction.

Pour définir les tâches des cinéastes révolutionnaires à l'étape actuelle, il faut répondre aux questions suivantes :

— Par quoi se caractérise l'époque actuelle ?

— Quelles sont les tâches des marxistes-léninistes à l'époque actuelle ?

1. La crise mondiale de l'impérialisme (crise économique, idéologique, politique). La collusion de l'impérialisme U.S. et du social-impérialisme pour réprimer les mouvements de libération nationale des peuples opprimés et les luttes révolutionnaires dans les métropoles impérialistes. La Chine et l'Albanie, bases rouges de la révolution mondiale.

2. La crise de la bourgeoisie française, empêtrée dans ses contradictions avec les autres impérialismes, aggravant les contradictions qui l'opposent au prolétariat et à ses alliés, ainsi qu'aux peuples des pays qu'elle domine.

3. Le révisionnisme, principal soutien et agent de la bourgeoisie contre le mouvement ouvrier spontané.

4. Un mouvement ouvrier spontané très combatif, mettant en avant des revendications qui mettent en cause l'organisation capitaliste du travail (luttes pour les augmentations non hiérarchisées, contre les cadences). Ce mouvement est combattu par les appareils révisionnistes du P.« C. »F.-C.G.T. et les réformistes.

5. La bourgeoisie et ses agents, les révisionnistes, essaient par tous les moyens d'endiguer le mouvement ouvrier spontané et les autres couches en lutte, par la perspective électorale.

6. L'apparition, dans les luttes « dures » du prolétariat et des autres couches contre la bourgeoisie, d'une « gauche » qui se démarque du révisionnisme et des réformistes sur le terrain économique et, dans une moindre mesure, sur le terrain politique.

7. La domination dans le mouvement révolutionnaire du spontanéisme et de l'économisme.

Quelles sont les tâches des marxistes-léninistes à l'époque actuelle ?

1. Faire pénétrer les idées communistes dans les masses pour permettre l'apparition de cadres communistes.

2. Faire l'analyse concrète de la situation française. Dépasser le stade de la simple défense des principes marxistes-léninistes et élaborer une tactique pour la révolution en France.

Pour cela, il faut s'appuyer sur les éléments les plus avancés des masses en lutte. Les communistes doivent participer activement aux luttes du prolétariat et aider à l'unification de la gauche ouvrière, pour pouvoir en dégager les éléments les plus conscients : les futurs cadres communistes.

Les tâches des intellectuels communistes travaillant dans le cinéma vont être :

— de propager dans les masses les idées communistes pour qu'elles s'organisent sur des bases marxistes-léninistes et participent à la construction de leur parti;

— de populariser les idées de la gauche ouvrière, en les critiquant à l'aide de la théorie marxiste-léniniste, pour aider les masses à s'unir autour de ces idées, et progresser dans l'assimilation des idées communistes.

Pour cela, la base politique de ce cinéma doit être :

— une orientation anticapitaliste et antirévisionniste ;

— une orientation anti-impérialiste : contre l'impérialisme mondial ayant comme chefs de file l'impérialisme U.S. et le social-impérialisme soviétique. Contre l'impérialisme français. Montrer la liaison étroite entre les luttes de libération nationale dans les pays dominés et la lutte du prolétariat et de ses alliés dans les métropoles impérialistes.

— Une orientation socialiste. Glorifions la Chine et l'Albanie, bases rouges de la révolution mondiale. Glorifions la grande révolution culturelle prolétarienne, la révolution indochinoise, la révolution russe. Dénonçons la restauration du capitalisme en U.R.S.S. Mettons en avant tout ce qui, dans les luttes de la classe ouvrière, est porteur du socialisme (augmentations non hiérarchisées, unité du prolétariat et de ses alliés autour d'une lutte prolétarienne : *cf.* Joint Français...).

Ce travail ne peut se faire qu'en liaison étroite avec l'élaboration de la ligne politique et la propagation de cette ligne et sa vérification dans les masses.

Peut-on dire que le cinéma dit « militant » ait rempli cette tâche ?

Si on examine la production des films militants depuis mai 68, on se rend compte que les lignes dominantes en sont :

— Le mythe de la contre-information. Il y a une lutte qui se déroule : on part la filmer, on interviewe un ou deux ouvriers qui ont mené cette lutte, et on théorise cette pratique en disant que ce sont des choses que les gens ne voient jamais à la télévision, et qu'on a filmé la vérité de ce qui s'est passé vraiment... Quel est le fondement de cette thèse ? C'est le mythe de l'objectivité bourgeoise, selon laquelle les faits disent tout par eux-mêmes. C'est la négation de la nécessité de l'intervention consciente des marxistes-léninistes. Les faits ne disent rien par eux-mêmes, n'apprennent rien. Ce qui peut servir aux masses, ce n'est pas de voir une manif ou une grève filmées de manière « objective » — c'est l'analyse que font les marxistes-léninistes de cette grève ou de cette manif. C'est la ligne politique communiste en action dans le film. Cette conception ramène le rôle du cinéma à un rôle de contre-information : faire circuler l'information sans faire l'analyse de la réalité. C'est réduire le rôle des marxistes-léninistes à celui de simples haut-parleurs de la lutte des classes.

Ceci se concrétise par une forme de diffusion boîte-à-lettres, où les gens qui ont réalisé les films ne jouent aucun rôle conscient, où les films ne sont pas diffusés pour leur valeur politique, mais uniquement parce qu'ils sont faits en dehors du circuit. C'est la politique de diffusion de « Cinéma libre », qui a pour le moment sur ses catalogues l'ensemble des films militants.

— Des films qui ont pour base le culte de la spontanéité, qui montrent ou reconstituent des luttes exemplaires, et les montrent sans jamais montrer les contradictions de la lutte. Dans ces films, tous les ouvriers veulent la lutte radicale contre le patron, les révisos sont complètement extérieurs à la classe ouvrière, la lutte se développe sans contradictions (*Coup pour coup*). Ces films, s'ils sont enthousiasmants, sont des films antimarxistes et n'apportent pas grand-chose aux ouvriers en lutte. Après la projection de *Coup pour coup* aux vendeuses des Nouvelles Galeries, les critiques allaient dans ce sens : « Ce film ne nous apprend rien », « Les syndicats sont plus malins que ça », « La lutte ne se développe jamais d'une manière aussi simple... ».

Ces conceptions défendent des points de vue antidialectiques. Elles refusent de voir que pour comprendre un phénomène il faut saisir les contradictions internes, le développement de ces contradictions et leur liaison réciproque :

« *Voir la contradiction en toute chose fait peur au bourgeois. Car c'est montrer que toute chose est une étape historique et non éternelle, et donc susceptible de changement* » (Marx).

Elles ont pour conséquence qu'on montre un événement en refusant de le comprendre, ou qu'on filme des événements spectaculaires de la lutte des classes (manifs, grèves), mais on ne les organise pas, on ne les synthétise pas : on les montre dans le plus grand désordre, car seules les masses peuvent juger. C'est de l'objectivisme bourgeois, un point c'est tout. Ou alors de la gloriole triomphaliste. On voit les masses se battre, mais on ne comprend jamais pourquoi, contre qui, pour qui ? Quelles leçons tirer de la lutte ? En général, cela ne dépasse pas : ils ont lutté, c'est bien. La caricature de cette ligne est le remontage du film réalisé par des camarades sur la lutte de Flins en 1968, *Oser lutter, oser vaincre*. Ce film tirait les leçons de la lutte de juin 68 à Flins, expliquait la nature de classe du révisionnisme, la nécessité de détruire l'appareil d'Etat, la nécessité du Parti du prolétariat. Les gars de la *Cause du Peuple* ont pris ce film, l'ont remonté sous le nom de *Flins 68-Flins 69* et l'ont transformé en une espèce de western nouveau genre où l'on voit les masses se battre mais où toutes les leçons, tout le travail politique marxiste-léniniste du film ont été éliminés.

Cette conception défend un point de vue antimarxiste, niant les caractéristiques propres à chaque époque historique. La nôtre est celle de l'essor spontané des luttes, du début du regroupement des ouvriers les plus combatifs, mais aussi de l'absence de direction prolétarienne, une partie importante de la classe ouvrière étant sous l'influence du révisionnisme. C'est pourquoi, à l'étape actuelle, il est criminel de rabaisser les tâches du cinéma à se traîner à la remorque des luttes spontanées, en les popularisant sans donner une vue d'ensemble de ces luttes et sans préparation idéologique des masses vers l'unité autour de leur nouveau Parti, par la réfutation incessante de l'anarcho-syndicalisme, qui, historiquement, se développe en face d'une trahison réformiste et révisionniste.

Le rôle des cinéastes révolutionnaires ne peut être de se limiter à filmer ces luttes spontanées, quand fait défaut l'unité idéologique et politique de la classe ouvrière ; quand la tâche des révolutionnaires est d'organiser les masses autour d'une ligne marxiste-léniniste. S'il est fait sur le mouvement spontané, sans chercher à l'organiser sur une ligne marxiste-léniniste, le film militant revient à désarmer les masses.

Ces conceptions ne mettent pas la politique au poste de commandement, en envisageant le cinéma séparément des autres formes de propagande. Elles refusent de donner au film sa place aux côtés du tract, de la prise de parole, de l'affiche, de la brochure, du journal.

Les films, les projections n'ont qu'un but : rassembler du monde. Que penserait-on si des révolutionnaires diffusaient des tracts politiquement faux et les justifiaient en disant : « Comme ça, on a pu prendre contact sur le marché ou à la porte d'une boîte » ?

Les films ne sont pas des objets de spectacle, même politique, dont le seul but serait de « provoquer » n'importe quel type de débat, l'essentiel pour les spontanéistes étant de ne pas enfermer les spectateurs dans des directions mais de leur laisser dire en toute liberté « ce qu'ils ont sur le cœur ». Cette conception se ramène à transformer les projections en débat de ciné-club.

— Une autre déviation du cinéma dit révolutionnaire : le formalisme.

Cette déviation a fait moins de ravages mais il faut s'en démarquer et la balayer. C'est une déformation d'intellectuels petits-bourgeois, qui donne à la forme du

film une valeur révolutionnaire en soi. Un film serait révolutionnaire parce que sa forme est « en rupture » avec les formes traditionnelles. Montrer la tour Eiffel à l'envers serait un acte révolutionnaire. Ce courant n'est rien d'autre qu'un courant bourgeois, le morpion du cinéma traditionnel de la bourgeoisie.

Un autre type de films sont les films dogmatiques, qui essaient de pallier leur manque de liaison aux masses par une voix « off » collée de manière mécanique sur les images (*Pravda*). Cette voix joue le rôle du savoir révolutionnaire, mais son rapport à l'image n'est pas dialectique, il est purement mécaniste. Ou encore, c'est l'utilisation abusive de panneaux qui ne systématisent pas les informations données par les images (*Le Peuple et ses fusils*).

Ces films n'ont qu'une valeur éducative très limitée, car leur forme dogmatique les rend peu lisibles, si ce n'est illisibles, pour les masses. On ne peut remplacer son manque de liaison aux masses par un discours idéologique, même juste, plaqué sur la réalité mal maîtrisée.

Pour un cinéma de propagande communiste.

« *Voir et montrer le monde au nom de la révolution prolétarienne mondiale, tel est notre programme élémentaire* » (Dziga Vertov).

Que veut dire cette citation de Vertov aujourd'hui ? De quels films a besoin le camp de la révolution ? Comment les faire ?

1. *Les films dont on a besoin aujourd'hui sont :*

Des films d'analyse politique, de propagande, qui ne se contentent pas de montrer une lutte et de la glorifier mais qui l'analysent en en montrant les contradictions internes et externes, qui soient une arme d'éducation communiste. Les films dont nous avons besoin doivent être capables d'analyser les forces en présence dans la lutte des classes. On en a marre des films d'autosatisfaction qui n'expliquent rien. Il faut être capables d'expliquer quel est le camp de la révolution, quelles sont les contradictions qui animent ce camp, que font les révisos et pourquoi, comment se fait-il qu'ils aient encore de l'influence dans les masses, quels intérêts de classe défendent-ils, que font les patrons et leur Etat, pourquoi ?

Par exemple, comment filmer la manif pour l'enterrement de P. Overney. Plusieurs films ont été réalisés là-dessus. Qu'est-ce qu'on voit ? les manifestants. On y entend quelques mots d'ordre, le discours de Geismar et c'est tout. Quel intérêt a un tel film dans nos tâches de propagande ? Aucun.

Pour filmer cette manif, il aurait fallu :

1. Montrer la position des révisos et le pourquoi de cette position.
2. Le meurtre d'Overney. Pourquoi un militant révolutionnaire tué, en 1972, à la porte des usines Renault ?
3. La riposte des révolutionnaires : les deux manifestations ; le sens de ces manifestations.
4. Les divers mots d'ordre de la manifestation ; la signification du fait qu'une partie de la manifestation dirigée par les trotskystes refuse de crier des mots d'ordre antirévisionnistes. La signification et la justesse des mots d'ordre antirévisionnistes.
5. La signification et l'importance du fait qu'il y avait à cette manifestation beaucoup de gens du peuple qui n'ont pas l'habitude de manifester avec les gauchistes.

Ce film n'aurait pas été un film de reportage au sens bourgeois, n'aurait pas été un film « objectif ». Mais un film dont le héros aurait été les masses en lutte, un film non pas sur la manifestation, mais dont le point de départ aurait été la mobilisation de masse, pour expliquer pourquoi l'assassinat d'Overney, les leçons et l'importance de la mobilisation de masse. Par cet exemple, on voit concrètement quel est le fossé qui nous sépare de la conception spontanéiste du cinéma militant.

2. *Comment faire ces films ?*

«*C'est le monde entier qui fait naître l'image, mais l'image n'englobe pas le monde entier*» (B. Brecht).

Un film ne peut pas représenter l'ensemble des problèmes de la lutte de classes. Les films de propagande doivent avoir un aspect didactique, mais si on ne veut pas sombrer dans la confusion et faire des films impossibles à lire, il faut choisir un aspect du problème et centrer le film autour de cet aspect. Le cinéma permet de montrer des idées apparemment très abstraites, d'une manière très démonstrative et concrète, en partant du « réel », du « vécu », en enregistrant et en filmant les moments forts d'une lutte ; mais si on veut tout mettre dans un film, on le rend illisible : on se trouve devant une trop grande somme d'informations que l'on ne peut pas organiser pour montrer le lien qu'il y a entre elles. Si, par exemple, on veut réaliser un film sur l'impérialisme français ; si on a le désir de montrer sur le même plan toutes les manifestations de celui-ci, on fera un film très abstrait, et qui risque d'être incompréhensible ou très ennuyeux. Il faudrait choisir une manifestation concrète de l'impérialisme français, par exemple l'immigration clandestine, et on organisera le film à partir de là. On privilégiera l'explication de ce phénomène en en montrant tous les aspects, en montrant toutes les contradictions qui sont à l'origine de l'immigration clandestine — mais pas toutes sur le même plan — avec un seul but : expliquer ce phénomène. En procédant ainsi, on expliquera à fond une manifestation concrète de l'impérialisme français, et on donnera les moyens d'expliquer les autres aspects de l'impérialisme français, car ils sont obligatoirement présents, même à titre secondaire, lorsqu'on explique l'immigration.

Un bon exemple de ce procédé est le film *Oser lutter, oser vaincre* ; le film est centré sur la trahison révisionniste de la lutte des ouvriers de Renault-Flins en mai et juin 1968 : c'est l'axe, l'ossature du film, mais les autres aspects du révisionnisme sont montrés à partir de l'exemple concret de Flins (mythe du « passage pacifique au socialisme », trahison du P.« C. »F. au niveau politique, etc.). Au cinéma, il faut savoir partir du spécifique (l'expérience concrète, un aspect du problème) pour arriver au général.

« *Sans enquête, pas de droit à la parole* » (J. Staline).

Quel doit être le travail d'une équipe de réalisation avant le tournage ?

Si on ne veut pas faire des films complètement extérieurs aux problèmes des masses, l'aspect principal du travail, c'est l'enquête. Combien de mètres de pellicule ont été gâchés pour « couvrir l'événement », comme la télé le fait ? Les cinéastes militants ont la démangeaison de la caméra : il y a une lutte à tel endroit, aussitôt on y envoie un type filmer, avec exactement le même genre de réflexes que les journalistes bourgeois. En général, ces équipes de tournage sont regardées comme des Martiens par les gens qui mènent les luttes. Ces films n'ont aucun rapport avec la lutte menée, ils ne sont rien d'autre que de l'actualité bourgeoise plus progressiste que celles que diffuse la télé : disons que ce qui les sépare, c'est la même différence qu'entre *L'Express* et *Politique Hebdo.*

Si on veut réaliser un film sur une lutte, la première chose à faire, c'est de savoir pourquoi on fait un film sur cette lutte. La première réponse à cette question est : c'est parce qu'il s'agit d'une lutte exemplaire. Le premier travail à faire, c'est d'enquêter : aller voir les militants, discuter avec eux des forces en présence dans la lutte, des difficultés rencontrées dans cette lutte, des victoires remportées, des éléments les plus combatifs, de ceux qui sont les plus avancés politiquement, etc., et de ce qui leur paraît le plus important dans la lutte. Puis, réfléchir ! Organiser son film autour d'une idée-force, et alors commencer à filmer. Si on ne réalise pas d'enquête, si on ne systématise pas les idées des masses, mais qu'on se contente de les filmer, nous ne sortirons jamais des films spontanéistes, à la remorque des masses, et qui ne leur apprennent rien.

La deuxième réponse possible, c'est qu'un tel film serait un moyen utile de propagande pour les camarades qui travaillent sur le front de la lutte en question. Là encore, si on ne fait pas d'enquête en étroite liaison avec ces camarades, si on n'étudie pas leurs problèmes, les questions qu'ils se posent, comment ils les résolvent, si on ne va pas sur le terrain se rendre compte, et si après ce travail d'enquête on ne systématise pas les idées, si on ne les organise pas, on fera un film général, sans prise avec le réel, un film inutile.

« *Ainsi, le montage se caractérise par la contradiction, par le conflit de deux éléments en opposition l'un avec l'autre... A la conception du montage en tant qu'enchaînement de morceaux, en tant qu'amoncellement de briques pour développer des idées, j'oppose mon point de vue du montage comme collision : conception suivant laquelle la contradiction de deux facteurs donnés crée un concept* » (*S.M. Eisenstein*) [1].

Le montage dans un film, c'est l'organisation du réel ; c'est l'organisation des faits selon une ligne politique. Le montage c'est la vie du film. 1° On fait une enquête, on fait le plan du film, on élabore le sujet, on décide de ce qu'on va montrer. C'est la première étape du montage, le montage avant le tournage : le choix du sujet, le choix des images. Puis on les monte après le tournage, on les organise pour les rendre accessibles et compréhensibles au plus grand nombre.

Le caractère éducatif du film, ses possibilités de popularisation extrêmement grandes tiennent à sa nature. En effet le processus du montage possède la spécificité d'être extrêmement actif ; le montage met en évidence les contradictions, les mène jusqu'à leurs expressions les plus caractéristiques ; la contradiction est en suspens, explosive ; les deux aspects contradictoires sont dans un état tel qu'ils n'ont pas fait le « saut » dans une nouvelle qualité.

Et ce « bond », ce « saut » qualitatif (qui produit émotion aussi bien que compréhension) est fait par le public qui devra aussi combiner lui-même les représentations. Il aura fait pas à pas le développement d'un ou plusieurs phénomènes en découvrant leurs liens internes, externes, et la conception qui les engendre.

« *Recueillir les idées des masses (dispersées, non systématisées), les concentrer (en idées généralisées et systématisées après étude), puis aller de nouveau dans les masses pour les diffuser, les expliquer, faire en sorte que les masses se les assimilent, y adhèrent fermement et les transforment en actions. Et vérifier dans l'action même des masses, la justesse des idées... Voilà la théorie marxiste de la connaissance* » (Mao Tsétoung).

Voilà le fond de notre pratique cinématographique. Sur cette question, il est important de combattre les déviations spontanéistes sur la « ligne de masse ». Cette méthode de direction, d'enquête et de connaissance ne peut faire l'économie d'une ligne politique, comme le voudraient les gens de la « C.D.P. » En effet, la systématisation des données sensibles, la condensation des idées justes se fait toujours selon certains principes et certaine orientation, fruit de l'expérience historique, de l'analyse générale, selon certains principes de la situation économique et sociale, de l'analyse de classe, etc.

Elle n'apparaît pas par elle-même sans rapport dialectique avec la théorie qui permet à cette systématisation de s'élaborer. Les idées justes ne viennent pas des masses par une opération mystique.

Elles procèdent de notre intervention communiste dans la systématisation des idées des masses vérifiées dans la pratique. Cette centralisation est juste et profitable si la ligne politique qui la guide est principalement juste. Elle est fausse et nuisible si la ligne est principalement erronée.

« *Nous devons combiner le réalisme révolutionnaire avec le romantisme révolutionnaire et non pas adopter le réalisme bourgeois ou le romantisme bourgeois* » (Kiang Tsing).

1. Cette citation comporte un aspect erroné que nous ne prenons pas à notre compte. Celle que les contradictions les unes par rapport aux autres feraient naître un concept. Il est évident que le montage en tant qu'affrontement de contradictions peut permettre — et doit permettre — de déchiffrer les contradictions et permettre de rendre lisibles et accessibles les concepts marxistes. Mais ce ne sont pas les films qui créent ces concepts.

Notre méthode de travail, c'est le processus de la connaissance marxiste, mais nos films ne sont pas des analyses sèches et descriptives ; ce sont aussi ce qu'il est convenu d'appeler des « œuvres d'art ». Notre travail, nos films en appellent à l'intelligence du spectateur mais aussi à l'émotion et l'enthousiasme. Si notre méthode d'approche du réel se démarque radicalement du réalisme bourgeois, notre conception du romantisme aussi. Pour nous, ce qui est exaltant, ce ne sont pas les états d'âme, les problèmes de tel ou tel héros. Pour nous, « *les véritables héros, ce sont les masses* ». Dans tous nos films nous devons glorifier les actions justes des masses, leur enthousiasme, l'abnégation des révolutionnaires. Mais pas d'une manière parachutée, en agitant un drapeau rouge toutes les cent images, mais en glorifiant l'action même des masses en lutte et les idées du prolétariat.

Si nous faisons appel à des chansons révolutionnaires ou au symbole de la révolution, cela ne doit pas être plaqué comme ça, par pur mécanisme, parce que *L'Internationale* ou le drapeau rouge font partie du film militant comme le prie-dieu fait partie de l'attirail du curé. Mais cela doit être inclus dans le mouvement même du film, intervenir comme un élément qui souligne une action du film en lui donnant une dimension émotive plus grande, ou comme systématisation de l'enthousiasme des communistes et des masses.

Nous proclamons l'unité de la forme et du contenu ; pour nous il n'y a pas une forme neutre sans contenu de classe et un discours politique sur cette forme. Un contenu révolutionnaire ne peut avoir comme support qu'une forme révolutionnaire. Mais si on voit plus clairement ce qu'est un contenu révolutionnaire, on a du mal à cerner ce que veut dire une « forme révolutionnaire ». Pour nous, la forme révolutionnaire part de l'idée que les masses sont les véritables héros. Notre matière première, c'est la vie même des masses, la lutte des classes. Peu nous importent les longues histoires. Pour nous, l'important, ce n'est pas la continuité dite narrative du film. Ce que nous voulons montrer, ce ne sont pas les aventures de tel ou tel héros bourgeois, c'est mettre en place les contradictions de la lutte des classes, les faire agir l'une sur l'autre pour les dévoiler, pour les faire comprendre aux masses, pour les armer.

Que nos films soient à base de documents vécus ou des films « joués » dits de fiction, le centre de nos films, ce qui en est la vie, c'est la lutte contre la bourgeoisie, pour le communisme. Nos héros, ce sont les masses et ceux qui luttent pour le communisme. Nous peindrons nos ennemis, la bourgeoisie, les révisos, uniquement pour les démasquer, pour montrer la nécessité de les détruire. Dans nos films ils seront montrés tels qu'ils sont, cent fois moins positifs que les masses et leurs héros. La psychologie de ces ennemis ne nous intéresse pas. Nous ne montrons pas des états d'âme mais des masses en lutte, des contradictions en action. Le seul sujet de nos films, c'est la lutte de classes, la lutte pour le communisme.

A bas le cinéma bourgeois !
Vive le cinéma, arme de propagande communiste !

Pour un front des cinéastes révolutionnaires

« *Nous devons rechercher l'unité avec eux (les intellectuels révolutionnaires) sur les questions qui les intéressent, spécialement les milieux littéraires et artistiques : les questions de méthode et de style. Nous sommes pour le réalisme socialiste ; or, là encore, une partie des écrivains et des artistes ne sont pas d'accord avec nous, c'est pourquoi le cadre de cette union sera encore plus restreint* » (Mao Tsétoung).

Pour s'unir sur le front culturel, il est évident que la question première pour que cette unité se réalise est d'être d'accord sur un certain nombre d'idées politiques qui déterminent la réponse à la question : quel film faire ? pour qui ? Nous croyons avoir apporté un début de réponse à cette question dans les deux premières parties de ce texte.

Mais, pour créer un front de cinéastes révolutionnaires, il faut avoir des idées justes, claires, sur le rôle des intellectuels révolutionnaires.

« *Nous devons avoir de la considération pour nos spécialistes ; ils sont très précieux pour notre cause. Toutefois..., c'est seulement en étant les représentants des masses qu'ils peuvent les éduquer, c'est seulement en se faisant leurs élèves qu'ils peuvent devenir leurs maîtres...* » (Mao Tsétoung).

Cette mise au clair est importante, car une idée dominante est : pas de spécialistes, la caméra aux ouvriers. Ceci n'est que démagogie et déviation anarchisante de la ligne de masse. Cette conception ouvriériste est extrêmement dangereuse, rabaissant le rôle des cinéastes révolutionnaires à celui d'un comité d'entraide de caméras, techniques, pellicule et force de travail, sans mettre en avant le choix politique qui va déterminer les films à faire, leur orientation, la ligne qui va les guider, le choix des militants avec qui tourner, leur fonction dans le mouvement de masse, etc. On retrouve là encore la volonté de freiner l'utilisation révolutionnaire pour se mettre à la remorque du mouvement spontané. Ces idées spontanéistes véhiculées par nos démagogues sont d'autant plus graves que, à travers les problèmes du cinéma, c'est la notion même d'avant-garde communiste qui est attaquée. En effet, s'il suffit aujourd'hui de donner des caméras aux gens qui mènent des luttes, pour avoir un cinéma communiste, cela signifierait que les communistes n'ont aucun rôle à jouer, qu'il n'y a pas besoin de la théorie marxiste-léniniste pour synthétiser les idées des masses.

Il faut, face à ces camarades, réaffirmer que si nous luttons pour la fin du monopole du savoir dans les mains d'une minorité de privilégiés, si nous luttons pour une société où le prolétariat par sa dictature aura en mains la culture et la transformera à son usage, aujourd'hui toute notre force doit tendre vers la nécessité de l'organisation du prolétariat pour la prise du pouvoir politique par celui-ci et « *ce serait du suivisme que de penser que dans le capitalisme, presque toute la classe ou la classe tout entière sera un jour en état de s'élever au point d'acquérir le degré de conscience et d'activité de son détachement d'avant-garde, de son parti...* » (Lénine). Alors que l'idéologie bourgeoise est la plus répandue dans les conditions de sa dictature, poser aujourd'hui comme critère déterminant qu'un film soit réalisé par les « ouvriers », c'est de la démagogie ; c'est saboter la nécessité de rassembler nos forces vers la destruction de la machine d'Etat bourgeois. Les « spécialistes » finiront sous la dictature du prolétariat après une longue lutte de classe, lorsque la classe ouvrière exercera sa dictature dans tous les domaines. Pour arriver à cette étape, existera l'étape présente où lesdits « spécialistes » doivent non pas fondre et perdre leur existence, mais mettre toute leur expérience au service de la révolution, au service du peuple et de la cause socialiste. Et ils réussiront d'autant mieux qu'ils appliqueront une ligne politique consciente, une ligne politique marxiste-léniniste. Une nouvelle fois apparaît la pensée totalement antidialectique des « individus » défendant les positions spontanéistes ; c'est seulement en trouvant la place exacte des « spécialistes » dans la lutte de classe, de leurs liens avec les luttes de la classe ouvrière, que l'on commencera à résoudre cette contradiction.

D'ailleurs, examinons la pratique des spontanéistes qui prêchent que l'on distribue les caméras aux ouvriers. Cette position démagogique est un bluff ; la seule chose qu'a produite ce genre d'analyse, ce sont des films spontanéistes à la remorque des luttes, n'ayant aucun pouvoir éducatif pour les masses.

Par contre, on commence à avoir des idées plus précises sur ce que veut dire mettre les « spécialistes » sous la direction des éléments les plus avancés de la classe ouvrière : cela veut dire réaliser l'enquête en étroite liaison avec les masses en lutte, se servir de la théorie marxiste-léniniste pour synthétiser cette enquête ; faire des enquêtes historiques selon une ligne marxiste-léniniste, etc.

Il existe en France un certain nombre de cinéastes militants (« spécialistes ») qui, après avoir fait l'expérience de la ligne spontanéiste en matière de cinéma, ont compris l'impasse dans laquelle ils étaient, qui ont réalisé des films en filmant un peu au hasard un grand nombre d'événements et se sont rendu compte que malgré tous leurs efforts au montage du film, faute d'avoir tourné selon une ligne précise et consciente, ils se trouvaient dans l'incapacité de « rattraper » le film.
Sur le front culturel, pour nous, dans le cinéma, il est important d'unifier la gauche des cinéastes révolutionnaires, l'unifier sur les principes politiques définis dans ce texte et aussi sur la conception des films qu'il faut faire aujourd'hui. Car la ligne politique n'est pas une abstraction, elle devient une force matérielle quand elle est appliquée consciemment. La définition des films à faire aujourd'hui est la concrétisation de cette ligne. Il est indispensable d'être unifiés là-dessus pour pouvoir faire un travail commun. Sinon cette unification serait un mythe et éclaterait au premier problème posé (quel film tourner ?). Sur cette base il est possible et utile de centraliser les énergies pour réaliser un cinéma au service de la propagande communiste.

Vive l'unité des cinéastes révolutionnaires !
Vive le cinéma communiste !

La diffusion

« *Mais cette élévation du niveau ne part pas du vide et ne s'enferme pas entre quatre murs. C'est une élévation du niveau fondée sur la popularisation. Elle est déterminée par la popularisation en même temps qu'elle la guide* » (Mao Tsétoung).

Le problème de la diffusion des films est inséparable de celui de la réalisation : Quel film diffuser ? comment ? est une question aussi importante que : Quel film faire ?

Nous devons nous opposer à l'utilisation terroriste des films, tenant compte de leur seul contenu d'agitation *balancé sans tenir compte* de la mobilisation des masses, de leur niveau de conscience, de leur situation de classe, du travail politique déjà effectué.

« *Il faut faire en sorte que la littérature et l'art s'intègrent parfaitement dans le mécanisme général de la révolution, qu'ils deviennent une arme puissante pour unir et éduquer le peuple, pour frapper et anéantir l'ennemi, et qu'ils aident le peuple à lutter contre l'ennemi d'un même cœur et d'une même volonté* » (Mao Tsétoung).

La conception boîte à lettres de « Cinéma libre », qui diffuse n'importe quoi pourvu que ce soit du cinéma fait « hors du système », est l'exemple même du cinéma pensé comme étant en dehors de la lutte de classes. Les films que nous diffusons doivent être des films qui aident à la tâche actuelle des communistes et participent à l'élévation du niveau de conscience des masses. Les films diffusés ne peuvent aller à l'encontre des militants que nous sommes. Un certain nombre de films, malgré leurs erreurs politiques, sont positifs, nous devons les diffuser, mais en liaison avec les équipes qui les ont réalisés, en faisant des critiques à ces films. En faisant des rapports sur la discussion qui a eu lieu à propos des films dans le but d'accroître notre connaissance des masses et de nos erreurs. Les films chinois peuvent être aussi une arme puissante d'éducation communiste, ainsi que les films vietnamiens, mais là aussi pas balancés n'importe où, n'importe comment.
Les gens qui ont une conception spontanéiste et terroriste de la diffusion des films révèlent ainsi leur mépris du travail communiste, leur refus de donner au cinéma révolutionnaire la même place que les autres formes de propagande. Un film ne peut être efficace que s'il s'intègre dans le travail général, quand la diffusion suit un but précis. Les spontanéistes disent : quand on passe un film sur une lutte, cela fait parler les masses. Mais de quoi ? Dans quel sens ? Qu'importe,

quand les masses parlent, c'est bien ! Cela, c'est nier le rôle des communistes qui doivent éduquer les masses, diriger leurs luttes vers un seul but : la révolution socialiste. Un autre argument des spontanéistes, c'est : il vaut mieux diffuser des films d'un niveau pas trop élevé, car sinon les masses ne comprendront pas. On en appelle encore ainsi aux masses mythiques pour justifier la négation de la théorie révolutionnaire, mais nous avons vu ce qu'ont répondu les vendeuses des Nouvelles Galeries de Thionville à ce genre d'arguments. Un autre argument mystificateur est de dire que la diffusion de films sur des luttes dures et violentes doit provoquer des luttes dures. C'est de la pure mystification, c'est dire : qu'importe la ligne politique, si les ouvriers voient d'autres ouvriers se battre, cela va leur donner envie de faire la même chose. C'est tellement ridicule que ça prête à rire. La ligne politique n'a aucune importance, le mouvement est tout, les cinéastes révolutionnaires rien. C'est du spontanéisme à cent pour cent ! Depuis le temps qu'on diffuse des films sur les barricades, les bagarres contre les C.R.S., nous n'avons pas eu de nouveau mai 68. Cela devrait nous faire réfléchir.

A tous nos spontanéistes nous répondons : les films que nous voulons faire sont des armes d'éducation politique, de propagande, ils sont le reflet d'une ligne politique précise. C'est pourquoi leur diffusion ne peut être parachutée sans plan d'ensemble, sans appuis, comme le formulent les conceptions libéralistes, mais doit être prise en main comme « une petite vis » du travail général des communistes, comme une « petite vis » du travail de propagande communiste. Il ne doit pas y avoir de rupture entre la clarification politique que produit le film et sa continuation dans les débats qui suivent la projection.

Il faut apprendre à mener les débats, continuation de ces films, dans le sens d'une clarification encore plus grande de la ligne politique, en laissant s'exprimer dans les débats les idées justes, en combattant les points de vue erronés, en intervenant en dernier ressort pour systématiser les idées justes et montrer dans quelle direction elles vont. Bref, dans la diffusion comme dans la réalisation, jouons notre rôle de propagandistes du communisme.

Les films ne sont qu'un moment d'une propagande d'ensemble dans le travail politique. C'est pourquoi un matériel écrit sera rédigé pour préparer les projections et les débats qui les suivront.

Ce matériel sera composé d'une fiche signalant aux camarades les points centraux approchés ou traités dans les films, les bilans des discussions à leur propos. Le matériel doit avoir pour but que les camarades choisissent le film en toute connaissance de cause, et de leur permettre de diriger les discussions. Le matériel sera fourni pour poursuivre la clarification faite par le film, donnant plus d'informations précises qu'un film limité dans le temps, complétant des analyses secondaires parfois à peine effleurées dans le film du fait de sa subordination à une seule cible principale. Enfin, il serait bon de diffuser en même temps que le film des brochures approfondissant les points traités par lui : par exemple *L'Etat et la Révolution* pour le film sur Flins. *D'où viennent les idées justes ?* pour le film chinois *En renvoyant le dieu de la peste*, etc.

A ceux qui disent : « Les films de niveau élevé ne sont pas utilisables », nous répondons : dès maintenant, on peut dire qu'un film permet un travail de propagande analogue à celui d'une brochure ; il a comme particularité d'être extrêmement vivant par sa puissance de concret ; il est une brochure d'un type particulier parce qu'elle peut être lue simultanément par des dizaines de personnes, parce qu'elle peut être diffusée à de plus larges masses qu'une brochure, sans avoir pour autant un niveau théorique inférieur.

Les films conçus sur les positions de la classe d'avant-garde sont destinés, comme le formule Lénine, à « *hausser des couches de plus en plus larges à ce niveau avancé* ». Cela signifie que, dans la majorité des cas, il faudra faire tout son possible pour ouvrir les projections aux éléments hésitants et surtout éviter de les montrer seulement aux camarades les plus avancés. Que soient posées un certain nombre de questions non formulées ou mal résolues par les éléments moyens ne

doit en aucun cas empêcher une diffusion de masse. La question de la direction des luttes, de la ligne politique, de la théorie qui la fonde, se pose devant les larges masses. N'en déplaise aux spontanéistes de tout poil et en particulier à ceux de la *Cause du Peuple*, qui combattent la politique par une démagogie populiste dans la presse destinée « aux masses », et pondent de grands textes théoriques erronés dans *Les Temps modernes*.

Beaucoup de camarades nous disent : on ne peut pas diffuser seulement des films marxistes-léninistes, on a besoin aussi, dans notre agitation et notre propagande, de diffuser des films progressistes. Cela est vrai ; il est évident que vu la faiblesse du cinéma révolutionnaire, il ne peut pas produire des films sur tous les sujets, satisfaire à tous les besoins et cela sera encore vrai pendant longtemps, même peut-être après la victoire du prolétariat. Il est vrai que l'on peut être amené à utiliser des films progressistes, mais là aussi pas n'importe comment : on doit diriger la discussion, noter les aspects erronés du film et approfondir les points positifs. Par exemple, pour le travail antimilitariste, on peut être amené à utiliser *Avoir vingt ans dans les Aurès* de Vauthier. Si nous utilisons ce film, nous devons montrer ses erreurs de type pacifiste, dire que pendant la guerre d'Algérie des gens ont déserté et ont effectivement rejoint le F.L.N. (Vauthier lui-même, d'ailleurs), mais aussi appuyer et orienter la discussion sur les aspects positifs : dénonciation de l'armée coloniale, du militarisme, du fait que le P.« C. »F. a laissé ses militants désarmés et seuls, sans organisation, quand ils partaient pour l'Algérie, etc.

Il faut que tous les camarades refusant la diffusion de type spontanéiste se regroupent pour avoir une politique de diffusion commune au service de la lutte pour le communisme.

« *Voir et montrer le monde au nom de la révolution prolétarienne mondiale, voilà la formule élémentaires des Kinoks* » (Dziga Vertov, *Pravda* du 19 juillet 24).

A bas le ciné bourgeois !
A bas le mythe de la contre-information !
Vive le cinéma, arme d'éducation politique !
Vive le cinéma, arme de propagande communiste !
Vive le communisme !

(Décembre 1972.)

Critiques.

Au nom du Père, Viol en première page

« Héros conscient d'une lutte montrée ou héros inconscient d'une lutte à lire en creux ? » Cette question que nous posions à propos du héros positif reçoit de toutes parts — et surtout d'Italie — des réponses. La montée même des luttes, la nécessité pour les cinéastes engagés de les montrer, d'y impliquer des « personnages », posent à eux comme à nous une série de questions. On peut aborder leurs réponses selon deux axes :

1. L'utilisation de la scène du film comme modèle réduit du tout social. Donc, nécessité d'y inscrire *toutes* les classes.

2. L'utilisation d'un type relativement nouveau de personnages (et d'acteurs), tels que Montand ou Volontè.

Une scène qui résume et permet de lire toutes les autres, *un* acteur « hors classe » qui, d'un film à l'autre, *joue tous les rôles de la lutte de classes*. Volontè ici ouvrier, là grand industriel, Montand intellectuel de gauche ou agent de la C.I.A., etc. Ces deux grands facteurs d'*unification* forment la toile de fond, commune à tous les films « politiques », français et surtout italiens. C'est à partir de ce fond commun que les cinéastes peuvent se livrer de plus en plus à l'analyse de situations concrètes dont ils ne cachent plus les référents historiques réels. La force des cinéastes italiens est de ne plus avoir peur « d'appeler les choses par leur nom » à la différence des français encore timides ou allusifs dès qu'il s'agit de politique.

Dans le cinéma italien, les deux films récents de Marco Bellocchio, le film d'auteur (*Au nom du Père*) et le film commercial (*Viol en première page*), sont peut-être à ce jour les deux films les plus avancés, le premier dans la description minutieuse d'une scène (d'un A.I.E.) dans toutes ses déterminations, le second dans la mise en place du personnage de Volontè, « monstre » comme on dit « monstre sacré », simulacre assez réussi de héros positif.

Dire de ces deux films qu'ils sont « avancés » ne veut en aucun cas dire que leur contenu politique est avancé. Nous voulons dire par là qu'à la différence de Rosi ou Petri, cinéastes progressistes, humanistes, donc nécessairement flous et ambigus, Bellocchio affirme dans ses deux films l'absence de toute alternative positive à la crise qui secoue la société italienne et la montée pour lui irrémédiable du fascisme. C'est là le message de ses deux films. Ce pessimisme avoué commande aussi bien le film « artiste » (*Au nom du Père* : thème de l'apprentissage du pouvoir et fascination pour le fascisme conçu comme *un choix délibéré*) que le film « commercial » (*Viol en première page* : thème de l'exercice d'un métier dans ses rapports avec le pouvoir et fascination pour le fascisme conçu comme *destin inéluctable*). Dans les deux films, une même analyse de classes justifie ce pessimisme.

Notons qu'il s'agit là d'un des points forts du cinéma italien, comparé au français : tenter d'avoir un point de vue global sur la société italienne, partir d'un fait divers, non pour faire miroiter un arrière-plan politique furtif (comme Chabrol dans *Les Noces Rouges*) mais pour remonter aux causes les plus profondes. Cependant, l'ampleur du « regard », qu'il soit surplombant, analytique ou prophétique, ne doit pas nous dispenser de poser la question : quelle est la position de classe qui commande à ce regard ? Faire l'économie de cette question, c'est tomber dans le révisionnisme qui pense que du moment qu'un « artiste regarde le monde, il ne peut en sortir que du bon ». Dans le cas de Bellocchio, son pessimisme, voire son nihilisme, témoignent d'une position de petit-bourgeois révolté. A ce trait général, il faut ajouter les caractéristiques propres à l'Italie et qui donnent à cette révolte sa coloration et ses objets : anticléricalisme blasphématoire et problématique sexuelle indissolublement liés, avec comme charnière la famille (*Les poings dans les poches*). Il y a aussi les déterminations propres à Bellocchio : intellectuel petit-bourgeois radicalisé, longtemps lié au mouvement marxiste-léniniste italien et sans doute déçu par lui.

Le collège religieux de *Au nom du Père* est à la fois :

— la condensation de plusieurs A.I.E. au sein de l'Eglise italienne, à la fois appareil religieux et appareil scolaire, appareil à la fois idéologique et répressif (sous la forme de la répression sexuelle surtout) directement lié aux classes dominantes (le collège est réservé aux enfants les moins doués de la bourgeoisie ou de la paysannerie riche) ;

— une métonymie de *toute* la scène sociale italienne.

Nous ne parlerons pas tant ici du premier aspect, où le talent de Bellocchio est le plus indéniable que du second qui induit une double lecture du film.

Il faut d'abord noter que le collège est d'emblée saisi dans un état de crise. Cette crise, dont on ne sait si elle est révolutionnaire ou s'il s'agit d'une simple crise de croissance, renvoie à l'Italie d'aujourd'hui : crise économique (fin du boom), politique (faiblesse de l'appareil politique actuel) et idéologique. Collège trop vieux, désuet, inadapté, voire anachronique et aberrant, qui doit de toute évidence laisser la place à un autre collège, moderne, rénové, adapté aux besoins. La grande force de Bellocchio est ici (à la différence de Loach ou de Damiani) de ne pas filmer « des sujets en crise dans un appareil qui les broie avec indifférence », mais des sujets en crise dans un appareil lui-même en crise. Si bien que les situations qu'il filme sont toujours interprétables en termes politiques.

D'emblée, le film établit une distinction importante entre les personnages : ceux qui sont conscients de la crise que traverse le collège (et eux avec) et tous les autres, enlisés dans leurs fantasmes et incapables du moindre point de vue d'ensemble, de la moindre prise de conscience. Cette opposition conscient/inconscient est capitale pour Bellocchio. On peut même dire que cette contradiction prime pour lui la contradiction politique. Elle explique qu'il ait tendance à fantasmer des personnages qui choisiraient le fascisme en toute connaissance de cause. Dans cette idéologie du « faites n'importe quoi mais au moins sachez que vous le faites », ce n'importe quoi ce n'est précisément jamais n'importe quoi (*cf.* Argoud, dans *Français, si vous saviez*). Dans *Au nom du Père*, les éléments conscients sont au nombre de trois : Angelo, le futur « fasciste » ou le fasciste du futur, filmé par Bellocchio comme un ange déchu et fascinant, fortement lié à la figure du Père (ange révolté) ; Franc, l'idéologue de gauche, fortement lié à la figure de la Mère, l'éternel second qui n'a pour armes que ses bons sentiments et ses velléités d'action ; et Salvatore, l'ouvrier conscient, personnage énigmatique, comme « tombé du ciel » dans la fiction.

La crise de l'appareil (le collège religieux) prend au cours du film deux aspects : un aspect « ralbol » des élèves et un aspect grève du personnel du collège. D'un côté, des revendications vagues, confuses contre un appareil répressif et débilitant, de l'autre, une lutte pour de meilleures conditions de travail. Le film pourrait se



Au nom du Père

résumer ainsi : les deux mouvements ne se rejoignent pas, ne s'articulent pas et échouent, chacun de leur côté.

Pourquoi cet échec ? C'est ici que l'exemple du collège religieux choisi par Bellocchio se révèle pas si innocent, pas si neutre que ça. La double lecture constante, qui permet de lire à travers la crise du collège celle de l'Italie, peut s'effectuer dans les deux sens. Le collège a une particularité : placé tout entier sous le signe de la dégénérescence, il met en présence deux groupes : les élèves et le personnel, qui ont en commun ceci : ils sont du côté de l'irrationnel, de l'inconscient. Les élèves : fils dégénérés de la bourgeoisie ou de l'aristocratie terrienne, adiposo-génitaux, difformes, psychopathes, cancres sont, si l'on peut dire, « achevés » par l'appareil. Le personnel : éléments déclassés du lumpen-prolétariat, engagés par charité chrétienne, repris de justice, infirmes, mendiants, débiles, complètement pris en charge et exploités par le collège. S'il s'agit là de l'analyse de classe développée dans le microcosme qu'est le collège, il faut admettre qu'elle met en présence une bourgeoisie tarée et un prolétariat pathologique, deux masses inconscientes et irrationnelles, sur lesquelles un petit nombre d'éléments conscients tentent d'avoir prise.

Angelo, Franc et Salvatore veulent intervenir dans la crise du collège. Mais leurs buts sont différents. Angelo impulse le soulèvement des élèves afin d'obtenir pour le collège des réformes radicales, d'en faire un appareil efficace, rationnel, moderne. Salvatore représente la tentative dérisoire d'un leader ouvrier égaré dans le lumpen, personnage destiné surtout à équilibrer sur la gauche la force de fascination représentée par Angelo. Franc comprend trop tard qu'il faut lier les deux mouvements de révolte et échoue misérablement à le faire.

Pourquoi cet échec ? On a le sentiment que Franc et Salvatore se sont heurtés à quelque chose sur quoi ils n'avaient pas de prise : l'irrationnel, l'aspect imprévisible, tellurique du soulèvement des masses. Si Angelo apparaît comme le seul non-perdant du film (donc comme le gagnant), c'est parce qu'il domine la contradiction rationnel/irrationnel (et il la domine parce qu'il la vit intensément : à la fois ange et bête). Chantre de l'efficacité, du rendement, de la planification, adversaire acharné des superstitions et du gâchis, il est également capable de faire parler (et de parler à) tout ce qu'il y a d'instinctif, de primaire, chez les autres. Voir à cet égard la scène où il confronte avec Franc ses vues sur le spectacle théâtral qu'ils vont monter : Franc voudrait en faire un moyen de lutte idéologique, de critique, de dénonciation, Angelo défend la thèse qu'il faut au contraire terroriser le public.

Le dernier plan du film est donc à prendre au sérieux. On y voit Angelo qui vient de quitter le collège, au volant d'une voiture. A ses côtés, Tino, l'un des travailleurs du collège, qui a traversé tout le film dans un état de délire constant (délire nourri de science-fiction et de bandes dessinées). On aura beau dire qu'à ce moment-là Bellocchio, par un « subtil » travelling arrière, établit un recul critique par rapport à ce qu'il montre. Mais nous ne croyons plus beaucoup à la vertu critique de tels procédés qui ressemblent plutôt à des dénégations. Surtout lorsque le cinéaste s'est ingénié à éliminer de son film toute autre conclusion. La complicité d'Angelo et de Tino est bien à lire comme une alliance de classe conclue entre le chef naturel et le lumpen-prolétariat, l'alliance de la rationalité impérialiste et technocratique et de l'irrationalité débile. Pour en arriver là, il a fallu que Bellocchio, en se servant de l'équation collège = Italie, ait donné la bourgeoisie comme tarée et le peuple comme pathologique. On comprend qu'ayant disposé tous les éléments de son analyse dans cette optique, Bellocchio conclue au caractère inéluctable du fascisme.

Avec *Viol en première page*, passage du modèle abstrait à une situation concrète, passage aussi du film d'auteur au film commercial. Mais le message reste le même. L'inéluctabilité du fascime est renforcée à la fin de *Viol* (plan de la boue qui avance). L'alliance de classe qu'on a vu se conclure dans *Au nom du Père* (fascisme

technocratique/lumpen manipulé) entre dans les faits. C'est l'industriel glacé et inhumain de *Viol* qui finance les milices fascistes, qui réalise le programme d'Angelo : terroriser la bourgeoisie par des mises en scène traumatisantes. L'instrument de cette terreur n'est plus le théâtre mais un journal à grand tirage qui, loin d'informer sur le réel, le crée de toutes pièces. A l'alliance encore subjective entre Angelo et Tino correspond l'alliance de fait, objective, entre l'industriel (qui possède le journal) et le véritable auteur du viol (grand lecteur du journal et dont le moins qu'on puisse dire est qu'il est pris dans une totale aliénation sexuelle et religieuse). L'appareil n'est plus le collège mais une partie de l'A.I.E. Information : un journal, un grand quotidien (là aussi, dans la description du fonctionnement du journal, le « comment on fabrique l'information », Bellocchio est à la fois efficace et brillant). Enfin, point commun aux deux films : au personnage de Franc correspond celui de Roveda, le jeune journaliste intègre qui croit à l'objectivité de l'information et à la démocratie. Le personnage de Roveda, plaqué, stéréotypé, hollywoodien, est filmé sans aucune sympathie par Bellocchio. Il a beau être celui qui découvre la vérité, celui qui prend conscience, on a le sentiment qu'il mène, avec une naïveté inexcusable, un combat d'arrière-garde qui ne pèsera pas lourd dans la balance. Pour Bellocchio, Roveda n'est pas, ne peut pas être un héros positif, même discret.

Car c'est bien de positivité qu'il est tout de même question dans ce film pessimiste. Et c'est là que réside la contradiction que Bellocchio doit résoudre. D'un côté, il veut — lui aussi — faire peur à son public en lui montrant que le fascisme est proche et inévitable. Mais de l'autre, il sait qu'un tel message (totalement négatif) passe différemment dans un film d'auteur et dans un film commercial. Dans le film d'auteur, le manque de positivité est compensé par le fait que tout est vu par les yeux de quelqu'un (l'auteur) qui devient le principal référent du film, et si l'on veut, une sorte de héros positif (positivité de l'énoncé). Dans le film commercial, l'auteur doit s'effacer derrière les conventions du genre — et le cinéma « politique » est devenu un genre — et la nécessité d'inscrire des personnages positifs (positivité de l'énonciation). Autrement dit, pour ancrer, pour diriger le désir du spectateur venu quand même voir l'« affrontement des bons et des méchants », Bellocchio doit bien rétablir dans son film une sorte de « positivité relative » ou encore des degrés dans les héros négatifs.

Ce n'est pas bien sûr un problème formel. Ou plutôt, c'est à travers la contradiction film d'auteur/film commercial que l'on peut saisir que le nihilisme, le catastrophisme de Bellocchio ne sont peut-être pas aussi radicaux que ça. Cette « positivité relative », nous avons vu que (à la différence d'un Costa-Gavras), il ne la faisait pas reposer sur le personnage typé du « démocrate sincère », journaliste épris de vérité, type Roveda. En même temps, nous notons qu'il y a dans *Viol* deux éléments absents de *Au nom du Père* : le patron du journal (Bizzanti, joué par Gian Maria Volontè) et les gauchistes.

On serait tenté de croire que Bellocchio, ancien militant d'extrême-gauche, va faire de ces derniers les porteurs de la positivité. Ce serait logique mais c'est impossible. En effet, s'il faisait son film de leur point de vue, c'est-à-dire du point de vue de la révolution prolétarienne, Bellocchio ne pourrait plus défendre en même temps la théorie du fascisme inéluctable.

On pourrait penser que, sans reprendre à son compte leur ligne politique, Bellocchio — comme Petri ou Costa-Gavras — va les montrer comme une force morale, généreuse et même symboliquement positive en dépit de sa confusion et de son inefficacité. Il n'en est rien : les gauchistes sont filmés dans *Viol*, à la fois comme objectivement agités et confus et comme subjectivement crapuleux. A la limite, l'assassin présumé n'est pas l'auteur du crime mais il aurait aussi bien pu l'être.

Cette manière de réduire les gauchistes au spectacle de leur agitation (spectacle dont on voit dès la première scène du film à quel point il est attendu et utilisé par Bizzanti), *de ne jamais inscrire leur appareil et leurs discours politiques*, bref cette

manière de disqualifier les gauchistes politiquement *et* moralement fait que non seulement dans le film ils ne sont porteurs d'aucune positivité, mais que rien n'interdit de penser que par leur violence aveugle, ils font le jeu de Bizzanti.

Débilité du démocrate sincère, négativité des gauchistes, absence du peuple (qui n'est montré qu'à l'occasion d'une manifestation du M.S.I.), inhumanité glaçante du grand industriel. Ne reste que Bizzanti. Dire de lui qu'il est un héros positif n'aurait aucun sens. Le phénomène est plus complexe et s'apparente à cette dénégation qui accompagne toute projection d'un film : « Je sais bien mais quand même. » Bizzanti, c'est la malhonnêteté, le cynisme, l'intoxication des masses au service du grand capital, de la bourgeoisie fascisante. Cela, le spectateur le sait et ne l'oublie jamais. Mais Bizzanti, c'est aussi le professionnel, le journaliste, l'homme qui s'est sans doute fait lui-même, encore capable de mener son enquête. Ceci, le spectateur le voit et l'oublie d'autant moins que tous les autres personnages du film sont saisis en dehors de tout métier, de toute pratique sociale.

Enfin, fait essentiel, Bizzanti est le seul personnage *à avoir vraiment la parole*. Prenons la scène clé où Roveda, prenant conscience du rôle qu'il joue, vient demander des comptes. A ce moment précis, l'habileté de Bizzanti n'est pas de se justifier mais d'attaquer la naïveté de Roveda. Et de l'attaquer politiquement. Au lieu de rassurer Roveda en lui disant « Mais si, nous sommes objectifs », il lui dit « Nous aussi nous la faisons la lutte de classes ! » Ce disant, il tient un discours marxisant que Roveda ne comprend ni n'attend. Le fasciste, lui, peut parler de la lutte des classes, car il est assez cynique et lucide pour reconnaître qu'elle existe, tandis que le démocrate sincère ne veut surtout pas en entendre parler. Ce qui intéresse Roveda, c'est la liberté ou l'objectivité de la presse, terrain sur lequel Bizzanti n'a aucun mal à le ridiculiser. Il en va de même dans la scène entre Bizzanti et sa femme, connotée comme une bourgeoise assez stupide. Il est évident qu'à ce moment précis tout le monde dans la salle est « du côté de Bizzanti », tout en continuant à savoir que c'est « un fasciste ». Bellocchio a réussi à transférer sur Bizzanti (= Volontè) le désir du spectateur.

Admettons qu'il soit plausible qu'un homme comme Bizzanti s'écrie : « Nous aussi nous la faisons la lutte des classes ! », admettons que le fascisme nouveau, technocratique, empruntera au marxisme des bouts de raisonnement et des slogans (bien que nous voyions plutôt là un des effets de l'« idéologisme » de Bellocchio, un effet de la contradiction conscient/inconscient). Ce qui est important, *c'est que personne d'autre dans le même film* ne tienne un tel discours et surtout pas ceux qui devraient logiquement le tenir : les gauchistes.

Or, on a vu que les gauchistes en question se caractérisent par le fait qu'ils ne parlent pas (sinon pour crier : scène de la confrontation à la police) mais qu'ils agissent. Ils se réduisent à l'image de leur gesticulation. A la limite, on pourrait dire que c'est Bizzanti qui bénéficie des discours que les gauchistes ne tiennent pas : tout le film serait différent si Bellocchio avait filmé entre lui et eux un véritable débat politique.

Bizzanti, seul « homme » du film, n'a pas grand mal à devenir, faute de mieux, le seul « héros » possible. Il gagne en complexité à mesure que les autres personnages se schématisent. (Ce processus est le même que celui qui commande dans *Etat de siège* l'évolution des rapports entre Montand et les Tupamaros.) Il va même jusqu'à acquérir, face à l'industriel, une sorte de distance, d'autonomie, lourdes à la fois de menaces et d'espoirs. Comme s'il voulait suggérer que, « condottiere » des temps modernes, il était plus riche, plus complexe que les classes dont il défend les intérêts.

Sur la scène sociale de *Viol en première page*, il est temps de relever un absent de marque : les révisionnistes. Ici se révèle toute l'ambiguïté du projet de Bellocchio : en ne les inscrivant absolument pas, il pense par là montrer qu'il les tient pour des forces négligeables ou non révolutionnaires, en tout cas incapables de modifier le tableau qu'il donne de la société italienne (les gauchistes sont coupés

des masses qui sont attirées par le M.S.I.). Il n'est pas sûr qu'il ne soit pas la première victime de cet excès de mépris. Car dans un film où tous les éléments sont négatifs, un élément attendu et obstinément absent a de fortes chances d'apparaître comme positif. D'autant plus que le P. " C. " I. peut reprendre à son compte la thèse développée par le film *et qui est la sienne :* les gauchistes sont les fourriers objectifs du fascisme. Pour le P. " C. " I., mieux vaut être absent d'un film où tous les protagonistes sont négatifs, mieux vaut être lu en creux. Quand on sait que c'est à cause de Volontè (cf. *Ecran* 73, n° 12, p. 17), lui-même sympathisant du P. " C. " I., que Bellocchio n'a pas inscrit le Parti dans le film, on se dit que, au bout du compte, Volontè, dans le film comme dans le réel, est le véritable bénéficiaire du film. Dans le film, nous avons vu comment. Dans le réel parce que *Viol* est, aujourd'hui, *surtout* lisible pour le révisionnisme. Quelle que soit la radicalité du « désespoir » de Bellocchio.

Serge Daney.

Etat de siège.

Etat de siège est, selon Costa-Gavras, un *acte* politique ; comme tel, il peut s'analyser en fonction du but stratégique qu'il s'assigne et des moyens tactiques qu'il utilise pour atteindre ce but. Le but stratégique est explicitement de dénoncer l'impérialisme américain, en se servant de l'épisode fameux et spectaculaire de l'enlèvement et de l'exécution de Mitrione, agent de la C.I.A., par les Tupamaros en Uruguay, en 1971. Les moyens tactiques sont précisément le caractère spectaculaire de cet épisode, autrement dit son intégration à une production à grand spectacle, à vedettes et à large diffusion. A propos de *Z* et de *L'Aveu* les *Cahiers* avaient critiqué ce système, qui revenait, d'après les analyses produites à l'époque, à faire à partir d'un matériau politique du cinéma à sensation (comme il y a une presse à sensation), bref, de l'opium idéologique. Cette critique, il faut le dire aujourd'hui, malgré des aspects justes quant au fond, était unilatérale : elle se bornait à dénoncer l'ambiguïté et l'opportunisme qu'il y avait à utiliser les grosses ficelles du cinéma à émotions, à frissons, du thriller, pour « faire passer » un « message » politique qui se trouvait par là même mutilé et obscurci (surdéterminant cette critique il y avait d'ailleurs la haine formaliste du « message », du signifié), sans vouloir tenir compte du fait positif que constituait la diffusion auprès de larges masses ouvrières et populaires, d'un film dont le contenu, au moins en ce qui concerne Z, avait le mérite d'être antifasciste et antimilitariste (*L'Aveu*, bien sûr, nourri de toutes les peurs petites-bourgeoises, des remords révisionnistes et des attaques bourgeoises à l'égard du « stalinisme », était, en France, politiquement beaucoup plus négatif). Si les deux premiers films politiques de Costa-Gavras donnaient surtout bonne conscience à la petite-bourgeoisie et à la bourgeoisie françaises, qui « savent » ne pas vivre en régime de dictature militaire ou « bureaucratique », il reste que le système « *Z* », grâce au succès rencontré (c'est-à-dire dans une certaine mesure grâce aux masses), a permis de faire entrer officiellement la politique dans la grande production cinématographique française, ce qui, même si les effets en sont restés jusqu'à présent très limités (à part *Tout va bien*, qui fut un échec, il s'agit en général d'un cinéma de « gauche » bourgeois et bien-pensant, confit dans la démagogie, du type *l'Attentat*), n'est pas sans comporter des aspects positifs qu'il était erroné de négliger. C'est vrai a fortiori en ce qui

conçerne *Etat de siège :* les films qui dénoncent ouvertement et systématiquement l'impérialisme américain ne sont pas si fréquents ; il était juste et nécessaire dans la conjoncture (une conjoncture appelée à durer encore quelque temps), de faire un tel film. Cela dit, voyons quant au fond.

Le thriller, le film d'aventures, le film « d'action », sont des genres *culinaires,* pour reprendre la terminologie de Brecht. On y consomme de la violence physique, des comportements fascistes. Or, seuls des attardés peuvent croire encore que les référents réels qui permettent d'accréditer la violence en question se trouvent dans un « milieu » style avant-guerre, avec truands à chapeaux de feutre : il est plus rentable, du point de vue de la production, de parler de la mafia, ou des violences plus affreuses qui jalonnent les luttes anti-impérialistes, les luttes contre la répression, etc. Seulement, dans ce dernier cas, on entre dans l'ambiguïté : on est plus ou moins obligé de prendre la violence « innocente » en écharpe par un discours politique. Tant que la violence est celle du « milieu », elle relève de la morale, discours idéologique parfaitement adapté aux genres « culinaires ». La morale est sentimentale, elle fait jouer émotionnellement la subjectivité du spectateur, elle structure sa jouissance et lui donne son poids d'humanité. Le discours politique, c'est autre chose : il désinnocente l'attitude des spectateurs, les renvoie à une prise de parti consciente, non évidente, il enraye la jouissance en proposant une raison terrestre, matérielle, de la violence. Il dépouille la violence de son halo tragique, c'est-à-dire métaphysique, en la rapportant à des positions sociales. C'est pourquoi la bourgeoisie trouve ignoble, selon le mot de Chaban, que la politique se mêle à l'art.

Donc, à dénoncer politiquement les comportements fascistes, que nous goûtions innocemment, comme des comportements fascistes, on change les règles du thriller. La politique dans l'art est de nature « épique », elle renvoie les spectateurs à leur pratique sociale.

Naturellement, le discours politique lui-même peut être repris dans la morale, s'il se borne à dénoncer, à travers tel aspect de la violence politique, la « violence » en général. C'est ainsi que *Z* et *L'Aveu,* de Costa-Gavras, opposaient violence et non-violence : le spectateur était innocenté, puisqu'il était forcément contre la brutalité fasciste ou « stalinienne » à l'égard d'un Yves Montand noble et pur, sincère, pacifiste, idéaliste, souffrant avec l'humanité souffrante.

Etat de siège est plus intéressant parce qu'il est confronté, par son référent historique (et peut-être aussi à cause d'une « évolution politique » à laquelle C.-G., dans un entretien avec *Image et Son,* fait allusion), au problème de mettre en scène *deux* violences : celle de l'impérialisme, des appareils répressifs d'Etat, des fantoches, et celle des Tupamaros, émanation de la résistance des masses à l'oppression. Ce problème de mise en scène est un problème de dialectique.

Il me semble que c'est, depuis le *Potemkine,* le problème fondamental de tout film dont le thème s'inspire plus ou moins directement d'un épisode aigu de lutte des classes : comment la violence des masses répond à la violence du capital ou des impérialistes et de leurs fantoches. Quels sont les moyens, les méthodes des deux camps, sur quelles forces ils s'appuient.

Or, pour aborder dans son film cette question des deux violences, Costa-Gavras a bien mené une enquête, il a même certainement rencontré des Tupamaros. Mais ce qui est décisif, c'est de savoir quel point de vue de classe il a, lui, sur la violence révolutionnaire. Il est certes capable, en tant que cinéaste s'inspirant du genre « policier », de filmer deux groupes armés, l'un opérant au grand jour (scène du quadrillage policier dans la ville au début du film), l'autre clandestinement, ou sous terre. Il est aussi capable, en tant que *cinéaste progressiste,* de filmer la violence contre-révolutionnaire de la police sud-américaine, aidée par la C.I.A. Mais là où réside la difficulté, c'est d'analyser pourquoi les Tupamaros en sont arrivés à utiliser des méthodes telles que l'enlèvement, l'exécution, le pillage des banques, et autres méthodes de luttes « spéciales ». Costa-Gavras est sans cesse pris dans





Etat de siège : Montand et Bideau

une contradiction insoluble de son point de vue (politique) : ou bien les Tupamaros sont un mouvement démocratique (c'est ce qui ressort du discours du cadre qui fait l'interrogatoire de Montand), et alors on ne comprend pas pourquoi des démocrates en arrivent à utiliser de telles méthodes. Pourquoi ne font-ils pas comme les parlementaires de « gauche », qui dénoncent la police, la torture, de leurs bancs de députés ? Ou bien ce sont des révolutionnaires, qui luttent contre tout le système politique, économique, idéologique, dans les conditions d'un pays dominé par l'impérialisme, et dans ce cas, puisqu'en principe ils constituent le référent principal (à moins que ce ne soit Montand !) il faut réellement les mettre en scène : *leur donner la parole*. Et le film pose alors, du point de vue des Tupamaros, le problème de la violence armée, et plus particulièrement celui de la violence spéciale, des actions minoritaires, de la place de ces actions dans la ligne de masse des révolutionnaires. Sur ce terrain, la juste évaluation de la pratique et de la ligne politique des Tupamaros aurait pu être interrogée, mais sur ce terrain seulement. Or le film ne choisit pas explicitement son terrain : sur-insistant sur l'aspect militaire, sous-estimant la place du politique dans l'action des Tupamaros, Costa-Gavras en arrive à les réduire à de simples professionnels du coup de main épris de justice, des démocrates hystériques. On critique ainsi la violence révolutionnaire au nom du pacifisme et de l'humanisme (la place du journaliste dans le film, celui qui comprend *et* l'impérialisme qui torture *et* pourquoi les Tupamaros en sont arrivés là ; l'aspect bourgeois libéral, teinté de progressisme qui comprend comment la répression renforce l'extrémisme, « avec un régime plus démocratique on n'en serait pas là ») et tant qu'à être démocrate et humaniste, autant l'être jusqu'au bout, c'est-à-dire sans en arriver à supprimer la vie d'un homme, fût-il un fasciste ! Les cinéastes « démocrates » sont à la limite capables de filmer l'aspect répressif de l'impérialisme et du capitalisme, mais ce qu'ils n'arrivent pas à comprendre, ce qui les tracasse au plus haut point, c'est le pourquoi de la répression : pour briser les luttes populaires, pour réprimer les révolutionnaires qui les dirigent. Cela leur demanderait de comprendre réellement ces luttes, et pour ainsi dire d'y participer [1]!

Or je ne suis pas persuadé que Costa-Gavras, dans son dernier film, ait pleinement compris cette inégalité et cette dialectique de la violence. J'ai l'impression, au contraire, que le modèle humaniste de dénonciation de « la » violence n'a pas cessé de le guider. « Chaque action que l'on voit dans le film possède sa propre morale, sa théorie », dit-il (entretien avec *Image et Son*). Le film en effet réside pour une large part en une confrontation idéologique, sur la base (le prétexte) de l'interrogatoire de Santore, entre celui-ci (Montand/Mitrione) et les chefs Tupamaros.

Cette opposition idéologique est d'abord une opposition esthétique : le masque buriné, viril, fermé de Montand *versus* le visage angoissé de Jean-Luc Bideau [2] : ce n'est pas bien sûr un hasard si les auteurs du film ont choisi, pour incarner le chef des Tupamaros, ce spécialiste des rôles d'intellectuel suisse paumé dans l'univers mécanisé de la société de consommation occidentale... Le débat Bideau/Montand est celui de la mauvaise conscience contre la bonne conscience ; Montand estime que, pour défendre la démocratie à l'américaine et l'Occident chrétien, tous les moyens sont bons ; il est aussi sincère que les inquisiteurs, précise Costa-Gavras. Quant à Jean-Luc Bideau, ça lui fait mal au cœur, visiblement, d'en arriver à l'extrémité que l'on sait, de devoir exécuter ce tortionnaire en chef et ce fasciste : certes, il y a des raisons politiques pour qu'il en soit ainsi, l'exécution est une solution de désespoir, un pis-aller ; mais à force de répéter (scène de la consultation démocratique dans l'autobus) que ce n'est pas un problème moral, mais un problème politique, sur un ton de plus en plus triste et mécanique, Bideau finit par persuader le spectateur que c'est le problème moral qui, refoulé par la répétition mécanique d'une phrase stéréotypée, est le problème principal.

Yves Montand lui-même est un personnage que les auteurs du film voulaient voir interpréter par un acteur sympathique. (« Et si Montand n'avait pas accepté

1. Ce qui frappe dans tous les films « politiques » sortis ces deux dernières années, c'est leur aspect ultra défensif, ultra-négatif, quand ils ne sont pas carrément nihilistes. Voulant dénoncer la répression, les « magouilles » du système politique bourgeois, ils ne mettent jamais en scène l'autre versant, le versant principal qui explique pourquoi il y a répression, pourquoi il y a crise du système politique bourgeois : parce qu'il y a luttes de masses, luttes *offensives* d'où sortira l'issue *positive*.

2. Il est vrai que Jean-Luc Bideau n'est ni le seul ni le premier dirigeant des Tupamaros. Il n'intervient que dans la seconde moitié du film. Mais c'est cette seconde moitié qui est décisive, qui fait s'affronter le représentant de l'impérialisme américain et le représentant de la résistance populaire à cet impérialisme. Ou plus exactement, c'est alors que l'on sort de la contradiction idéologique maintenue par la rigueur de l'enquête (vous avez fait ceci, dirigé la torture en tel pays : contre vous tous les moyens sont bons, etc.) pour entrer dans le déchirement, le pathétique discret qui permet à Bideau de demander l'aide de Montand, et à celui-ci de lui donner gratuitement son savoir et sa compétence. Et c'est là aussi que C.-G. devrait revoir Brecht d'un peu plus près.

de jouer le personnage j'aurais été chercher un acteur comme Marlon Brando... parce qu'il était impossible de faire de Santore un personnage méchant, du moins qui aurait épousé le stéréotype du méchant. ») Ce n'est pas a priori blâmable et on n'est pas obligé d'épouser ici le point de vue du « romantisme révolutionnaire » à la chinoise : personnages négatifs à l'arrière-plan, verdâtres et grimaçant des sentiments les plus vils [3]. A une seule condition : c'est qu'encore une fois le caractère « sympathique » du personnage ne soit pas versé au compte d'un résidu universel d'« humanité », mais enrichisse dialectiquement son rôle de fasciste et de tortionnaire technocrate : bref, que l'aspect « sympathique » du rôle devienne au bout du compte quelque chose d'aussi atroce et haïssable que la torture elle-même. Brecht, auquel se réfère Costa-Gavras, avait pensé ce problème, par exemple dans le personnage de Maître Puntila. Un homme est un homme, mais ça ne l'empêche pas d'être un oppresseur. Et non : un oppresseur est un oppresseur, mais ça ne l'empêche pas d'être un homme.

Il aurait pu y avoir une dialectique intéressante entre l'« humanité » de Montand et le monde atroce, absolument glacial, des prisons, de la torture, de l'arbitraire policier et fasciste. Cette dialectique est esquissée, mais elle n'est pas menée à terme. Au contraire, la confrontation finale de Montand et de Bideau est écœurante de sentimentalisme : n'est-ce pas Montand qui, lucide, devant le désarroi de son interlocuteur, dégage la logique du processus engagé et, dans un brusque flux d'émouvant désespoir, demande à écrire à sa femme ? décide lui-même de sa mort ?

D'autre part, l'ambiguïté (et peut-être la contradiction) de la position de Costa-Gavras et Solinas à l'égard de l'action des Tupamaros (ont-ils raison ? ont-ils tort dans leurs méthodes ? le film hésite là-dessus mais ne pose jamais en fonction de quoi ils auraient raison ou tort : de critères politiques ou de critères moraux) aboutit à ce résultat négatif que, dans le dialogue entre Santore et ses geôliers, le premier bénéficie de la stature d'un maître : du maître hégélien d'abord, puisqu'il accepte la mort (et si Bideau lui dit qu'il est un larbin, il est dommage que cette vérité ne soit pas explorée plus à fond) ; et aussi de la maîtrise du professionnel, du technicien, par opposition au bricolage qu'impose la clandestinité, aux faux pas des Tupamaros. Et jamais cette maîtrise ne se dément, tout le ridicule et l'odieux revenant aux fantoches, aux militaires, aux policiers, à ceux qui mettent salement la main à la pâte. Pourquoi ? lorsqu'on décide de mettre en scène un personnage comme Mitrione, il faut montrer jusqu'au bout ce qu'il est, dans toute la vérité hideuse de l'impérialisme : Nixon est peut-être « un bon Américain, convaincu de ce qu'il fait, pour le bien d'une certaine Amérique » (*Image et Son*), personne ne songerait à en faire un personnage sympathique. Pourquoi charger les fantoches et épargner le représentant direct de l'impérialisme [4] ?

Si Costa-Gavras reste ainsi dans les déchirements de l'humanisme, c'est bien entendu pour des raisons politiques. Par la bouche de O.E. Hasse, le journaliste dans le film, nous apprenons quelle est la revendication politique des auteurs : c'est celle de la démocratie. Hasse nous rappelle à tout instant que, dans ce pays où règne la dictature, il n'y a pas de démocratie. En ce sens, *Etat de siège* est bien le troisième volet d'une trilogie consacrée à dénoncer la dictature, quelle qu'elle soit, et à exalter la démocratie (le couple totalitarisme/démocratie est à la mode aujourd'hui !) sans spécification politique de classe. Montand nous apprend qu'il agit de même que ses collègues « russes ou chinois » : tout ce qui, dans l'esprit des auteurs, a quelque chose d'une grande puissance (dans l'idée qu'ils s'en font), doit être à travers Montand dénoncé. Cela ne va pas jusqu'à désamorcer la critique de l'impérialisme américain, qui reste un facteur positif qu'on aurait tort de mépriser. Mais cela dédouane, en revanche, la « démocratie » bourgeoise à la française et l'impérialisme français : et *Etat de siège* est un film *français*. *Etat de siège* ne sera pas vu dans des pays tels que le Brésil, la Grèce, etc., ni, malgré le changement de régime, l'Uruguay ; il sera vu dans les

3. Pour réussir des personnages typés et immédiatement ridicules ou répugnants, il faut une maîtrise et une insolence dont, il faut bien le dire, manque un peu Costa-Gavras. Cette maîtrise et cette insolence, on les trouve par exemple chez Bellocchio, dans *Au nom du Père* et dans *Viol en première page*.

4. Il y a une étrange contradiction entre cette volonté délibérée, explicite, de C.-G., de confier le personnage de Santore/Mitrione à un acteur populaire et sympathique, sous le prétexte d'un refus du « stéréotype du méchant », donc du manichéisme, et le portrait délibérément sans nuances des personnages n é g a t i f s secondaires (Renato Salvatori, etc.). Ceux-là sont lâches, ignobles, amoraux (ils font joujou avec les appareils de torture). De même le collègue de Santore, qui pour finir le remplace, a une sale gueule.
Est-ce parce que Santore figure symboliquement l'impérialisme américain, dans la subjectivité divisée duquel nous devons entrer ? Mais pour les peuples du monde, l'impérialisme a une sale gueule.
Ce statut de Santore, le prisonnier de marque, tient certainement pour une part au type de production : il eût été inconcevable de mettre en vedette un personnage répugnant ; pour retenir l'attention du spectateur sur celui qui est à la fois objet d'enquête et sujet d'une vision du monde, il le fallait vénéneux mais séduisant.
D'autant plus séduisant — et ça, ça tient non au type de production, mais à l'idéologie de C.-G. — que Santore meurt. Certes, C.-G. ne le présente pas comme une victime, et en ouvrant le film par la découverte de son cadavre il désamorce tout apitoiement possible. Mais en même temps cette mort, en quelque sorte, libère la haine que pourrait susciter le personnage, l'amortit et permet de le traiter, non comme un chien policier de l'impérialisme, non comme un Klaus Barbie américain, mais « comme un homme ». Personne ne peut souhaiter la mort d'un homme, aussi ténébreux soit-il. Le personnage de Jean-Luc Bideau ne sert pas à dire autre chose. Il y a ici complicité entre la forme de production et l'idéologie des auteurs du film.

« démocraties ». C'est une contradiction dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne semble pas avoir été pensée par Costa-Gavras et Solinas.

Il ne faut pas dire qu'on torture parce qu'il y a la barbarie, écrivait à peu près Brecht ; il faut dire qu'on torture parce que les rapports de propriété actuels entendent subsister. Et il ajoutait que celui qui veut lutter contre la torture sans lutter contre ces rapports de propriété ressemble à quelqu'un qui demanderait qu'on cesse de tuer les veaux, tout en refusant de se priver de rôti de veau.

Il n'est peut-être pas très gentil d'assimiler cette position à celle de Costa-Gavras, lequel tente de dénoncer, par allusion, le pillage économique qui est le fond de l'impérialisme (« C'est vous, et non nous, qui avez besoin d'aide », dit Hasse au fonctionnaire de l'A.I.D. qui lui expose les conceptions philanthropiques qui justifient cet organisme). Pour démentir cet « amalgame », il reste à C.-G. à faire un film sur l'impérialisme français, ou la dictature bourgeoise en France, sans plus de repentirs moralisants.

Pascal Bonitzer, Serge Toubiana.

Français, si vous saviez...

Il est curieux de constater combien l'effet de réel produit par les documents historiques est recherché par le cinéma « moderne ». Non seulement par les films « travaillant directement l'histoire », comme ceux de Harris et Sédouy, mais aussi par les grands « films politiques » comme *L'Affaire Mattei*, *L'Attentat*, ou *Etat de siège*... Ce que ces films mettent en jeu, c'est la place du document par rapport à la fiction, à une fiction qui se nourrit de lui. Et comme il n'est pas possible (ou difficile) d'avoir des documents réels sur Mattei, les Tupamaros, la C.I.A. ou les polices parallèles, ce sont des scènes fictionnelles qui vont jouer le rôle de ces documents manquants. Ainsi le film autoconstruit son référent propre, interne à la fiction. Ainsi, grâce à un montage coupé, saccadé, grâce au flash-back, les pseudo-documents jouent le rôle de la matière première manquante, le rôle d'aliment, de carburant.

Loin de remettre en cause l'écriture classique et la narration linéaire — aujourd'hui le montage est à la portée de tous, — ces effets de style sont appelés à se généraliser dans le cinéma « politique ». Dans ce jeu de la ressemblance, le couple *fiction/faux document tenant lieu de document réel* joue toujours aux dépens d'une analyse politique réelle, de la réflexion sur le réel, qu'il soit reconstitué ou pris sur le vif. Aujourd'hui, dans le cinéma qui reconstitue à grands frais des fresques gigantesques sur des thèmes exposés « à la une » : les révolutionnaires, la Violence, la Maffia, la CIA, l'Hôpital Psychiatrique, la Prison, c'est une tendance profonde : produire un effet choc en montrant ce que tout le monde fantasme, ce que tout le monde sait être un sujet à la mode, par exemple une institution marginale mais ayant des effets idéologiques sur tout le corps social.

L'effet de réel induit l'effet de reconnaissance du spectateur qui retrouve toujours, sous les traits de la fiction, son propre fantasme : « C'est bien comme ça que je m'imaginais une prison ou un hôpital psychiatrique. » Pour tous ces films, l'idéologie bourgeoise, ce n'est jamais qu'un voile, un mythe à démystifier, une méconnaissance à lever, pour que soit laissé en place l'objet réel, l'idée saine et appropriable par tous. Enfin des films qui jettent les masques sous lesquels se déguise le réel, des films qui éclairent les ombres sur tous les appareils qui régissent le monde ! « L'information » est érigée en méthode de la connaissance et c'est sur cette illusion — pas si naïve que ça, puisque programmée par l'idéologie bourgeoise — qu'est construit le film *Français, si vous saviez*. Le titre le dit clairement : il suffirait que les Français sachent... L'histoire est elle aussi une machine dont il faut enfin éclairer le fonctionnement.

La trilogie *Français, si vous saviez* inscrit, dans le fond, un problème crucial pour les auteurs du film : « réfléchir sur la morale même du pouvoir, mettre le pouvoir en question en choisissant les personnages et les événements qui nous semblent significatifs » [1]. Le but est louable, digne d'intérêt, même s'il est un peu vague : il est possible de remettre en cause le pouvoir, — mais quel pouvoir, le pouvoir de qui ? — sur des faits historiques précis. C'est quand, dans la même interview, de Sédouy, reprenant Teitgen, affirme que les rapports entre l'Etat et les citoyens se caractérisent par le mensonge, quand il pose la question de savoir qui est responsable — les citoyens ou les hommes politiques qui sont au pouvoir — de ces rapports marqués par le mensonge et l'hypocrisie politique, que le projet politique du film prend toute son ambiguïté [2].

Si l'on pose la question de savoir de quelles ambiguïtés se nourrit le projet politique des auteurs, on trouve la réponse autant dans l'analyse de leur conception du monde, que dans celle de leur pratique filmique qui épouse remarquablement leur opportunisme politique lorsqu'elle met en jeu la scène historique française. Si, d'une manière générale, les auteurs s'avancent masqués dans leur film, leurs textes autour du film [1], et surtout leur pratique consistant à mettre en scène les personnages politiques ou les témoins des événements, à monter divers documents historiques en toute « neutralité », les démasquent aisément et rendent explicite tout ce qui est, volontairement ou pas, tenu dans l'obscurité.

Il est donc nécessaire, pour les critiques, de faire référence aussi bien à leur conception politique qu'à leur pratique filmique, de faire le va-et-vient entre ce qui est dit et ce qui est montré ; la manière dont on montre l'histoire, l'événement, doit être analysée à travers le montage et le supplément de sens qu'il distribue à travers la chaîne des images historiques, des documents filmés.

La difficulté, lorsqu'on tente de faire des films sur la politique ou sur l'histoire de la vie politique française depuis un demi-siècle, c'est de réussir à cerner les véritables questions à (se) poser, à prendre des périodes de référence et des faits historiques qui adhèrent aux questions théoriques et politiques qu'on pose et qui sont elles-mêmes posées par le mouvement historique réel.

Le Chagrin et la Pitié étudiait une période et un lieu bien précis : la résistance dans la région de Clermont-Ferrand. Le sens profond du film était ambigu puisque, selon l'auteur, les « Français » avaient, dans leur très grande majorité, accepté la défaite de juin 40, avaient accepté l'occupation allemande. Mais on pouvait se permettre de contester, à partir d'une autre analyse de la résistance, à partir de faits historiques précis, la ligne générale du film ; ce qui permettait cette critique, ce qui faisait du film une matière concrète à partir de laquelle on pouvait remettre en question l'analyse erronée de Marcel Ophuls, c'était le cadre très précis du film, qui renvoyait à un référent direct, limité, l'histoire de la résistance à Clermont, et secondairement à une conception de l'histoire, à une attitude politique pour analyser l'histoire, notre histoire.

1. Interview au *Nouvel Observateur*, n° 436, p. 73.

2. « Dans notre film, P.-H. Teitgen parle du mensonge organisé qui caractérise les rapports entre l'Etat et les citoyens. C'est tout le sujet de *Français, si vous saviez*. On y voit les Français qui baissent les bras et se confient à des hommes providentiels quand ça va mal, Pétain ou de Gaulle. Pourquoi ? Est-ce la faute au pouvoir qui organise la démission, ou aux citoyens qui se laissent réconforter par le mensonge ? Le film ne le dit pas, il n'est pas didactique. On est dans le gris, dans l'ambigu. Que les gens décident eux-mêmes en voyant les faits qu'on leur montre et qu'ils avaient ignorés ou oubliés. » De Sédouy, interview au *N.O.*, p. 73.

Français, si vous saviez est un film beaucoup plus ambitieux ; son référent est complexe, diversifié ; l'objet est vaste puisqu'il s'agit de l'histoire de France depuis 1914, dans laquelle les auteurs retiennent comme moments forts, comme unités historiques significatives, les quatre guerres dans lesquelles la France s'est trouvée impliquée [8].

Ce qui unifie les différents éléments hétérogènes que sont les grands événements qui ont secoué notre formation sociale depuis le début du siècle, ce qui recompose l'unité et l'homogénéité des différents éléments, c'est la conception de l'histoire et de la politique des auteurs du film, c'est leur discours sur l'histoire qui modèle, qui canalise le discours de l'histoire. Il faut noter cette différence : d'une coupe verticale dans la chaîne historique (*Le Chagrin et la Pitié* : la résistance à Clermont-Ferrand), on est passé à une coupe horizontale : c'est l'histoire que le film prétend analyser, l'histoire à travers la « morale politique ».

3. La guerre est-elle une entité suffisante, assez significative, pour devenir le jalon qui marque l'évolution historique d'un pays, le sceau indélébile qui marque la conscience des « Français » ? Peut-on, indéfiniment, aborder l'histoire du point de vue de la chronologie, de la suite linéaire d'événements pour dégager ensuite une morale de l'histoire ? Doit-on, pour « démystifier » l'histoire, prendre les mêmes matières premières que les livres d'histoire de nos écoles secondaires, en refoulant complètement *l'histoire économique ?*

L'idée fondamentale des auteurs tourne autour du couple *pouvoir/légitimité*. Il faut qu'un homme politique ait une légitimité quelconque pour aspirer au pouvoir, ou, en quelque sorte, qu'il tire son pouvoir de sa légitimité. Avant 1789, les rois tiraient leur légitimité politique de Dieu. Depuis, ce principe a été remis en cause par la démocratie bourgeoise : le pouvoir appartient à des hommes élus par le peuple. Ce qui fait la force de Pétain, c'est la victoire de Verdun et le pouvoir qu'il en a tiré : sa popularité devant le peuple français. Ce n'est qu'en 1940 que Pétain fut appelé au pouvoir, porté par l'image de Verdun, vieille de plus de vingt années. Pour qu'il ait le pouvoir, il fallait qu'il assure sa légitimité historique : les images des services d'actualité ne se privent pas de nous le prouver. Les masses françaises, les « Français » pour Harris et de Sédouy, avaient besoin d'un père légitime et respectable ; ils l'ont eu, et qui plus est, en lui un homme providentiel qui les sauverait une fois de plus de la débâcle. Malheureusement, en 1944, Pétain n'est plus capable de faire autre chose que des discours mystiques à la radio, demandant au peuple d'expier encore pour les fautes commises. L'image qu'il donne de la France est celle de la défaite, de la collaboration dans le déshonneur, faisant vite oublier celle de Verdun. C'est à peu près ainsi que les auteurs analysent la période allant de 1940 à 1944. Entre-temps, de Gaulle, de l'étranger, s'occupe à revigorer l'honneur des Français, ou plutôt de la France, qui l'intéresse beaucoup plus. Ce qu'il ne supporte pas dans la France de Vichy, c'est le déshonneur, la souillure qui marquent le pouvoir et les hommes politiques qui gouvernent le pays. Il ne supporte pas une France divisée, un pouvoir qui va chercher ses ordres à l'étranger. Le mythe gaulliste commence le 18 juin 1940, une certaine idée de la France renaît. Sa légitimité, de Gaulle la tire certes de la résistance victorieuse, mais surtout du sentiment d'honneur qu'il a redonné à la France. En 1945, celle-ci redevient une grande nation, avec un Etat, un pouvoir qui s'attachent à la reconstruction. La continuité est respectée : un père a perdu sa légitimité au profit d'un autre, plus jeune, plus fort, plus ambitieux. C'est ce que veut dire l'affiche du film : on y voit des petits bonshommes (« les Français » !) en train de déconstruire une image de Pétain faite de briques, et qui, à l'aide de ces mêmes briques, construisent, à côté, l'image de de Gaulle, dont le portrait est en surimpression.

Que deviennent les masses dans cette analyse ? Le rapport au père induit qu'elles soient châtrées, et elles le sont dans le film. Les mêmes foules ont acclamé, à quelques semaines d'intervalle, Pétain et de Gaulle, presque au même endroit. Quand la situation est difficile pour le pays, les « Français » baissent les bras et se confient à des hommes providentiels. Pour Harris et de Sédouy, les masses n'ont pas le sens de l'histoire ; tout au plus, en les interviewant, arrive-t-on à recréer une époque, une ambiance, ou, à la limite, à comprendre un événement, mais jamais à saisir réellement le sens de l'histoire. Entre la légitimité d'un Pétain ou celle d'un de Gaulle, il ne semble pas qu'il y ait tellement de différences pour les auteurs. Il y a même continuité, puisque ce sont les mêmes gens qui portèrent

au pouvoir les deux « grands hommes », et dans les deux cas, de la même manière : en baissant les bras, en déléguant leur pouvoir. Ravanel est là pour témoigner : bien que chef de la résistance des F.F.I. dans la région de Toulouse, donc placé dans le mouvement historique et politique, il se voit déposséder de sa part de légitimité politique par un de Gaulle ambitieux et intransigeant, supportant mal l'utopisme des jeunes résistants.

Pour mieux comprendre la conception politique des auteurs, il est nécessaire d'analyser l'économie du film, qui s'organise à deux niveaux :

— la matière même du film, constituée de documents d'époque, qui permettent aux auteurs de reconstituer l'histoire, et qui fonctionnent comme critères de la vérité historique ; « C'est comme ça que cela s'est passé [4] ». Cette matière peut servir d'alibi historique, de dernière instance, recouvrant l'idée fort répandue selon laquelle les faits parlent d'eux-mêmes ; la vérité est comprise dans la somme des événements, cachée au sein même de l'histoire, et le spectateur ou l'historien sont à même de rechercher cette vérité (le montage est pour le cinéaste la méthode spécifique pour travailler l'histoire !), de la trouver en sachant qu'elle ne sera que sa propre vérité. Quand on pense que le moindre film d'actualité de l'O.R.T.F., tourné aujourd'hui, pourrait servir dans vingt ans de document historique irréfutable, on peut s'interroger légitimement : enfin, quoi ! Les services d'actualités qui filmaient Pétain à l'Hôtel de Ville en 1944 étaient les services d'actualités qui travaillaient pour le gouvernement de Vichy ; ceux qui filmèrent, deux mois plus tard, de Gaulle au même endroit, étaient les services d'actualités de la Libération. Non seulement ils ne filmaient pas la même chose, mais ils ne voulaient pas que leurs films disent la même chose : les premiers tendaient à dire que Pétain était le sauveur de la France grâce à la collaboration avec l'Allemagne, les deuxièmes, que de Gaulle était le porte-parole de la Libération nationale. Les services de Vichy, au moment où ils filmaient Pétain acclamé par les foules, n'auraient pas pu filmer la résistance populaire, qui luttait *aussi* contre la propagande idéologique collaborationniste déversée par ces mêmes actualités [5]. Le critère fondamental de la vérité historique et politique n'est pas contenu ni confondu dans le réel lui-même, encore moins dans une partie du réel filmé, mais dans l'analyse et la synthèse des événements, dans la conception du monde qui se reflète dans cette analyse : *faire parler le réel pour qui et contre qui, c'est encore le problème qui nous occupe.*

— Le discours des auteurs sur l'histoire, exposé dans le montage des documents, et mis en jeu dans l'interview des personnages : il s'agit de faire coïncider l'histoire réelle avec la conscience qu'en ont aujourd'hui les personnages qui ont été directement partie prenante dans le cours des événements. On doit se demander s'il est possible de filmer l'histoire, de faire un film sur la vie politique française sans qu'elle se résume à celle des « grands hommes » qui en ont été les porte-parole depuis un demi-siècle. Par pure dénégation, les auteurs pourraient abonder dans le sens contraire : n'ont-ils pas aussi interviewé de simples gens, tels les ouvriers de De Wendel, la femme rapatriée d'Algérie, l'ancien para ou la vieille épicière lorraine ? Soit. Mais il est nécessaire de cerner la logique qui fait coexister, dans le film, les deux types d'interviewes et d'analyser la conception générale des auteurs concernant le rapport des masses au pouvoir, des masses aux « grands hommes » politiques. Le système politique bourgeois, et la conception du monde qui le fonde idéologiquement, ne conçoivent les masses que comme un ensemble d'individus, ne se définissant pas socialement, et déléguant leurs destinées à des hommes politiques providentiels. La classe dominante, la bourgeoisie, qui n'est qu'une minorité, a besoin de nier le rôle des masses pour asseoir son universalité : l'histoire n'est pas régie par la lutte des classes, mais par la lutte d'idées entre des hommes politiques élus, qui s'affrontent selon des règles et des codes conçus par la bourgeoisie elle-même.

Le film de Harris et Sédouy reproduit la conception bourgeoise des masses et du couple citoyens/Etat ; les masses, ce sont les « Français », sans distinction de

4. Le style reportage T.V., pratiqué dans *Français, si vous saviez*, ajoute à la garantie qu'est le documentaire d'époque, la garantie spatiale : « C'est ici que cela s'est passé ». Cela donne des scènes de commémoration d'une rare intensité, où le direct joue à plein son rôle de catalyseur émotionnel ; le témoignage y gagne en authenticité ; la personne interviewée retrouve son passé, et l'image essaie vainement de coïncider avec le son commémoratif, avec le son historique, comme pour inviter le spectateur à (re)-vivre l'événement dans l'illusion de la négation de la double temporalité.

5. S'ils faisaient un film sur mai 1968, les auteurs pourraient monter les films des manifestations populaires du 13 mai avec celle, *gaulliste*, des Champs-Elysées. Etaient-ce les mêmes « Français » qui défilaient aux deux ? Harris et Sédouy réussissent d'ailleurs, avec la sournoiserie qui est la leur, le tour de force d'insérer les *seuls plans* reflétant *la révolte idéologique de masse de la jeunesse intellectuelle contre l'enseignement et la société bourgeoise en mai 68* (sur huit heures de film) entre deux déclarations du royaliste de tout temps Boutang sur le thème : « nous aussi, nous étions révoltés en 1936 ». L'équation libérale bourgeoise « les extrêmes se touchent » fonctionne à plein.

classes ou bien, des distinctions sociologiques bourgeoises. Pétain, de Gaulle ont représenté à tel moment les Français dans leur ensemble. Si les Français ont choisi Pétain en 1940 et de Gaulle un peu plus tard, c'est soit à cause de leur versatilité légendaire, soit de leur quête d'un père protecteur, de toutes façons, pour des raisons psychologiques et sentimentales. Cette conception bourgeoise et réactionnaire de la vie politique programme et induit la place occupée par les personnages issus des masses dans le film : celle de témoins directs, ayant le point de vue du vécu par rapport à celui de l'intelligence du moment, le point de vue de la synthèse politique qui est l'apanage des hommes politiques [6]. Il peut arriver que les masses et les hommes politiques disent la même chose : la femme rapatriée d'Algérie et Argoud ont le même jugement sur de Gaulle, mais pas pour les mêmes raisons, et ils ne l'expriment pas de la même façon. L'une s'est sentie lésée par la perte de l'Algérie, dans ce qu'elle avait de plus cher, sa terre, sa vie de femme née en Algérie. Argoud, homme de foi, ne peut supporter qu'un homme comme de Gaulle renie en 1962 ce qu'il avait affirmé en 1958, en trahissant toute l'armée française. L'une a le point de vue du vécu, de la sensibilité, l'autre fonctionne sur le code de l'honneur, de la parole donnée.

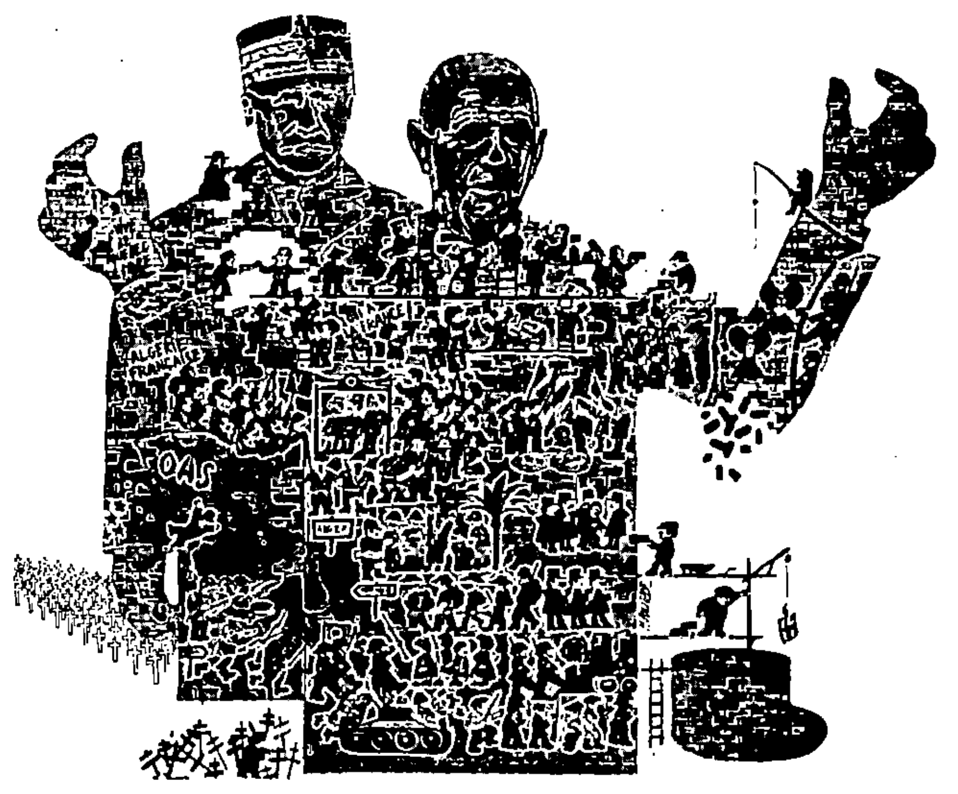
6. La palme de l'odieux revient sur ce point, sans contexte, au poète Senghor qui, dans le style ampoulé qui est le sien, « démontre » — arguments raciaux à l'appui — que les masses populaires de France ont « naturellement » besoin et envie d'un pouvoir fort.

Les rares fois où les « masses » ont la parole dans le film, c'est pour apporter leur témoignage limité sur un événement, ce n'est jamais pour donner un point de vue d'ensemble sur une période historique ; le montage est là pour jouer le rôle de censure, *pour parcelliser le discours politique des masses.*

Les personnages politiques interrogés sont interpellés en spécialistes. Leur discours sera donc un discours raisonné, maîtrisé. Cependant, certains hommes politiques interrogés peuvent s'éliminer d'eux-mêmes par leur trop-plein d'énergie, tel Argoud, ou leur trop grande amertume, comme Tillon. Visiblement, ils ne marchent plus, ne supportent plus les combines imposées par le système politique, et pour des raisons différentes, ont déserté la scène historique. C'est l'image qu'ils veulent donner d'eux-mêmes, mais l'image que leur renvoie le film, c'est celle de personnages rejetés, exclus par la scène politique : ils pèchent par excès ou par défaut de velléité, ils sont, de toute façon, les brebis galeuses d'une époque historique.

Si on interroge si longuement un homme aussi réactionnaire qu'Argoud, c'est pour des raisons politiques bien précises, qui tiennent à la conception qu'ont les auteurs du rapport *sujet politique/position de classe*. Argoud est certainement un homme de droite pour les auteurs du film, mais il est intelligent, il croit à ce qu'il dit, il le dit à haute voix, presque naïvement ; on peut donc lui faire dire des choses intéressantes, on peut en faire un personnage représentatif des courants réactionnaires, O.A.S., tout en le filmant d'une manière telle qu'il se démasque, se ridiculise. Par certains côtés, il pourra fasciner le spectateur, par d'autres il s'éliminera lui-même de la scène politique, par son irréalisme, son trop-plein d'énergie, son aspect « militaire prêt à reprendre du galon au moindre appel ». Cette manière de traiter un problème politique — le phénomène O.A.S. pendant la guerre d'Algérie — en le faisant coïncider avec la façon dont *un* homme l'a vécu, y a participé, y a pris des responsabilités importantes, est typique d'une conception social-démocrate de la politique ; la longue interview d'Argoud, celles d'Isorni, de Boutang, ou à un autre niveau de l'aumônier de la prison de Nancy, interpellent le spectateur en sujet neutre : ces hommes sont peut-être des hommes de droite, mais ils sont assez intelligents, ou assez ridicules, ou assez typiques, pour être dignes d'être interrogés, et ce qu'ils disent peut apporter de la lumière sur l'histoire réelle. Il y a dans chaque discours, qu'il soit de droite ou de gauche, des éléments d'information sur le réel lui-même ; il est juste et nécessaire de connaître le discours de l'ennemi, pour mieux le combattre ; mais à penser que ce discours pourrait s'éliminer par ses excès, qu'un discours de droite pourrait, en même temps qu'il s'énonce, produire sa propre rature, son propre arrêt de mort, qu'il pourrait s'annuler de lui-même, sans qu'il soit nécessaire de produire l'analyse juste, la critique de ce discours, énoncée à partir d'une position politique, d'une position de

FRANÇAIS SI VOUS SAVIEZ



UN FILM EN 3 EPOQUES

DE ANDRE HARRIS ET ALAIN DE SEDOUY

classe explicite, on n'est pas loin d'une conception libérale bourgeoise à peine voilée : « Il y a du bon dans chaque chose ».

De toute façon, *on ne dépasse pas le cadre de l'interview d'un personnage, de son cas personnel,* en jouant au besoin sur l'aspect clinique de l'homme : la psychologie est élevée au rang d'analyse politique, et est chargée de la refouler. Mais cela ne trompe pas.

Prenons un exemple, la manière dont est traité le « phénomène » de Gaulle. Ce qu'on reproche à de Gaulle — c'est aussi ce que lui reprochent Argoud, Isorni, la femme rapatriée, l'ancien para d'Algérie. — c'est d'avoir changé de position sur l'Algérie de 1958 à 1962. Or, pourquoi de Gaulle a-t-il changé de position sur l'Algérie ? Parce qu'il était un politicien éhonté, un menteur, un opportuniste ou un charlatan ? Ou bien parce qu'il représentait, dans les années soixante, le point de vue d'une fraction de la bourgeoisie française, la plus éclairée, la plus « intelligente », celle qui misait sur le néo-colonialisme ? Mis en comparaison avec l'argumentation d'Argoud, de Gaulle s'en tire largement, malgré quelques égratignures secondaires : son point de vue est mille fois plus « juste » pour la bourgeoisie, que le point de vue plein d'amertume, de rancœur d'un colonel, qui, lui, se vante de ne pas avoir changé de position, de croire à la « parole donnée ». Le montage est facile, éloquent, la contradiction apparaît comme évidente, mais est-ce vraiment la contradiction *politique* réelle ?

Ce que Harris et de Sédouy cherchent à savoir quand ils interrogent les hommes politiques sur leur passé, c'est s'ils se renient ou s'ils assument réellement tout leur passé. Quand on demande à Benoît-Frachon de répéter, *aujourd'hui,* la phrase qu'il a prononcée *en 1936* aux accords de Matignon, et qu'on se sert du documentaire de l'époque (en l'occurrence, un film de fiction réalisé par le P.C.F.) pour le prendre en flagrant délit au cas où la phrase répétée ne serait pas la même, on a un condensé de la *méthode* utilisée par les auteurs pour juger un homme politique, conception archiréformiste, qui fait chaque fois l'économie de l'analyse politique proprement dite. Cette conception, quasi poujadiste, inscrit la place des auteurs dans le procès narratif du film : une position de pseudo-maîtrise du procès historique, qui cache en fait l'aveuglement le plus total. Bien sûr, Duclos apparaît honteux et incapable d'analyser les « erreurs » de Staline — « C'est la faute de Béria ! » — et, de plus, semble oublier son passé de défenseur inconditionnel de Staline, il y a une vingtaine d'années [7]. On veut bien croire qu'il aurait du mal à produire l'analyse de la question soulevée, mais les auteurs posaient-ils la question innocemment, en espérant une réponse explicite sur laquelle ils auraient, eux, un avis ? Ou voulaient-ils simplement montrer que Duclos, aujourd'hui, a du mal à assumer le Duclos d'hier, jouant sur la complicité du spectateur — « Vous voyez, c'est facile de prendre en flagrant délit un homme politique ! » — et surtout sur leur savoir supposé, le savoir de ceux qui posent les questions et qui, naturellement, possèdent les réponses.

7. Il faut signaler que l'anticommunisme viscéral des auteurs prend, comme c'est la règle pour tout bon social-démocrate, la forme de l'antistalinisme. Ainsi, la seule atrocité rapportée sur la Deuxième Guerre mondiale est-elle le fait de l'Armée Rouge (épisode des « malgré nous »). Nouvelle équation classique : Staline = Hitler.

Or les dés sont pipés, car le lieu d'émission des questions *excède* le champ proprement dit des réponses formulées par les différents personnages interviewés : il n'y a, souvent, qu'une question posée, mais avec autant de réponses que de personnes interrogées ; c'est-à-dire que dans la question est incluse la somme des réponses partielles et contradictoires, leur montage contradictoire devant produire l'effet voulu sur le spectateur ; l'inscrire en *sujet neutre,* en position d'extériorité par rapport au procès historique, au-dessus de la mêlée. Cette interpellation du spectateur en sujet neutre est inscrite matériellement dans la place accordée à l'interview de Mendès-France, qui est sans doute le seul homme politique épargné par les auteurs ; Mendès-France, c'est la sagesse, c'est la raison qui analyse le procès historique, le point de vue de la rationalité économique, plus un brin de morale politique qui disculpe tout le monde ; en de Gaulle, il y avait tel trait de caractère et tel autre ; dans l'affaire algérienne, il y avait des révoltes mais on ne pensait pas que les Algériens eux-mêmes voulaient en arriver là ; bref, la vérité est inextirpable du réel, et on ne peut pas en vouloir aux hommes politiques de

commettre des erreurs. L'histoire est (re)vécue, analysée sur le mode fataliste : « La France aurait pu, sous certaines conditions, être celle de Ravanel. Il aurait fallu une période d'austérité, comme dit Mendès-France dans le film. Mais les Français n'en ont pas voulu, et pour de Gaulle, c'était tant mieux. Il faut savoir pourquoi on choisit l'austérité, au nom de quoi, dans une société non totalitaire... »[8]. L'histoire est réellement un drame pour les auteurs, un drame joué par des sujets tragiques, et les prises de conscience sont douloureuses, surtout quand ceux pour qui le drame est joué — les « Français » — ne s'aperçoivent pas de l'intensité du jeu, de la portée historique de l'affrontement. En même temps que morte[9], l'histoire est conçue comme éternelle, puisque la politique, la dialectique des événements contradictoires, sont résorbées dans l'idéologie, ou plus simplement dans la psychologie. Il faut critiquer fermement ces films, non seulement parce qu'ils ne posent pas les véritables questions à l'histoire — quel est le véritable moteur de l'histoire, quels sont les véritables héros, quelle est la place des « hommes providentiels » dans le mouvement historique, qu'est-ce que le pouvoir, quelle est la place de l'économie ?... — mais aussi parce qu'ils sont profondément pessimistes, défaitistes, *aujourd'hui*, dans notre conjoncture.

Serge Toubiana.

8. *Nouvel Observateur*, p. 83.

9. Une des principales critiques à faire aux films concerne l'absence complète d'inscription de la double temporalité ; pour faire un film du point de vue de l'écho que l'histoire, les événements portent en eux pendant des années et qui résonne dans la conscience des masses aujourd'hui encore, il aurait fallu réellement mettre la politique au poste de commandement, la dialectique historique. Pour les auteurs, aujourd'hui encore, les « Français » baissent les bras, et les hommes politiques mentent.

Les auteurs ont *une* idée : c'est que les Français depuis cinquante ans, n'ont, eux aussi, qu' *une* idée (ils cherchent un père). La thèse du film, c'est la permanence et cette permanence c'est celle d'un Oedipe particulièrement malheureux : dès qu'ils sont en difficulté, les Français s'en remettent à un père qui en profite pour les trahir. La contradiction pouvoir/citoyens, devient père/citoyens et le problème de la légitimité du pouvoir se noie dans celui de la légitimité du père (dans celui de ses « références »). Cet usage sauvage de la psychanalyse a pour effet de rendre l'histoire (le développement des contradictions objectives) à la fois lumineuse (les Français poursuivent une seule idée et on sait laquelle) et totalement confuse (ils la poursuivent à travers des situations toujours changeantes). Hasard et nécessité, idée fixe et versatilité, ces mamelles de l'idéologie bourgeoise se donnent la main pour faire de l'histoire une sorte de piétinement triste, une succession de pères indignes.

Il faut dénoncer cette conception de l'histoire qui date au moins de Bossuet ou de Guitry. C'est celui qui ne se donne pas les moyens de saisir le développement objectif des contradictions qui parle de la « versatilité » des masses (trop de changement), c'est le même qui leur reprochera de n'avoir qu'une idée en tête (pas assez de changement). Trop ou trop peu de changement ? En fait, les auteurs sont incapables de saisir, d'analyser ce qui change et pourquoi ça change. Ils n'en ont pas les moyens. D'abord parce que là où il y avait des classes en lutte, ils ont vu (c'est dans le titre) des « Français qui ne savaient pas », non pas la division dans la lutte mais l'unification dans l'ignorance. Ensuite parce que la seule contradiction pensable dans leur système, c'est la non-coïncidence ; c'est parce que les Français ne savent pas ce qu'ils veulent, parce qu'ils se « contredisent », que des pères indignes en profitent. C'est dans la tête des gens, dans le jeu de leurs contradictions subjectives, que se trouve la racine de tous les maux. Et c'est ce point de vue idéaliste qui commande tout le travail de Harris et Sédouy.

Car le succès de la trilogie a plusieurs raisons. Et s'il est vrai qu'il s'inscrit dans le retour en force sur les écrans français de l'idéologie petite-bourgeoise (dans sa version poujadisante), il ne faut pas minimiser le *travail* (spécifique) des auteurs. Ils ont su couler leur vieille camelote dans des formes « modernes » qui tiennent compte des acquis et des mutations des quinze dernières années de cinéma en les faisant servir leur projet : les problèmes du référent, de l'enquête et du montage.

Ce sont des problèmes avec lesquels *tout* cinéaste aujourd'hui doit se mesurer pour peu qu'il veuille que son film *intervienne*. Disons grossièrement que le référent, c'est la manière dont est pensé le rapport du film à la vérité, l'enquête un moyen de déboucher sur la vérité, le montage un moyen de la provoquer. Mais de quelle vérité s'agit-il ? La petite-bourgeoisie, celle qui exige toujours plus de vérité (« faire la lumière sur ») exige en même temps toujours moins de contradictions. Pour elle, la vérité c'est cela, la résorption des contradictions. Contradictions entre les hommes, contradictions à l'intérieur de chaque homme. Si les hommes ont une idée fixe (les Français, par exemple, cherchent un père), chaque homme doit bien avoir, lui aussi, son idée fixe. Une idée à laquelle il est *fidèle*. Voilà la « vérité » que cherchent Harris et Sédouy, voilà la recherche qui commande à leur travail, à leur méthode.

Prenons un moment où cette méthode est facile à cerner. Lorsqu'ils essaient de faire dire à Benoît-Frachon (ou à Duclos) *la même chose* qu'en 1936, que font-ils ? Ils résolvent à leur manière le problème du référent : au lieu de rapporter chaque discours à la situation concrète, historique, dans laquelle il est produit, ils rapportent le second au premier. La mise en présence des deux fragments permet le court-circuitage de toute analyse politique : *c'est le jeu bien connu d'un miroir qui reflète un autre miroir*. Comme si le fait qu'un homme se contredise à trente ans d'intervalle pouvait apprendre quoi que ce soit sur ce qui est réellement en jeu dans cette contradiction !

Du coup, à quoi sert le montage ? Pas du tout à rendre sensibles les contradictions mais à les dénoncer. Mettre deux fragments filmés en présence, ce n'est pas pour Harris et Sédouy, permettre l'émergence d'un sens sauvage, nouveau ou imprévu, c'est uniquement mettre le second à l'épreuve du premier. La seule question qui les intéresse : celle de la fidélité (d'un homme à lui-même, d'un fragment à lui-même) : Argoud est-il fidèle à ce qu'il disait il y a dix ans ? Oui. Et Duclos ? Non. Ce n'est pas une analyse politique, mais c'est une pseudo-analyse qui a des effets politiques. Car dans ce système (formel et idéologique), on ne s'étonnera pas que ceux qui passent le mieux l'écran soient les hommes « de la parole donnée », alors que les vrais politiques, contraints, eux, d'analyser la situation concrète, font figure — dès que celle-ci est absentée du film — de crapules. Argoud, par exemple, peut très bien avoir eu tort politiquement, on sent que ce n'est pas le problème des auteurs. Leur problème, c'est qu'Argoud ne se contredisant pas doit bien posséder une part de vérité.

A quoi sert l'enquête ? Pas du tout à susciter, provoquer les contradictions. Simplement à *faire parler le réel*, mais en sachant ce qu'il doit dire : il doit se répéter. L'enquête d'Harris et Sédouy, c'est très précisément l'enquête policière : peu importe la vérité, il faut que les déclarations, les aveux, coïncident. Cela produira toujours un « effet de vérité » : répéter quelque chose lui donne du poids. Enquête destinée à ne rien trouver (de même que le montage ne devait rien produire) mais à retrouver ce qui se perd avec le temps.

Le référent, le montage, l'enquête : ces mots n'ont guère de contenu en soi. On voit ici comment ils peuvent s'articuler et concourir à servir un point de vue de classe bourgeois qui ne cesse de faire miroiter le corps de l'histoire que pour mieux y poursuivre sa rumination imaginaire.

Serge Daney.

Pour l'unité des marxistes-léninistes.

Malgré les divergences qui les opposent, les rédactions des revues Cinéthique *et* Les Cahiers du cinéma, *dans un souci commun d'unité, ont engagé des discussions pour tenter de réduire les obstacles qui entravent actuellement le processus d'unification entre les deux revues, discussions dont la nécessité avait été reconnue de part et d'autre depuis plusieurs mois, et prenant pour base les bilans des pratiques communes aux deux revues.*

Une première réunion des deux rédactions a eu lieu le vendredi 11 mai. Au terme de cette discussion, et d'un commun accord, nous avons décidé de publier la réponse de Cinéthique *à l'article de Philippe Pakradouni : « D'abord enquêter ! »* (CdC, *n° 244), et le commentaire de Pakradouni à cette réponse, bien que ces textes soient aujourd'hui sur plus d'un point dépassés : non pas quant aux divergences qui ne sont toujours pas levées, du moins — et c'est important — quant à la clarification de l'*objet *de ces divergences et à la méthode désormais adoptée pour tenter de les réduire.*

Les Rédactions de Cinéthique *et des* Cahiers du cinéma.

une lettre de *Cinéthique*.

C'est dans le but d'apporter une contribution positive au procès d'unification des marxistes-léninistes sur le front culturel que nous intervenons, aujourd'hui, dans les *Cahiers du Cinéma*.

Les Cahiers du Cinéma et *Cinéthique* sont, actuellement, les deux seules revues à se réclamer explicitement du marxisme-léninisme sur le front culturel. Notre isolement commun, face à la domination massive des courants bourgeois et petits-bourgeois, nous impose d'unir nos efforts pour affronter en position de force les ennemis principaux et secondaires du moment. La recherche de l'unité est un principe fondamental du marxisme-léninisme, car sa réalisation conditionne la capacité des marxistes-léninistes à donner une direction juste, scientifique, au mouvement révolutionnaire.

Un procès d'unification ne se développe pas sans lutte. Nous attendons des marxistes-léninistes et de tous les révolutionnaires les critiques que nous ne pensons pas devoir leur ménager. Un procès d'unification ne peut se réaliser sur des bases

opportunistes. Il ne s'agit pas d'effacer les divergences — réelles ou supposées, — mais tout au contraire de les discuter à fond, en gardant en vue le but poursuivi : l'unité.

C'est sur ces positions de classe que nous avons lu l'article « D'abord enquêter ! » (*Cahiers du Cinéma*, n° 244).

Cet article rompt incontestablement avec la pratique antérieurement développée par les *Cahiers* à notre égard : la polémique bourgeoise. Aux attaques énervées, superficielles, subjectivistes, est substituée une tentative d'analyse concrète. Il s'agit pour la première fois, de façon ouverte, déclarée, de s'appuyer sur un texte de *Cinéthique* — critiquer ses aspects négatifs, renforcer ses aspects positifs — pour faire avancer les pratiques de lutte des marxistes-léninistes et de tous les révolutionnaires dans les appareils culturels. Nous ne pouvons qu'approuver ce projet : tel est effectivement un des aspects de la méthode de résolution des contradictions entre marxistes-léninistes : unité - critique - autocritique - unité.

Néanmoins, la démarche concrète du texte entre en contradiction avec le projet qui le meut de façon ouverte, déclarée. Exemple : comment peut-on soutenir *à la fois* que le texte « Pratiques de diffusion » (in *Cinéthique*, n°s 11-12) « constitue la systématisation la plus avancée et la plus juste de la pratique des revues de cinéma désireuses d'intervenir dans les appareils culturels sur des bases marxistes-léninistes », et tirer de ce même texte la conclusion que *Cinéthique* « rejette la ligne de masse en tant que méthode de connaissance ». Si une telle critique était fondée, l'article « D'abord enquêter ! » aurait-il encore un objet ? Pourquoi spécifier la critique à l'analyse d'*un* texte *daté* (1971), se défendre de critiquer les positions politiques actuelles de la revue pour faire finalement ce qu'on prétend ne pas vouloir faire : *Cinéthique* ignorerait (en 1971 ou en 1973 ?) le rôle déterminant de la pratique, ferait passer en (1971 ou en 1973 ?) son intérêt particulier pour l'intérêt général ?

Ces critiques sont d'autant plus insoutenables que l'auteur de l'article les formule en développant des thèses... qui sont précisément développées dans *Cinéthique* (dès le n° 11-12, et dans l'article visé).

Loin de « rejeter la ligne de masse en tant que méthode de connaissance », le texte « Pratiques de diffusion » démontre (et plusieurs textes du numéro reviennent sur ce point), que c'est le processus de développement d'une ligne de masse [1] en matière de diffusion qui nous a amenés à rectifier nos positions théoriques à plusieurs reprises ; c'est le processus de développement d'une ligne de masse qui nous a conduits à nous appuyer, dans la préparation et dans le développement des débats, sur les « éléments relativement actifs » dans le but d'« isoler la droite et de gagner le centre » ; c'est le processus de développement d'une ligne de masse qui nous a conduits à reconnaître d'emblée le rôle décisif de l'enquête marxiste (« enquêtes sur le cadre idéologique où doit avoir lieu la projection, nature de l'appareil idéologique, orientation de ses activités habituelles, composition sociologique et sociale, idéologique et politique du « public » qui va voir ces films, contradictions idéologiques et politiques locales dans lesquelles l'appareil est pris » (in *Cinéthique*, n° 11-12, p. 25) ; c'est encore le processus de développement d'une ligne de masse en matière de diffusion qui nous conduit à poser la production de films comme tâche principale à l'étape actuelle.

Sans doute avions-nous tendance à généraliser à partir de notre expérience particulière. Mais, sauf erreur, nous étions alors le seul groupe organisé à intervenir dans la diffusion de films sur des positions marxistes-léninistes. La situation ayant apparemment changé aujourd'hui, nous sommes les premiers à proposer, dans un but d'unité, des échanges de bilans, entre autres aux *Cahiers du Cinéma* (propo-

1. Il est erroné de parler, dans la période actuelle, d'« application de la ligne de masse » sur le front culturel, comme application d'une ligne déjà élaborée. Nous parlons par contre de *processus d'élaboration de la ligne de masse*, en marquant que la pratique des masses constitue le critère de justesse de cette ligne.

C'est des *tâches exigées par ce processus*, dont l'objectif principal est actuellement l'unification des marxistes-léninistes et la construction du Parti, que nous proposons de discuter.

sition concrète : confronter nos pratiques de diffusion des films chinois dans le but de publier une brochure commune sur la question).

Comment soutenir, dans ces conditions, la prétendue croyance — naïve ou pas — de *Cinéthique* en la « force intrinsèque de l'idée vraie ? » Comment insinuer que nous ignorons que « la destruction des appareils idéologiques sera le fait des masses elles-mêmes » et non des seuls rédacteurs de *Cinéthique ?* Comment *ne pas lire* que notre rôle *dirigeant* en matière de diffusion de films consistait pour l'essentiel à permettre aux éléments avancés de s'approprier, dans le procès de notre lutte commune contre les éléments réactionnaires, la direction effective des luttes qui traversaient les appareils où nous intervenions de façon ponctuelle ?

Systématisons : l'article « D'abord enquêter ! » nous explique ce que nous pratiquons depuis plusieurs années, tout en nous critiquant de ne pas le pratiquer. Une telle méthode ne nous paraît pas propre à faire progresser le débat dans la voie de l'unité entre les deux revues, ni surtout dans les rangs des marxistes-léninistes et de tous les révolutionnaires. A moins que les *Cahiers du Cinéma* ne soient tombés par mégarde dans la déviation qu'ils croient pouvoir dénoncer dans *Cinéthique* : faire passer l'intérêt particulier de la revue pour l'intérêt général.

Le rédacteur de l'article « D'abord enquêter ! » expose avec justesse les principes marxistes-léninistes en matière d'unité, mais il trahit ces principes dans les faits.

Nous pensons que le rédacteur de l'article « D'abord enquêter ! » et l'ensemble des rédacteurs des *Cahiers du Cinéma* comprendront que la critique des positions *réelles* de *Cinéthique* est un préalable incontournable au développement du processus unité-critique-autocritique-unité entre les deux revues, et qu'un désaccord sur ce point pourrait bloquer le processus « déjà engagé ».

Cinéthique (Avril 1973).

Réponse des *Cahiers.*

Le texte des camarades de *Cinéthique*, faisant suite à la proposition que nous leur avions faite de publier une réponse à mon article, constitue, de par les positions de classe qu'il affirme d'entrée de jeu, une contribution positive au processus d'unification entre les deux revues. Les critiques que ce texte opère de mon article, en ce qui concerne le style de lutte idéologique, m'apparaissent en partie fondées. Sur le fond, par contre, il ne fait que confirmer les divergences. L'existence de ces divergences n'est pas une mauvaise chose en soi ; au contraire, la tentative de les dépasser, de résoudre les contradictions existant entre nous, ne peut que renforcer, tant quantitativement que qualitativement, les positions des marxistes-léninistes sur le front culturel, pour autant que ceux-ci ne coupent pas le processus d'unification du travail de masse.

1. *Sur le style de lutte idéologique*

a) Le fait qu'une contradiction antagoniste ait pu apparaître entre : parler d'une revue de cinéma « désireuse d'intervenir sur des bases marxistes-léninistes », et aboutir à la conclusion que cette revue « rejette la ligne de masse en tant que méthode de la connaissance », implique sans doute un manque de clarté de ma

part. Aussi est-il nécessaire — pour éviter toute marque de sectarisme — que je précise :

— Je pense qu'il y avait contradiction — mais non antagonisme — entre la prise de position générale de *Cinéthique* à l'époque, et sa conception de la ligne de masse. Non pas que les camarades de *Cinéthique* rejetaient explicitement la ligne de masse. Au contraire, ils marquaient la juste volonté de s'y référer. Mais ils en avaient une conception dogmatique qui impliquait, *dans les faits*, un rejet de la ligne de masse en tant que méthode de la connaissance (et non : simple méthode d'appropriation de positions déjà élaborées).

— Le fait qu'une telle contradiction puisse exister me semble naturel : il faut avoir en vue, non simplement les sauts qualitatifs, mais aussi les progrès quantitatifs. En l'occurrence, on peut très bien, à un moment donné, « désirer intervenir sur des bases marxistes-léninistes », et commettre des erreurs importantes. Il s'agit là du déroulement normal des phénomènes, selon la loi de l'inégal développement. La question est alors de savoir quelle est la tendance principale : est-elle au développement des positions marxistes-léninistes et à la rectification des erreurs, ou l'inverse ?

Sans être suffisamment explicite sur cette question (mais tel n'était pas l'objectif principal de mon article), je voulais rendre compte, par la position que *Cinéthique*, dans sa réponse, relève comme non soutenable (« comment peut-on soutenir... »), du fait qu'à l'époque la tendance principale chez *Cinéthique* était la volonté d'intervenir sur des bases marxistes-léninistes, et qu'il fallait à partir de là tenter d'apprécier ses erreurs (ce que Mao appelle : contradiction entre le vrai et le faux, au sein du peuple).

Je pense que cette position, ainsi précisée, est parfaitement soutenable.

b) Il est certain qu'une ambiguïté apparaît, notamment à la fin de mon article, entre *Cinéthique* en 1971 et *Cinéthique* en 1973. Ceci correspond à une situation concrète : l'ignorance où j'étais, faute d'une discussion approfondie qui aurait dû avoir lieu avec les camarades de *Cinéthique* sur mon article (nous leur avons proposé à plusieurs reprises de le lire et d'en discuter avec nous avant publication dans les *Cahiers*), de leurs positions actuelles. Cela dit : la critique qui m'est faite est juste, et j'aurais dû, dans ce cas, m'abstenir de toute extrapolation du passé au présent.

2. *Sur le fond des problèmes*

a) Je ne pense pas que les critiques que je fais du texte « Pratiques de diffusion » soient sans fondement : dans ce texte est définie une conception bien précise et cohérente de l'intervention d'une revue de cinéma, bâtie autour de la notion de « maîtrise » par la « mise en jeu idéologique des films ». Rien sur le rôle fondamental des masses, à la fois dans l'élaboration de la ligne et dans la transformation de la réalité, rien sur la participation effective à un travail prolongé au sein des masses, etc.

J'ai pris, pour illustrer la conception de *Cinéthique* à cette époque, l'exemple de l'analyse du public. J'aurais pu prendre l'exemple de l'enquête. La citation faite par *Cinéthique* dans sa réponse, loin de contredire ce que j'avançais, confirme la divergence. Pour *Cinéthique*, l'enquête joue le rôle de préparation à l'intervention de la revue : savoir où l'on va. Il est clair que nous ne sommes pas, aux *Cahiers*, d'accord avec cette notion et ce rôle.

b) En ce qui concerne *Cinéthique* en 1973, je ne pense pas être d'accord avec la notion de « processus d'élaboration de la ligne de masse ».

A savoir :

— Je ne pense pas que la ligne de masse, la méthode marxiste-léniniste de la connaissance, soit à élaborer. Elle existe. On peut éventuellement envisager de la développer... mais ce n'est certainement pas la tâche principale actuellement.

— Par contre, il s'agit bel et bien de considérer le processus d'*application de la ligne de masse*, dans sa spécificité en France, en liaison — en tant que méthode de la connaissance — avec l'*élaboration de la ligne politique.*

Pour nous, aux *Cahiers*, le problème se pose ainsi : l'application de la ligne de masse doit jouer à un niveau général, comme fondement de l'élaboration de la ligne politique générale. Mais elle doit jouer également sur le plan particulier du front culturel, en spécifiant le mode et le contenu de l'intervention de la ligne générale sur ce front.

Nous affirmons la dépendance de la ligne particulière vis-à-vis de la ligne générale. Mais cette ligne particulière ne se déduit pas — au sens logique du terme — de la ligne générale. Elle est à élaborer également, sous le double angle : 1° de la dépendance vis-à-vis de la ligne générale, donc de la pratique des masses dans son ensemble, 2° de sa spécificité, en partant de la pratique des masses sur le front culturel.

c) Donc, pour nous, *il est juste de parler, à l'heure actuelle, d'application de la ligne de masse sur le front culturel.* C'est non seulement juste, et nécessaire, mais des camarades — autres que ceux des *Cahiers* et de *Cinéthique* — sont, depuis un bout de temps déjà, passés au stade de l'application effective.

d) Il me semble, mais ceci demande à être vérifié par des discussions approfondies, que la position de *Cinéthique* en 1973 recoupe pour une large part sa position de 1971. A travers la notion d'« élaboration de la ligne de masse », il s'agit de penser la ligne de masse comme simple application d'une ligne politique élaborée (par) ailleurs. D'où : continuer à penser l'intervention « de façon ponctuelle », comme délégation de pouvoir aux éléments avancés (« *notre rôle dirigeant*... consistait pour l'essentiel à permettre aux éléments avancés de *s'approprier*, dans le procès de lutte commune contre les éléments réactionnaires, la *direction* effective des luttes », etc.). Et concrètement : ne pas envisager notre propre participation au travail prolongé au sein des masses, et reconduire l'intervention « du haut vers le bas ».

e) Il va de soi que je considère, compte tenu de ce qui est dit ci-dessus, la réponse des camarades de *Cinéthique* comme principalement unitaire, mais encore marquée à la fois par l'opportunisme — nier l'existence de divergences, dont le pointage relèverait de mon seul sectarisme ou particularisme — et par le sectarisme — poser comme « préalable incontournable » à l'unification l'effacement d'un désaccord qui implique des positions *de fond* divergentes (si *Cinéthique* me reproche de ne pas appliquer les principes de l'unité, c'est bien parce qu'il ne reconnaît pas le bien-fondé de mes critiques).

3. Il me semble important, au stade actuel de l'unification avec *Cinéthique*, d'éviter tout opportunisme — donc : reconnaître l'existence *réelle* de divergences et préciser leur contenu — et tout sectarisme — donc : ne pas poser comme préalable à l'unification la disparition de désaccords qui en sont précisément, quant au fond des problèmes, l'objet — en tenant compte de la tendance principale. Celle-ci est incontestablement à l'unification. La réponse de *Cinéthique*, malgré les divergences, contribue positivement à développer ce processus. Elle permet d'évacuer les malentendus, de rectifier de part et d'autre les erreurs quant au style de lutte idéologique, et de pouvoir ainsi travailler fortement et avec constance à l'unité.

Ph. P.

Critique des positions du "Mouvement de Juin 71"

Les deux textes qui suivent sont le premier résultat d'un travail commencé en commun il y a quelques semaines, lors d'une réunion à la rédaction des Cahiers. *Après discussion approfondie, il a été décidé de publier, et le texte de Bartel et Jung, et le texte de la rédaction des C. du C. qui, tout en ayant le même objet, et, sur le fond, principalement la même position, divergent quant à la méthode qu'ils ont respectivement adoptée.*

Pour notre part, nous avons estimé plus correct de partir de ce qui est le plus fondamental, à savoir : 1°) la nature *même de la pratique des membres du* Mouvement de juin *et de la théorie qu'ils développent, et, de là, la nature de leur projet politique ; 2°) la position de classe qu'implicite ce projet, et qui fonde le refus conscient du* M j 71 *de se lier aux masses. Le texte de Bartel et Jung met davantage l'accent sur les effets de ce projet politique : théorie erronée de la connaissance (théoricisme), absence de liaison aux masses et en analyse les manifestations.*

Différence dans la façon d'aborder la critique qui ne saurait mettre en jeu, cela va de soi, que des contradictions secondaires entre les deux textes.

L'avant-garde d'elle-même.

Quelles sont les conceptions politiques développées par le *Mouvement de juin 71*, et que représentent-elles ? C'est à ces deux questions que nous voulons tenter de répondre brièvement ici.

I.

Le *Mouvement de juin 71* — en tant qu'il se réfère au maoïsme, reconnaît l'importance historique décisive de la révolution culturelle prolétarienne chinoise et en énonce le rôle déterminant dans ses propres orientations — développe de cette révolution une analyse entièrement erronée, dont, de plus, il transpose *dogmatiquement* aux conditions concrètes de la révolution en France les enseignements qu'il croit pouvoir en tirer.

a) Ces enseignements, quels sont-ils ?

— Selon le *Mouvement de juin*, la G.R.C.P. a été *principalement* un « *vaste combat... entre les partisans de la conception dialectique de la philosophie, de l'idéologie et des superstructures en général, et les révisionnistes* » (*Tel Quel*, n° 48-49, p. 185). Les références incessantes à cette révolution, faites par les participants du *Mouvement* depuis sa fondation, tournent — à quelques différences près — autour de cette idée centrale. Autrement dit, la G.R.C.P. a été une révolution *essentiellement* idéologique (c'est ce que « *Mao apporte là de fondamentalement nouveau* », *Promesse*, n° 34-35), opposant dialecticiens et révisionnistes. Les révisionnistes, dans cette opposition, apparaissent comme des tenants du matérialisme mécaniste (donc de l'idéalisme), refusant la transformation du champ idéologique parce qu'incapables de concevoir la rétroaction de la superstructure sur l'infrastructure.

Première série d'erreurs :

1. Les camarades chinois ont certes insisté sur l'importance des bouleversements dans la superstructure pendant la G.R.C.P., et sur le type d'enjeu qu'elle constituait pour les représentants de la ligne *bourgeoise* aussi bien que pour les représentants de la ligne *révolutionnaire prolétarienne*. En théorie marxiste, on entend par superstructure la superstructure idéologique, *politique et juridique*. De plus, le secteur de la culture ne constitue pas le tout de la superstructure *idéologique*. De très nombreux textes publiés en Chine pendant la G.R.C.P. prennent soin de le préciser, quand, parlant de révolution dans le domaine de la superstructure, ils ajoutent « *y compris dans tous les secteurs de la culture* ». Les participants du *Mouvement de juin 71*, développant à l'extrême un point de vue particulariste, attribuent une importance exorbitante à la place qu'en tant qu'écrivains, peintres, etc., ils occupent dans les rapports sociaux. Petit à petit, la superstructure idéologique, politique et juridique se verra réduite à la seule idéologie, celle-ci ensuite aux seuls secteurs de la culture, et ainsi, de proche en proche, jusqu'à la pratique textuelle (signifiante) d'« avant-garde ». On mesurera plus loin les effets de cette réduction.

2. Les Chinois eux-mêmes ont depuis longtemps dénoncé l'interprétation étroitement idéologiste et culturelle de la G.R.C.P. Tout en encourageant et en pratiquant d'intenses luttes idéologiques de masse, ils ne les ont jamais considérées comme une fin en soi, encore moins, comme on serait tenté de le croire à la lecture des interprétations qu'en donne le *Mouvement de juin*, comme ayant pour objet principal de développer ou de renouveler le matérialisme dialectique. Les concepts fondamentaux relatifs à la lutte idéologique de masse contre le révisionnisme, la continuation de la révolution sous le socialisme, le renforcement de la dictature du prolétariat et l'édification du Parti (ces deux aspects étant complètement passés sous silence par le *Mouvement de juin*) produits pendant la G.R.C.P., l'ont été grâce à l'action révolutionnaire des masses aidées par les orientations de la ligne prolétarienne de Mao Tsé-toung. Dans de très nombreux textes, les Chinois ont insisté sur le fait que la G.R.C.P. était une révolution essentiellement *politique* opposant deux camps, avec pour enjeu le *pouvoir d'Etat*, et en dernière instance le pouvoir économique et le type de développement (voie socialiste ou voie capitaliste ?). La bourgeoisie avait préparé sa prise de pouvoir *politique* — en vue de *restaurer le capitalisme* — par un travail idéologique intense, *notamment* dans le domaine des arts, dans les autres secteurs de la superstructure où elle occupait de fortes positions (enseignement, etc.), dans l'appareil d'Etat et dans le Parti. Mais la « révolution idéologique » qui s'est alors développée n'a — pour aucun des deux camps — jamais constitué l'objectif principal et l'enjeu dernier.

Cette révolution idéologique, d'ailleurs (refonte de la conception du monde, lutte contre l'égoïsme, révolutionnarisation de l'homme « dans ce qu'il a de plus profond », *rééducation des intellectuels*), n'a pu être assurée et ne saurait se poursuivre qu'à travers les *luttes révolutionnaires de masse*. Elle est impensable, pour chaque « sujet », à partir de sa *seule* pratique et d'une autotransformation en forme d'analyse, celle-ci serait-elle « excessive » ou « interminable ».

Dès 1966, Mao Tsé-toung a indiqué clairement à la fois la nature de la révolution :

« *la grande révolution culturelle est*, au fond, *une grande révolution* politique *que le prolétariat mène, dans les conditions du socialisme, contre la bourgeoisie et toutes les autres classes exploiteuses* »,

et la cible principale :

« *les représentants de la bourgeoisie qui se sont infiltrés dans le Parti, dans le Gouvernement, dans l'armée et dans les différents milieux culturels* », auxquels il fallait arracher le pouvoir de direction qu'ils avaient usurpé.

— Tout en analysant de façon erronée la place et les enjeux de la révolution idéologique, les membres du *Mouvement de juin* la vident de son contenu. Certes, le fait de s'appuyer ou non, sur le plan philosophique et pour l'analyse de la réalité, sur le matérialisme historique et le matérialisme dialectique, constitue une démarcation fondamentale entre marxistes-léninistes et révisionnistes. Mais il ne s'agit là aucunement d'un aspect déterminant *en dernière instance*, encore moins d'une tare philosophique originelle ou de capacités théoriques innées. A lire les textes du *Mouvement de juin*, la différence fondamentale ne serait pas entre positions de classes bourgeoise et prolétarienne, mais entre dialecticiens et mécanistes. C'est là un point de vue théoriciste typique. Les camarades chinois, dans tous les textes, s'efforcent de rapporter la philosophie et la théorie aux *positions de classes qui les déterminent*. Ils insistent sur le fait que l'idéalisme, le matérialisme mécaniste, etc., sont le propre des classes exploiteuses, et non pas de théoriciens médiocres. Mais la *position de classe* déterminant la méthode et le point de vue philosophique semble être la dernière chose à intéresser le *Mouvement de juin*, cramponné là encore au plan qu'il a, et pour cause, privilégié. D'ailleurs, on peut tout reprocher aux révisionnistes, sauf d'avoir négligé, par « manque à » la dialectique, le domaine idéologique et l'interaction infrastructure/superstructure, puisque c'est *précisément sur ce plan* qu'ils ont, dans un premier temps, lancé leur offensive, et qu'une lutte intense a été développée, opposant deux conceptions du monde antagonistes : la conception bourgeoise, c'est-à-dire l'individualisme sous toutes ses formes, et la conception prolétarienne condensée dans l'esprit de « servir le peuple ». Dès 1962, à la 10e session plénière du C.C. issu du VIIIe Congrès du Parti, Mao Tsé-toung déclarait : « *Pour renverser un pouvoir politique, on commence toujours par préparer l'opinion publique et par faire un travail idéologique. Ce qui est vrai aussi bien pour une classe révolutionnaire que pour une classe contre-révolutionnaire* ». *Aussi bien pour une classe contre-révolutionnaire !*

— Bien que liquidant *en fait* le niveau politique au profit d'une vision idéologiste de la G.R.C.P., les participants du *Mouvement de juin* le dénient dans leurs textes. Pour cela, il existe une méthode bien connue consistant à *diluer* le niveau polilique, et sous prétexte d'« unité » dialectique, à le résorber dans l'idéologie. Dans le numéro 4 du Bulletin du *Mouvement*, la démonstration s'effectue ainsi : 1) Mao Tsé-toung a déclaré : « *la ligne idéologique et politique est déterminante en tout* » ; 2) les droitiers, marxologues académiques, formalistes au sein du *Mouvement*, séparent mécaniquement idéologie et politique, et nient leur articulation ; 3) nous, matérialistes dialecticiens, pensons cette interaction, et produisons le concept de *lutte idéologique-politique*. D'où, comme le dit avec ingénuité Devade à Sollers dans l'interview de *Peinture Cahiers théoriques, n° 6 :* « *L'événement idéologique*, donc politique, *le plus important de l'année est votre livre* Lois... ». Pour paraphraser Lénine dans sa lutte contre les opportunistes économistes, voilà ce qui s'appelle donner à la lutte idéologique elle-même un caractère politique ! C'est proprement fusionner deux en un, et ne pas penser l'articulation réelle entre ces deux types de lutte.

— Enfin, quelque peu pressé par *Cinéthique*, le *Mouvement de juin* a dû reconnaître les enjeux économiques de la G.R.C.P. et son incidence sur les rapports de production. Mais cette incidence est pensée de façon curieuse : si la G.R.C.P. a consisté en une lutte idéologique, c'est à cause du *blocage* des rapports de production. Or, les rapports de production socialistes en Chine n'ont jamais été bloqués (en sorte qu'il aurait fallu faire un « détour » par l'idéologie pour les débloquer). Au sein même de l'infrastructure, *la lutte n'a jamais cessé* contre les révisionnistes qui tentaient de s'opposer à la transformation socialiste des rapports de production. Cette transformation a été un temps freinée, ou entravée, mais jamais bloquée. En fait, le *Mouvement de juin*, qui se veut dialecticien, et quand il consent à reconnaître à l'infrastructure économique d'un pays un rôle dans son développement (l'économisme, n'est-ce pas, est toujours menaçant), se révèle sur ce point — rapport infrastructure/superstructure — profondément métaphysicien. Le principe fondamental « faire la révolution et promouvoir la production » n'impliquera pas rétroaction incessante, mais processus à plusieurs temps :
— d'abord la transformation sur le plan économique, qui se trouve « bloquée »,
— puis la transformation sur le plan idéologique,
— puis à nouveau la transformation (déblocage) sur le plan économique, etc.
Bref, un schéma tout droit sorti de la mécanique.

La question de l'effet de la révolution idéologique, liée à la consolidation du pouvoir politique prolétarien, sur l'infrastructure (bond en avant à l'heure actuelle de la transformation socialiste des rapports de production) n'a pas cette belle simplicité.

— En bref, les enseignements que le *Mouvement de juin* tire de la G.R.C.P. se résument en une prise de position nettement droitière quant à la révolution chinoise, position revenant à nier le *caractère de classe de la lutte*

[— du côté peuple, l'essentiel se réduit à l'apport du Président Mao Tsé-toung (*Promesse*, n° 34-35, p. 2) qui a compris l'importance du champ idéologique ;
— du côté de la bourgeoisie : l'essentiel se rapporte au manque de dialectique des révisionnistes (?). Les révisionnistes n'ont aucune assise de classe, ils sont révisionnistes à partir de leur pensée, de leur point de vue philosophique. Ils sont contre-révolutionnaires par défaut, parce qu'ils laissent le champ idéologique aux mains de la maîtrise bourgeoise. La maîtrise bourgeoise n'a elle non plus aucun fondement concret],

en autonomisant complètement, en dépit de toutes les dénégations, grâce à une analyse mécanique, le champ idéologique.

Il va de soi qu'en autonomisant ce champ et en lui conférant un rôle décisif, au point que « *les autres révolutions se trouvent historiquement, jusqu'à ce que Mao apporte là de fondamentalement nouveau, d'une certaine façon aux mains de la bourgeoisie* », on confère à ceux qui interviennent dans ce champ le beau rôle : celui de faire l'histoire...

b) L'analyse de la G.R.C.P. que fait le *Mouvement de juin* est ensuite *mécaniquement* transposée en France : nous sommes également dans une période où « *l'idéologie peut être déterminante du fait du blocage des rapports de production* » (*Tel Quel*, n° 48-49, p. 190). Cela aboutit au schéma suivant :
— il y a blocage des rapports de production,
— parce que la lutte idéologique n'est pas menée. D'où, pour « l'avant-garde », la tâche urgente et décisive : mener une lutte idéologique intense, pour permettre le déblocage des rapports de production.

Deuxième série d'erreurs : soit il s'agit des rapports de production capitalistes, et dans ce cas on ne voit pas qu'ils soient actuellement bloqués, moins encore

qu'il faille les débloquer ! Soit il s'agit des rapports de production socialistes mais, sauf erreur, nous sommes en régime capitaliste, et la question à l'ordre du jour n'est pas le déblocage, mais *l'instauration* de ces rapports de production. Le problème primordial, pour le prolétariat et ses alliés — c'est là l'ABC du marxisme — est la prise du pouvoir d'Etat. Voilà où la politique — et non seulement l'idéologie — peut être déterminante pour l'instauration des rapports de production socialistes. Et c'est en fonction de cette détermination qu'il faut penser la lutte idéologique.

Mais l'important est ici la conclusion pratique que le *Mouvement de juin* tire de son analyse quant au contenu même de la lutte idéologique. Pour lui, la lutte idéologique ne représente pas un front où la lutte de classes se mène *effectivement*, mais un domaine à constituer, faute que cette lutte soit actuellement menée : « *La lutte idéologique constitue une nécessité indispensable.* » Et de nombreuses pages sont consacrées à expliquer que les révisionnistes et les « ultra-gauchistes » mènent une lutte politique et économique *sans* mener de lutte idéologique...

Nous n'insisterons pas ici sur la soi-disant absence de lutte idéologique de la part du P. " C. " F. (qui est la lutte idéologique *correspondant* à sa politique révisionniste), non plus que sur l'analyse que le *Mouvement de juin* opère du révisionnisme, analyse complètement idéaliste (le révisionnisme se serait développé en réaction contre le dogmatisme, tout en en étant le produit : voilà qui évacue, au profit de l'idéologie et de la philosophie, la base de classe du P. " C. " F., le rôle objectif qui lui est assigné dans la société capitaliste...) et droitière (le révisionnisme est assimilé à un « académisme marxiste » et n'est pas critiqué fondamentalement sur sa ligne politique). Mais le « manque » de lutte idéologique, en contradiction avec son caractère « déterminant », conduit logiquement le *Mouvement de juin* à vouloir s'assigner la tâche de mener cette lutte, jusqu'alors non menée. Et le rôle de cette nouvelle « avant-garde » exige « *ici, aujourd'hui, une autonomie organisationnelle et des organes différenciés* ».

Cela conduit le *Mouvement de juin* à spéculer constamment sur le rapport avant-garde/masses, l'avant-garde étant ici, non l'avant-garde politique du prolétariat, non le Parti, mais le *Mouvement de juin* lui-même. Il se constitue dans cette position face :

— au manque de l'avant-garde politique (il faut combler le « creux » laissé par l'abandon de la lutte idéologique de la part du P. " C. " F., parer au désarmement idéologique),

— à l'incapacité des masses à mener la lutte idéologique, occupées qu'elles sont à la lutte économique et politique. Cette appréciation peu flatteuse du niveau de conscience des masses, pierre angulaire des « analyses » du *Mouvement de juin*, est émise une fois de plus dans *Peinture Cahiers théoriques*, n° 6, par Sollers : « *... la classe ouvrière, travaillée par des contradictions de plus en plus vives (aristocratisation d'un côté, surexploitation de l'autre), n'est pas en mesure organique de prendre* elle-même *en main le combat idéologique pour ses intérêts* » (souligné par P.S. [1]).

Cette constitution n'implique :

— ni d'appliquer la ligne de masse : les masses ne sont apparemment porteuses d'aucune idéologie, elles sont passivement soumises à l'idéologie bourgeoise, *via* l'offensive de celle-ci et l'abandon du P. " C. " F. ;

— ni de se subordonner à la direction d'une organisation politique, puisque le projet du *Mouvement de juin* est déjà, en soi, un projet d'avant-garde dans un domaine autonome et déterminant.

c) Cette nouvelle avant-garde n'a pour pratique que cette « pratique spécifique » dont le *Mouvement de juin* se remparde constamment contre le « dogmatico-révisionnisme ».

1. C'est là une forme sophistiquée de révisionnisme. Là où les idéologues avoués de la bourgeoisie décrètent en effet que la classe ouvrière n'est plus révolutionnaire, ne lutte plus, a cédé aux mirages de la « société de consommation », les révisionnistes rectifient : elle reste combative, elle est capable de lutter, mais... elle ne pense pas (ce que le P.« C. »F. désigne comme « manque de maturité politique », « conscience syndicale faible », etc). Résultat : aux masses le terrain des luttes, mais qu'on nous laisse le monopole de la connaissance !

Mais à y regarder, cette pratique spécifique :

— n'est le spécifique d'aucun universel : à aucun moment elle ne se rapporte à un contenu de classe, ni à une orientation politique prolétarienne, impliquant précisément — au niveau spécifique — tout ce que le *Mouvement de juin* rejette : la *ligne de masse* (pour l'écrivain, participer aux luttes et à la vie des masses pour pouvoir s'en inspirer et afin de les servir) et la *subordination* à une *ligne politique révolutionnaire* [2] ;

— se justifie de la thèse révisionniste de la « *convergence* » des luttes, chacun à partir de *sa* pratique et sur *ses* positions ;

— oppose, dans la prise en compte de la lutte idéologique, « non menée », non l'idéologie prolétarienne à l'idéologie bourgeoise, mais la... science à « *l'obscurantisme antiscientifique* » (*Tel Quel*, n° 53, p. 4) ;

— ne représente de fait qu'une volonté « d'expérimentation scientifique », non seulement coupée de sa détermination par la pratique de la lutte de classes, mais prétendant constituer en elle-même une « force politique » par les réactions que *son développement suscite* (« *La force politique qu'emprunte la fiction du moment transformateur de la rencontre de l'histoire avec la science, telle est la leçon que l'avant-garde doit tirer de son expérience et de sa pratique* »), donc être, pour partie et en tant que « pratique scientifique » (le nouveau), la lutte de classes.

Nous arrivons ici au cœur des conceptions politiques du *Mouvement :* le parallélisme, avec convergence à l'infini, des pratiques artistiques d'avant-garde et du mouvement historique des masses. Pour le *Mouvement*, les percées artistiques sont au langage et au sujet dans le langage ce que la lutte de classes est à l'histoire : « *les mutations artistiques produisent dans le langage, et pour ce sujet, ce que la lutte de classes produit sur le plan historique... elles servent de* « *lien* » *entre le sujet et l'histoire* » (*Tel Quel*, n° 48-49, p. 188).

C'est là sans doute une conception sérielle intéressante de l'histoire : au nom de l'autonomie relative, des champs différenciés, de l'antidogmatisme, de l'interaction dialectique, voire du développement inégal, on a d'un côté la lutte de classes sur le plan historique, de l'autre le sujet dans la langue, et les mutations artistiques comme « lien » entre le sujet et l'histoire.

Cependant, nous ne commettrons pas l'erreur réellement dogmatique de dénier aux masses toute place dans le discours du *Mouvement de juin :* le rapport aux masses est pensé de deux façons :

— à long terme, comme *convergence* de luttes menées chacun à sa place et en même temps : « *En produisant une pratique nouvelle (nouveau rapport du sujet au sens et aux normes idéologiques) et une nouvelle intelligence de cette pratique, la lutte spécifique de l'avant-garde sur le front idéologique et politique sert* objectivement *la lutte des masses. En ce sens, elle la rejoindra.* » (*Tel Quel*, n° 48-49, p. 188, souligné par *Tel Quel*) ;

— dans l'immédiat, à partir de l'« *autonomie organisationnelle et des organes différenciés* ». Toute volonté d'aborder ce point décisif est décrétée relever d'un « *fantasme persistant de l'organisation sous forme du groupe assujetti* ». Les participants du *Mouvement de juin* voient du dogmatisme et du style stéréotypé partout désormais [3]. Mais quel contenu donnent-ils à ces termes ? On ne sait trop. Sollers déclare, dans *Peinture Cahiers théoriques*, n° 6 : « *" Parti ", " masses ", " ligne ", etc., deviennent autant de maîtres mots ronronnants qui bloquent toute réflexion objective, concrète, à la fois particulière et généralisatrice, de la pratique* ». Mais oppose-t-il à ce « dogmatisme », à ces « stéréotypes », une autre approche, une autre conception du Parti, des masses, de la ligne ? Aucunement. Ces *problèmes*, d'une importance décisive pour *tout* révolutionnaire, et particulièrement dans un pays où le Parti révisionniste exerce encore une forte emprise sur la classe ouvrière, ne semblent pas le préoccuper. Mieux vaut continuer ses monologues terrifiants sur l'« hégémonie idéologique bourgeoisie-révisionnisme »

2. Dans *Promesse* 34-35, Sollers énonce un paradoxe, mais, précise-t-il, il n'est qu'apparent : « *le surgissement de ce nouveau sujet dans cette nouvelle langue n'est rien d'autre que ce que Mao appelle* « *le langage riche et vivant des masses* » *!* Evidemment, puisque ce sujet n'est pas subjectif, individuel, psychologique, ponctuel, mais « pluriel », « innombrable » et « en procès » ! Sollers ajoute que ce « *langage riche et vivant des masses* », *on n'en connaît encore rien, la littérature ne nous en dit rien* » *!* On reste toujours entre écrivains, c'est dans la littérature que Sollers a cherché ce langage et bien sûr ne l'a pas trouvé. Il est vrai que pour lui, le chercher ailleurs, dans la réalité sociale, pour le *refléter* de façon *active* et *révolutionnaire*, c'est sans doute empirique !

3. Pour Sollers, les tenants du « dogmatisme », dont le fond est toujours sexuel, ne parlent jamais de l'endroit où ils sont, de leur pratique concrète. Il est vrai que bon nombre de discours révolutionnaristes sont fantasmés comme provenant d'un autre lieu que leur lieu réel d'émission, depuis le « Prolétariat ». Mais la fixation rigide sur sa propre pratique n'en est que l'envers. Il s'agit bien, pour la petite-bourgeoisie intellectuelle qui se veut révolutionnaire, de partir de son lieu et de sa pratique, mais dans la perspective de leur déplacement et refonte (ce qui impose de poser *dès maintenant* la question de l'organisation, de l'esprit de parti, de la direction ouvrière). D'ailleurs, le *Mouvement de juin*, dans ses constructions futuristes, n'évite pas toujours de parler d'un autre lieu, voire d'un autre temps que les siens propres (« *le nouveau dont nous parlons est tellement nouveau qu'il est pratiquement i n a c c e p t able* »).

et le « néo-fascisme ». Dans un texte paru il y a quelques mois sur la lutte philosophique en Chine, Sollers rappelait un texte où Lénine s'élevait contre l'accusation d'« anarchisme » portée par les révisionnistes contre les marxistes-léninistes. Mais bien d'autres textes de Lénine, et de Mao après lui, insistent sur la non moins fameuse accusation de « dogmatisme » portée par les opportunistes contre les mêmes marxistes-léninistes, au nom de la « liberté de critique ». Ce terme, désormais brandi à tort et à travers, avec son double inséparable, le révisionnisme, n'est plus susceptible d'impressionner personne, si aucune analyse concrète ne l'accompagne. De plus en plus, il se révèle pour ce qu'il est : une dérobade, un évitement de toute critique qui pourrait être faite au *Mouvement de juin*. Et ce n'est pas la référence-miracle à la pratique spécifique (comme tenant lieu de *la* pratique), à la pratique individuelle de peintre ou d'écrivain (comme tenant lieu de la pratique sociale, pratique de masse) qui y changera quelque chose [4].

4. L'argument suprême des membres du *Mouvement de juin* est en effet : « nous, nous avons une pratique, et la théorie de cette pratique ». A cela, une seule réponse : ce ne sont pas les seules idées justes, mais aussi les *idées fausses* qui viennent de la pratique, et c'est le contenu de cette pratique qu'il faut interroger (ce qui n'est pas l'objet du *présent* texte).

Sous-estimation complète du pouvoir créateur des masses, manque de confiance en leurs capacités *idéologiques*, revendication arrogante de l'expérience particulière, ces traits caractéristiques du *Mouvement de juin* ne sont cependant pas poussés au point qu'il ne se rende compte du risque que l'autonomie à l'égard de l'aspect proprement politique de la lutte de classes peut faire courir à l'« avant-garde » : risque que le « *travail spécifiquement intellectuel... demeure régional, isolationniste et finalement métaphysique* » (p. 190). Les tâches politiques que doit s'assigner l'« avant-garde » sont donc : 1) de « *lutter ensemble avec les formations (mouvements ou partis) existant ou à venir, qui expriment, défendent et organisent les intérêts des masses populaires* » ; 2) de « *déclencher et encourager la lutte des masses populaires* ».

Sur le front de la pratique spécifique donc, autonomie organisationnelle. Sur celui de la politique, « *assumer notre place* aux côtés (souligné par *Tel Quel*) *des masses dans la lutte* » (p. 190).

Donc, si les masses ne sont pas absentes des préoccupations de *Tel Quel*, leur rapport est pensé par cette « avant-garde » de façon *complètement unilatérale :* à terme, *Tel Quel* mise sur l'appropriation inéluctable, par ces masses, du nouveau dont l'« avant-garde » est porteuse ; dans la situation présente, ce rapport est pour l'« avant-garde », de *soutien*, d'*appui*, de *compagnonnage*.

Ce qui est *radicalement absent*, par contre, c'est que *Tel Quel*, à court, moyen ou long terme, ait à apprendre quoi que ce soit des masses (ou, *a fortiori*, ait à se mettre sous la direction de leur avant-garde, ce qui *risquerait de transformer sa propre pratique spécifique et la théorie de cette pratique*). Tout ce qui a trait à la ligne de masse est violemment rejeté ou caricaturé comme :
— « *" descente " bienveillante des intellectuels petits-bourgeois* »,
— « *substitution à leur conscience* (celle des ouvriers) *et lutte* économico-politique » (souligné par nous) *par laquelle on se rachète* « *d'avoir abandonné la* lutte idéologique spécifique ».

En clair : la petite-bourgeoisie intellectuelle prend en main la lutte idéologique « abandonnée » — bien que déterminante, — en développant sa pratique d'« expérimentation scientifique », et apporte de ce fait, à sa façon et de son lieu, une contribution importante, pour ne pas dire décisive, à la lutte révolutionnaire.

II.

Que représentent ces conceptions, ce projet ?

1. De façon évidente, la révolte d'une fraction de la petite-bourgeoisie contre l'oppression intellectuelle qu'elle subit, devant le renforcement des appareils de l'Etat bourgeois et ceux qui en préparent la relève (le P. " C. " F.) ; la revendication, en réaction contre ces appareils, de la liberté de « pratiquer spécifique-

ment », d'être soi-même dans sa pratique. Une telle révolte, qui s'exprime au nom de la science, au nom de la pratique effective — et effectivement réprimée — de cette couche sociale, demeure sur les positions de classe de cette même couche. Or, la revendication de liberté (qui, dans le cas du *Mouvement de juin*, prend des formes complexes : emprunt de concepts marxistes-léninistes pour « critiquer » le « stalinisme » — dogmatisme — du même point de vue que la bourgeoisie, à partir de l'image de la répression, avec amalgame, au mépris de tout point de vue de classe, du stalinisme et du fascisme, et selon l'opposition classique, ici implicite : liberté/dictature), bien qu'elle comporte un aspect positif, devient négative lorsqu'elle n'est pas transformée sur des positions prolétariennes. Dans la formulation petite-bourgeoise, la revendication de liberté ne produit aucune démarcation réelle par rapport à la bourgeoisie, dont elle se borne à dénoncer, de façon impuissante, un effet : ici l'oppression des masses sous la forme de l'exclusion de celles-ci par rapport à la « science » et au « nouveau ».

2. Ce qui nous semble particulièrement critiquable dans les thèses du *Mouvement de juin*, c'est ainsi le refus *théorisé* de toute subordination de la pratique spécifique (que celle-ci soit envisagée comme « lutte idéologique » ou comme « expérimentation scientifique ») à une direction prolétarienne, de toute transformation de la position de classe des sujets porteurs de cette pratique, du projet qui reflète activement cette position de classe. Pour l'essentiel, les positions du *Mouvement de juin* sur ce point ne se distinguent pas de l'idéologie individualiste particulièrement prégnante, nous le savons d'expérience, dans la petite-bourgeoisie intellectuelle.

3. Le projet d'ensemble du *Mouvement de juin*, quand bien même il se voudrait original, ne l'est pas. Ce qui est en cause, c'est la démarcation *réelle* d'avec le révisionnisme. Or, si la volonté d'opérer cette démarcation constitue un aspect positif (et perçu comme tel en juin 71), nous pensons que, compte tenu de l'évolution *et* des positions du *Mouvement de juin*, *et* des thèses révisionnistes, il n'y a pas, à l'heure actuelle, de démarcation véritable des premières par rapport aux secondes. En effet :

— le libre développement de la pratique d'expérimentation scientifique contre l'obscurantisme, l'irrationalisme ;

— le rôle déterminant de ces pratiques dans la lutte de classes, en tant que lutte idéologique convergeant avec la lutte économique des masses et opérant un effet libérateur, démystifiant ;

— la relative autonomie des intellectuels par rapport au Parti (libre confrontation des points de vue, dont la scientificité se porte garante) ;

— le culte des spécialistes (« lame tranchante » de l'« avant-garde »), etc.,

tous ces thèmes sont actuellement développés par le P." C. "F., dans une vaste opération de relance de la *lutte idéologique* et de ralliement — si l'on peut dire — des couches petites-bourgeoises au projet révisionniste.

Sur le plan directement politique enfin, le révisionnisme objectif du *Mouvement de juin* ne fait aucun doute. On nous explique dans *Promesse* que les organisations révolutionnaires sont incapables d'apprécier la conjoncture française actuelle, laquelle serait de « démocratie nouvelle ». Et cela, en osant se garantir de Mao, qui distingue radicalement la révolution dans les pays de dictature bourgeoise des régimes de démocratie nouvelle *dans les pays dominés par l'impérialisme, coloniaux, semi-coloniaux, semi-féodaux*. On comprend que le *Mouvement de juin* se défie comme de la peste du mouvement marxiste-léniniste, lequel s'est précisément constitué *contre* la thèse révisionniste de la révolution en deux étapes dans les pays capitalistes avancés, et ce, quels que soient la forme, le contenu, le mode d'avènement et le nom de la première : démocratie « restaurée », « rénovée », « véritable » ou « avancée » pour le P. " C. " F., « démocratie nouvelle » ou « nouvelle démocratie » pour les néo-révisionnistes.

Il nous semble qu'une démarcation réelle d'avec le révisionnisme implique, non seulement le rejet radical de ces positions, mais aussi l'adhésion à un projet positif de constitution d'un front révolutionnaire dans le domaine culturel, *projet d'ensemble à partir duquel* doit être pensé le rôle spécifique des écrivains, des cinéastes, etc., dans la lutte de classes. Cette démarche seule est, à notre avis, correcte, léniniste, elle seule permet de rompre avec l'individualisme petit-bourgeois.

La Rédaction.

La politique du "Mouvement".

A partir des différentes tâches proposées par le projet de plate-forme du numéro 242-243 des CdC, nous avons entrepris, dans le cadre d'un travail de mise au point sur les propositions de divers groupes ou revues se réclamant du marxisme-léninisme sur le front culturel, l'analyse critique des « Positions du Mouvement de Juin 71 » et de la « Déclaration » préliminaire (« Sur l'hégémonie idéologique bourgeoisie/révisionnisme ») parus dans le numéro 47 de *Tel Quel*.

Tâche *secondaire* mais néanmoins nécessaire à l'heure où s'amorce un regroupement d'intellectuels ayant rompu avec le révisionnisme du P. " C. " F., au nom du marxisme-léninisme. Dans cette perspective, la critique des propositions de ces groupes est une des conditions fondamentales, un des principes moteurs de ce regroupement. Sachant d'autre part qu'il ne saurait s'effectuer, compte tenu des acquis du mouvement marxiste-léniniste, à l'écart des différents groupes marxistes-léninistes qui interviennent déjà, et ce particulièrement depuis 67, sur le front des usines. Groupes dont la pratique militante à elle seule est en mesure de questionner fortement tant la position de classe de ces intellectuels que, dialectiquement, le statut de leur pratique et de leur lutte spécifiques ; par là de désigner politiquement qui sert leur théorie, leur philosophie. Le destinataire principal de ce travail est donc l'ensemble des groupes se réclamant du marxisme-léninisme sur la base du *MdJ 71* (Lille, Nantes, etc.), et plus généralement des intellectuels ayant rompu avec le révisionnisme à partir du front culturel.

Une question fondamentale s'impose à nous aujourd'hui : comment transformer sa pratique pour qu'elle serve réellement le prolétariat ? Cette question, longtemps nous l'avons différée afin de mieux nous figer dans le cercle étroit et confortable de la pure théorie. En bref, nous avancions le processus théorie-pratique-théorie contre le développement pratique-théorie-pratique. A cela, une raison : le volontarisme de nos positions de classe s'évertuait en fait à masquer leur subordination à notre situation de classe petite-bourgeoise. D'où un certain nombre de pratiques erronées : l'idée du perfectionnement individuel nourrissait notre théoricisme, plus même, elle l'impulsait. En effet, « la » théorie ne trouvait sa justification qu'en elle ; rarement elle trouvait à s'exprimer dans une pratique autre que le travail théorique. Afin de le justifier, nous avancions sans relâche le principe de Lénine : « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. » Cette répétition d'un principe juste nous permettait en fait de mieux combattre cet autre principe léniniste : « La pratique est au-dessus de la connaissance (théorique), car elle a la dignité non seulement de l'universel mais aussi du réel immédiat. » (*Cahiers Philosophiques*, t. 38, p. 203). Il est clair pour nous aujourd'hui que l'un ne peut trouver son efficace qu'articulé dialectiquement à l'autre.

Comment alors transformer notre pratique ? Dès maintenant, nous ne saurions nous contenter ni d'une autoproclamation, quand bien même elle prétendrait construire et développer les idées et les pratiques marxistes-léninistes, ni d'une volonté affirmée de poursuivre et développer l'enseignement de la pensée-maotsétoung et de la G.R.C.P.C. Ajoutons enfin, comme d'autres l'ont dit, que « l'accord sur les principes du marxisme-léninisme et l'accord sur une analyse internationale telle qu'elle est développée par les thèses chinoises, ne sont absolument pas suffisants pour assurer notre unité. Tant que notre unité ne reposera pas sur un accord profond au sujet de la situation des classes en France en [1973], elle restera fragile ». (*Le mouvement « maoïste » en France*, 1, p. 177-178). Désormais et partout, seule la pratique est habilitée à trancher.

Ce qui veut dire :

Plus question pour nous de critiquer un point de vue théorique au nom d'un autre point de vue théorique « par définition » plus juste. A l'avenir, toute rectification ne pourra qu'être le résultat d'un processus déclenché à partir d'impératifs politiques ou idéologiques mis en lumière nécessairement par une pratique de masse.

De même, le caractère de tout mouvement ou groupe se réclamant du marxisme-léninisme ne pourra se mesurer qu'à partir d'une analyse concrète de leurs pratiques politique et idéologique. Dans tous les cas, le critère principal doit être déterminé par l'attitude envers les masses, le type de liaison avec leurs luttes aujourd'hui en France.

En bref, il ne suffit pas de reprendre et d'affirmer le mot d'ordre « mettre la politique au poste de commandement », il s'agit de l'appliquer concrètement, c'est-à-dire à tous les niveaux de la pratique sociale. Encore une fois c'est elle, et elle seule, qui tranche partout du juste et de l'erroné.

Il est clair que ce n'est pas à partir d'une pratique « exemplaire » que se formulent les questions qui suivent mais bien, compte tenu de notre manque de pratique de masse, depuis la nécessité de sa transformation. Pas par hasard donc si nos premiers travaux dans le processus unité-critique-unité entamé ici se font à propos des positions politiques d'un mouvement d'intellectuels « d'avant-garde » et pas à partir d'un bilan concret d'une lutte de masse sur le front culturel. Ce défaut de pratique de masse explique aussi que dans l'analyse qu'on va lire, l'aspect destruction l'emporte largement sur les propositions positives.

1. *Conception telquelienne du révisionnisme*

A. De l'ensemble des positions du *Mouvement de Juin 71*, il se dégage une conception du révisionnisme articulée sur deux axes principaux : *a*) Le révisionnisme du P. " C. " F. comme méconnaissance contradictoire et multiple. *b*) Le révisionnisme du P. " C. " F. comme frein au développement culturel.

a) « *Quant à l'idéologie elle est tout simplement abandonnée à la gestion de l'adversaire. La lutte politique est donc limitée au plan strictement économique (selon l'économisme évolutionniste justement critiqué par la G.R.C.P.C.) en toute ignorance (du fait de la censure de la position chinoise) du fait que la politique doit être placée « au poste de commandement » et le travail idéologique au " premier poste "* » (p. 137).

Contrairement à ce qui est ici affirmé par le *MdJ 71*, nous pensons que le P. " C. " F. n'abandonne pas la lutte idéologique ; qu'au contraire il mène un certain type de lutte idéologique entièrement programmé par sa ligne politique et sa stratégie. Celle-ci comme celle-là se caractérisent par un abandon calculé de l'idéologie prolétarienne au profit d'une pénétration de l'idéologie bourgeoise dans la classe ouvrière. Nous ne pensons pas non plus que « l'ignorance » du principe « mettre la politique au poste de commandement » soit l'un des principaux facteurs du révisionnisme du P. " C. " F.

Le *MdJ 71* ne tient aucun compte des intérêts objectifs défendus aujourd'hui par le P. " C. " F., lesquels forment et déterminent la base de sa ligne politique : appui des intérêts de la petite-bourgeoisie, de l'aristocratie ouvrière, des ingénieurs-techniciens-cadres, de la bourgeoisie non monopoliste, et en dernière instance défense des intérêts du capitalisme lui-même. Il ne suffit donc pas de remarquer contradictoirement par la suite qu'il s'agit de « *comprendre pourquoi sa ligne culturelle et sa ligne politique forment un réel tout organique* » ou que « *l'ensemble est rigoureusement structural* ». (*Tel Quel* 47, p. 137.)

Dans cette même perspective de l'oubli, la censure du livre de M.-A. Macciocchi et des positions chinoises est pensée, non comme un effet direct du seul révisionnisme, mais comme une manifestation d'« obscurantisme », de « sectarisme » et déjà, par une assimilation dont on verra par la suite les fondements, de « dogmatisme » (p. 137). Or, censures et attaques de ce type ne sont-elles pas directement et uniquement le produit logique de positions politiques, celles du révisionnisme français en 71, indissociables de celles avancées depuis longtemps par le P. " C. " F. sur la scène internationale : à la remorque du social-impérialisme soviétique ?

Cette explication par ce discours sur la méconnaissance entraîne d'autres erreurs. Celle, par exemple, de réduire la Chine à une simple monnaie d'échange.

— entre le révisionnisme et la bourgeoisie d'une part : « *L'âpre concurrence économique bourgeoisie/révisionnisme passe en fait, de façon intégratrice, par une hégémonie idéologique dominée par la bourgeoisie. La censure inévitable du révisionnisme sur la Chine est le prix à payer* par lui *pour que cette hégémonie soit totale.* » (Souligné par *Tel Quel*, p. 134.)

— d'autre part, au sein du révisionnisme, entre une tendance dogmatique (?) et une tendance orthodoxe (?). « *Je te passe tes protestations libérales et ta ligne culturelle bourgeoise ; tu me passes mon opposition à la révolution culturelle, dansons ensemble sur cet échange bien contrôlé* » (p. 137). Comprend qui peut ! Autre appréciation, autre erreur sur un discours qui n'aurait « plus pour but que *de masquer la base objective qui l'annule : la pensée maotsétoung* » (souligné par nous, p. 134). Comme si l'abandon réfléchi des principes marxistes-léninistes ne se jouait que dans les sphères éthérées du savoir et pas d'abord dans les luttes concrètes.

Définir le révisionnisme comme somme de méconnaissances (oubli, refoulement, manque, etc.), c'est ne pas le critiquer d'un point de vue antagoniste ; c'est donc refuser de le considérer comme un ennemi de classe du prolétariat.

b) Avec l'« empirisme » et le « dogmatisme », le révisionnisme constitue « *un frein intolérable au développement culturel, frein d'ailleurs manœuvré en dernière instance par la bourgeoisie* » (p. 140). *Tel Quel* ne peut déborder le P. " C. " F. sur son propre terrain sans y laisser des plumes. Le P. " C. " F. réclame plus de culture..., de technique..., de science : *Tel Quel* réclame de même au P. " C. " F. plus de « *nouveau..., de pensée-maotsétoung..., d'expérimentation du nouveau en fonction du nouveau* ». Tout ne se joue alors que dans des revendications principalement quantitatives. Un déplacement d'objet en plus. Cela amène *Tel Quel* à se mettre dans une position de frange non écoutée d'un plus de « bon » marxisme. Ainsi : « *Nous disons aux révisionnistes : vous vous êtes privés par vos censures répétées et injustifiables accompagnées de vos liquidations en tous sens d'avoir les moyens idéologiques* réels *de vos censures* » (souligné par *Tel Quel*, p. 140), et encore : « *Vous ressemblez de plus en plus à la bourgeoisie qui multiplie les produits inessentiels, régressifs, superflus, composites, dans le seul but d'empêcher l'expérimentation du nouveau en fonction du nouveau.* » Ne pointe-t-on pas en définitive, derrière ces positions, la thèse : une politique culturelle du P. " C. " F., plus à notre écoute, eût été préservée du révisionnisme ?

Face à cette « barbarie » révisionniste en matière de culture, *Tel Quel* propose un vaste front de lutte idéologique invitant à des « productions », non pas de

classe comme on s'y attendrait, mais... « réelles » (c'est *Tel Quel* qui souligne, p. 140), à savoir des « *productions non rétroactives, non régressives, les productions* d'aujourd'hui, *dans leurs références comme dans leur style* » (souligné par *Tel Quel*, p. 140). Par rapport à qui, par rapport à quoi, c'est ce qui n'est jamais précisé. Dans toute lutte idéologique sur le front culturel, nous devons à chaque instant poser la question : « Qui servent ces productions ? Quel est leur caractère de classe ? »

Pour *Tel Quel*, ce qui tient lieu de position de classe de l'écrivain (d'avant-garde évidemment), c'est le fait qu'il soit « intimement *concerné par la révolution chinoise* » (nous soulignons, p. 140). Conception mentaliste type qui installe un sujet particulier (écrivain) hors de sa pratique sociale pour le confronter au spectacle de l'histoire. Cette conception établit un rapport qualitativement et quantitativement différent entre : d'un côté un « sujet » autonome (l'écrivain), de l'autre un ensemble d'idées et de pratiques nouvelles historiquement marquées (la G.R.C.P.C.). Entre eux, un premier lien intangible instaure la communication : tous deux relèvent globalement de l'« avant-garde » et devaient de ce fait se rencontrer un jour ! Un second lien moins explicite intervient, qui encadre et renforce le précédent : l'esprit occidental, en quête de « nouveau », ne pouvait que rencontrer cet Orient-là, celui de la révolution culturelle. De là aussi l'accent porté tout particulièrement sur l'aspect idéologique, plus « adaptable » que d'autres à la situation de l'heure en France.

B. Passons maintenant au problème du développement du révisionnisme et de ses conséquences en dégageant comment *Tel Quel* envisage : *a*) La question historique et le problème de la ligne politique. *b*) La lutte entre deux voies en son sein.

a) D'une manière générale pour le *MdJ 71*, le révisionnisme national et international n'a l'air de se développer vraiment que depuis 71. Il ne se lit que sur la base d'une « rupture » dont le moment historique est fétichisé.

Alors que : 1) Les positions du P. " C. " F. sur la Chine sont claires dès 1963 au moins. 2) L'abandon progressif et généralisé du marxisme-léninisme est depuis longtemps le fidèle reflet de la ligne politique du P. " C. " F. (*cf*. la libération, Thorez, passage pacifique au socialisme, guerre d'Algérie, etc.).

L'absence d'un retour sur l'histoire permet ainsi à *Tel Quel* de faire l'économie d'une autocritique conséquente sur la période 68 notamment, et d'une analyse sérieuse des groupes marxistes-léninistes en France.

La « Chronologie » (p. 142-143), dérisoirement « à suivre », n'est pour nous qu'une parodie de bilan dont aucun effet n'est à attendre dans la pratique de *Tel Quel*.

La seule allusion faite au développement d'une opposition marxiste-léniniste au révisionnisme se cantonne négativement au spontanéisme : « *cette hégémonie* [*idéologique*] *d'ailleurs favorisée dans un passé récent par les erreurs à leur tour dogmatiques, ouvriéristes, opportunistes,* « *de gauche* », *anarchistes, de certains mouvements spontanéistes* » (p. 138). C'est clair, il n'y a jamais eu de courant marxiste-léniniste, rien d'autre que des variantes du spontanéisme. Où l'on reconnaît la pratique typiquement révisionniste de l'amalgame sur le « gauchisme ». Toute opposition authentiquement marxiste-léniniste commence avec le *MdJ* en 71 et en dehors de toute analyse du développement du mouvement de masse. Affirmer par ailleurs que « *le révisionnisme... ne peut pas mener une lutte de classe* générale *sur le plan politique et idéologique* » (souligné par *Tel Quel*, p. 137), c'est supposer que l'un exclut l'autre. Nous avons vu (§ A, *a*) que pour le *MdJ 71*, le P. " C. " F. a abandonné la lutte idéologique au profit d'une lutte économique.

Le révisionnisme se caractériserait donc principalement ici :

1) Par la sous-estimation de la rétroaction des superstructures sur l'infrastructure, mais il y aurait dans les revendications économiques du P. " C. " F. un fond juste bien qu'insuffisant, et

2) Par une autre réduction, celle du politique, sensiblement limité au champ de l'économie. Hors de cette caractéristique il n'y aurait ni ligne politique ni stratégie propres au révisionnisme. A en croire *Tel Quel*, les marxistes-léninistes auraient donc à affronter une pure incohérence : or, ils peuvent témoigner, à partir des luttes concrètes, de la conséquence de cet ennemi.

Derrière cette confusion c'est aussi le furet du dogmatisme qui court : « *Votre posture est définitivement contradictoire : soi-disant* « *large* » *et, en fait, sectaire* » (p. 140). Confusion encore entre l'interdiction politique de Macciocchi et l'ultra-libéralisme du P. " C. " F., l'éclectisme révisionniste.

Soulignons au contraire la cohérence de cette stratégie que *Tel Quel* pense « contradictoire » : elle est une ouverture du P. " C. " F. toujours plus ample à toutes les forces droitières et à tous les niveaux. Ouverture qui s'accompagne, à l'inverse et logiquement, d'une répression de plus en plus violente à gauche. Aucune contradiction, c'est la logique stratégique du révisionnisme — non pas des accès dogmatiques, « sectaires ».

b) Sur la « *ligne opportuniste droitière de consolidation du révisionnisme* » au sein de la revue, et après nous avoir rappelé bien sûr que cette erreur est partie du principe erroné « deux fusionnent en un », *Tel Quel* poursuit : « *la ligne qui en a découlé, malgré des progrès objectifs limités* (*sur le plan de la recherche d'avant-garde et scientifique*) *risque* maintenant *de se transformer tout à fait en ligne contre-révolutionnaire achevée* » (souligné par *Tel Quel*, p. 136.)

En ce qui concerne les « progrès objectifs limités », c'est résoudre un peu vite le problème complexe de la transformation des acquis. L'ambiguïté de la formulation (à aucun moment, on ne nomme ces « progrès ») laisse planer un doute quant au rapport du développement de la science à l'histoire et à son moteur : la lutte des classes. Quant à la question léniniste du « noyau objectif », elle nécessite au moins un retour sur la manipulation qu'en fait le révisionnisme. Le chemin est ouvert là à des positions du type : que le prolétariat nous laisse en paix dans notre coin ; nous lui forgeons les armes dont il n'aura plus qu'à se saisir un jour !...

Soulignant le moment de sa rupture (« *maintenant* »), le *MdJ 71* trace une démarcation entre un révisionnisme en quelque sorte latent et un révisionnisme manifeste. Nous avons, d'un côté un révisionnisme passé, inconscient, en dernier lieu excusable par « certains résultats pratiques (?) et théoriques positifs » (p. 136) : des aspects positifs du révisionnisme dans la théorie ou des aspects positifs de la théorie dans le révisionnisme ! De l'autre, le risque d'un révisionnisme manifeste, conscient, qui lui seul serait alors contre-révolutionnaire et « achevé ». Dans les deux cas, on développe et renforce la thèse révisionniste (*cf.* Althusser) de l'autonomisation du travail théorique par rapport à la ligne politique.

Notons maintenant à quel point l'analyse faite par le *MdJ 71* du développement du révisionnisme à l'intérieur de la revue est liée à sa conception générale du révisionnisme. C'est toujours le même principe, la ligne erronée antérieure de *Tel Quel* est vue principalement comme manque de savoir à combler : « ... *notre manque de connaissance suffisante de la révolution culturelle chinoise et de la pensée-maotsétoung..., notre manque de lucidité sur la nature social-impérialiste de la politique de l'U.R.S.S..., ignorance de la dialectique...* » (p. 136-137). Ainsi tout se passe encore dans le domaine autonome de la connaissance, *séparée* de l'action et de la pratique sociale de la lutte des classes. A la petite-bourgeoisie de progresser par le savoir ; au prolétariat de se transformer par l'action. Le remplacement systématique du critère de la position de classe et de la volonté de se lier aux masses par le critère du plus ou moins de savoir, éclaire la percée de l'idée du perfectionnement individuel par la seule étude. (*Cf.* les conséquences

pratiques de cette conception dans *Tel Quel Informations* n° 4, p. 18, groupe de Nantes : « ... *conditions concrètes* (*niveau réel de ses membres*, degré d'alignement *à la pensée-maotsétoung*)... » (Nous soulignons.)

2. *Face au révisionnisme*

A. Dans ce qui suit et qui touche plus particulièrement à la pratique de *Tel Quel*, il nous a semblé nécessaire de nous référer aussi à la programmation des différents numéros parus depuis la « rupture » de septembre 71. Face au révisionnisme, *Tel Quel* constitue éclectiquement, à partir du n° 48-49, un arsenal de textes écrits par des « spécialistes » extérieurs au « mouvement ». D'une part, des travaux d'économistes, de militants gagnés aux thèses chinoises : Mavrakis, Bettelheim, Daubier, Macciocchi [1], etc. D'autre part, des textes de sinologues dont la position politique n'est jamais précisée et qui interviennent en tant que scientifiques : Needham, Alleton, Ion Banu, etc. Enfin, en supplément d'authenticité, *Tel Quel* publie aussi des textes chinois : Lou Sin, Pékin Information.

Ainsi est reconduite la division des champs et des tâches d'intervention, renforcée leur autonomie : le théorique, le politique, le littéraire, etc. Séparation dont témoigne aussi *Tel-Quel-Mouvement-de-Juin-71-Informations* (caution militante qui permet à *Tel Quel* de demeurer la belle-brique-théorique-d'avant-garde). Pour le bulletin les textes militants, pour la revue les textes théoriques. De ce point de vue, une étude des sommaires de *Tel Quel* serait à faire depuis septembre 71. Elle montrerait qu'ils sont, malgré un souci positif d'ouverture, le produit de l'opportunisme fondamental de *Tel Quel* vis-à-vis des intellectuels d'« extrême-gauche ».

Face au révisionnisme, il y a le « nouveau » politique et idéologique, globalement, incarné par la Chine : « *problème-clef de notre temps* » (p. 134.) Mais il y a aussi le « nouveau » artistique, littéraire, scientifique qu'incarne « *l'avant-garde réelle* ». Il y a enfin le « nouveau » philosophique, c'est-à-dire principalement *De la contradiction*, dont l'unique principe retenu est « un se divise en deux ». A ce sujet, une question : est-ce que la « *ligne opportuniste droitière de consolidation du révisionnisme* » (p. 136) a pour source principale « deux fusionnent en un » ?

Cette séparation des différents champs s'accompagne à l'intérieur de chacun d'eux d'un reflet autonomisé d'une fausse démarcation avant-garde/révisionnisme (par exemple on joue Artaud-Bataille contre Aragon-Thibaudeau). Ainsi, quand *Tel Quel* touche à la philosophie, elle reste la philosophie. Nous renvoyons en particulier à *Sur la contradiction* (*Tel Quel*, n° 45), texte d'« avant la coupure » qui ne semble avoir bénéficié jusqu'à ce jour ni d'un retour critique ni d'une transformation : « *la lutte idéologique concrète, en France, à partir de cette base théorique passe* nécessairement *par tout le travail philosophique, scientifique, textuel, opéré par l'avant-garde* (Tel Quel *et autour de* Tel Quel) depuis plusieurs années (*entre autres dans sa lecture de Mao, précisément, et aussi de Lénine*) » (*Tel Quel Informations*, n° 4, p. 5, J.L. Houdebine [2]. Souligné par nous).

Outre qu'il est rarement question des autres textes de Mao Tsé-Toung (*De la pratique*, par ex.), *De la contradiction* est l'objet d'une manipulation théoriciste qui constitue :

— une révision fondamentale à *Tel Quel* : l'utilisation *de la pensée-maotsétoung* hors de la pratique (processus théorie/théorie), jamais comme arme de transformation de celle-ci ;
— la pierre d'angle de l'apparition du couple dogmatico-révisionnisme tant manipulé à *Tel Quel* contre *Cinéthique* et contre toute critique de gauche.

Pour en terminer provisoirement avec cette séparation des différents champs, soulignons qu'elle atteint les trois mouvements de la pratique sociale (lutte de

1. A propos de son livre (*De la Chine*), on nous dit qu'il est (pour le *MdJ 71*) « *sur le plan théorique comme sur le plan politique, de la plus grande importance* », et l'on ajoute aussitôt : « *Nous dirons ailleurs pourquoi, en détails* » (p. 133). Soit. Mais jusqu'à aujourd'hui, cette analyse « en détails » se résume au simple feuillet de Sollers dans *Tel Quel* n° 48-49. Avouons qu'ici l'aptitude à condenser « la plus haute importance » théorique et politique tourne tout simplement à la farce.

2. Voir page suivante.

classes, lutte pour la production, lutte pour l'expérimentation scientifique). Ainsi, en même temps que la « *réelle avant-garde littéraire et artistique, la réelle lutte philosophique et politique* » (la bourgeoisie et le révisionnisme sont-ils à ce point irréels ?), on invite à soutenir une expérimentation scientifique « en soi » — peu importe son lien à la lutte de classes pourvu qu'elle relève de l'avant-garde « réelle ». Dans cette lutte pour l'avant-garde, on ne précise jamais pour qui et comment cette expérimentation doit être menée[3]. Voilà le verbiage telquelien, caricature des positions chinoises.

3. Pour plus de détails, nous renvoyons à la polémique avec *Cinéthique* (*Tel Quel* n° 45, et *Cinéthique*, n° 11-12), sur le concept de bourgeoisie non-monopoliste. Concept étranger, selon *Tel Quel*, au marxisme-léninisme ; pour le justifier, *Cinéthique* n'eut qu'à citer *De la contradiction* précisément. En conséquence, on peut noter que la lecture de Sollers ne traverse pas certains passages du texte de Mao Tsé-toung ; passages qui, par un hasard, touchent à la pratique, aux effets concrets du développement de la contradiction.

B. Des confusions sur la place et le fonctionnement des superstructures par rapport à l'infrastructure économique déterminent en partie la conception du *MdJ 71* sur : *a*) La lutte idéologique ; *b*) La pratique de cette lutte.

a) Corrigeons d'abord ce que nous avons du mal à prendre pour une simple « coquille » : « *La politique au P. " C. " F. est subordonnée à l'économisme au lieu d'être placée au poste de commandement* » (p. 137). Coquille qui substitue économisme à économie. Rectifions donc : la politique est en dernière instance toujours « au poste de commandement », même au P. " C. " F. ; le problème principal étant de savoir *quelle politique*. Laquelle peut effectivement prendre, à un moment déterminé, la forme de l'économisme. Economisme qui n'est qu'un des éléments de la politique révisionniste (*cf.* plus haut, sur le développement du révisionnisme).

Lisons : « *L'hégémonie idéologique entre le révisionnisme et la bourgeoisie... se traduira normalement par une répression systématique de la ligne de gauche et le culte macabre de l'idéologie bourgeoise sous toutes ses formes (surtout, et pas du tout par hasard dans ce pays, en " littérature ")* » (p. 138). Voilà pour le *MdJ 71* l'effet majeur de cette collusion idéologique. Tantôt on nous dit que ce qui caractérise fondamentalement le révisionnisme c'est l'« ignorance » de la lutte idéologique, tantôt qu'il lutte contre (avec) la bourgeoisie pour cette hégémonie. Mais ce qui est plus grave, c'est que, d'une part, elle soit bornée au domaine culturel (la lutte contre la division capitaliste du travail ne relève pas uniquement d'une lutte économico-politique), et que, d'autre part, on réduise celui-ci à la littérature. Le *MdJ 71* ne souffle mot de l'analyse qui permet ce « surtout... en " littérature " ». Faut-il en déduire que cela tient uniquement à ce qu'elle touche à la pratique spécifique de *Tel Quel ?*

Globalement, les positions du *MdJ 71* s'attachent à réduire la pratique sociale à une pratique spécifique dite, à grand renfort de textes, « signifiante » ; laquelle est censée être le creuset où se condense et se reflète le grand tout politique, artistique mondial[4]. C'est ainsi que le « nouveau » (dont on aura compris qu'il représente une autre greffe caricaturale de la problématique chinoise de « l'ancien et du nouveau ») est le reflet, dans la lutte spécifique de *Tel Quel*, du marxisme-léninisme, de la G.R.C.P.C., etc. En un mot, la grande ligne de démarcation. Ce nombrilisme culmine page 138 : « *tout ne peut que tourner en rond* AU DÉTRIMENT DE L'AVANT-GARDE RÉELLE D'AUJOURD'HUI QUI DOIT INVENTER SES PROPRES VOIES ET SON NOUVEAU SPÉCIFIQUE EN S'APPUYANT SUR LES LEÇONS DE L'ÉLÉMENT RÉVOLUTIONNAIRE PRINCIPAL DE SON TEMPS HISTORIQUE. » (Les capitales d'imprimerie sont de *Tel Quel*.)

4. Citons encore : « *Nous développerons par la suite les causes et les implications politiques et économiques, nationales et internationales, de cette lutte spécifique* » (p. 141). Rétroaction de *Tel Quel* sur la scène internationale ?

Le catalyseur de cette réduction est l'illusion entretenue d'être « *au service, immédiatement, bien qu'à long terme, du prolétariat* » (p. 136).

Il faudra que le *MdJ 71* en finisse avec cette thèse de l'autonomie transitoire du travail d'avant-garde ; travail dont le prolétariat est censé se saisir un jour ou l'autre. Car elle évite de poser la question déterminante de la transformation des armes théoriques en armes matérielles, question réglable sur la base d'une liaison

aux masses articulant l'élaboration de la ligne politique, et *dès maintenant*. Malgré la « rupture » avec le révisionnisme, les positions du « mouvement » sur la lutte idéologique sont encore dans le droit fil de celles de J.L. Baudry (*Tel Quel*, n° 44 et 45 : *Pour une matériologie*). Rappelons que les thèses avancées alors, en réservant la lutte idéologique à la petite-bourgeoisie, interdisaient de fait toute entrée du prolétariat dans les superstructures. De là à penser que c'est à la petite-bourgeoisie intellectuelle à transformer le prolétariat (et non l'inverse), il n'y a qu'un pas. C'est sur cette base finalement que le *MdJ 71* avance trois conditions d'alliance : « a) *pouvoir affirmer sans voiles ses buts stratégiques ;* b) *ne plus accepter la moindre censure sur ses positions ;* c) *rallier des intellectuels « progressistes, des démocrates, dans une dialectique permettant la libre discussion scientifique, sans exclusives d'aucune sorte* » (p. 140).

Les deux premières conditions ne se définissent que par rapport aux anciens compagnons d'infortune, ces camarades révisionnistes « avancés », « *ouverts au travail de l'avant-garde* ». La dernière est le plus pur principe révisionniste. En effet, elle propose une perspective d'alliance sans principes autres que celui de la « libre discussion scientifique ». Exemple type d'une alliance conçue hors de toute ligne politique définie. Pour nous, c'est seulement à partir de la définition précise de cette ligne qu'une stratégie d'alliances peut être menée. Nous disons bien stratégie pour indiquer l'articulation de la ligne politique à la situation concrète. Pas par hasard donc si le *MdJ 71* définit une stratégie erronée. Il aurait au moins fallu qu'il définisse les axes, même embryonnaires, d'une ligne politique. Remarquons aussi qu'il ne s'agit que de rallier au sein de l'ancien : de rallier des forces progressistes, certes, mais seulement dans les rangs des intellectuels, des démocrates. Plus question de « nouveau » tout d'un coup. Mais ça, on le savait, rien de « nouveau », rien d'antirévisionniste hors de *Tel Quel*.

Résumons-nous : il s'agit d'une revendication implicite typiquement petite-bourgeoise, le droit à l'autonomie politique. D'où la position libérale, sans rivages ni à droite ni à gauche (encore qu'à gauche, comme on le verra, on trouve très vite la limite « dogmatique »). « *Il (le mouvement) refuse toute condamnation* a priori *de telle ou telle tendance* » (souligné par *Tel Quel*, p. 140). Une fois de plus, le libéralisme permet de rejeter « *a priori* » la question décisive du « qui servir ? » et « comment ? ». Belle manière de « mettre la politique au poste de commandement » ! Nul ne s'y trompera : cette position est sous-tendue et impulsée par le refus d'une littérature de parti. Le refus en dernier lieu de ce que Lénine appelait « la prise de parti en philosophie ». Ce qui explique aussi l'ambiguïté et le vague de la base de rassemblement : l'unité se construit seulement autour d'un certain nombre d'idées ; au lecteur de trouver les formes concrètes de lutte.

b) Cette conception de la lutte idéologique n'est pas sans conséquences quant à la place de la revue et à la fonction de « l'avant-garde ». « *Il (le mouvement) tient à souligner que* Tel Quel *est un appareil d'édition lourd qui ne répond que très imparfaitement à ses objectifs.* » Il semblerait que, jusqu'à aujourd'hui, le mouvement s'accommode fort bien de cette lourdeur. Car enfin, quelles ont été les tentatives pratiques de transformation, les tâches concrètes entamées, pour briser et alléger cet appareil afin de mieux l'aligner sur les objectifs fixés ? S'agit-il de l'édition du bulletin du « mouvement » ou de la mise en vases communicants avec *Promesse* et *Peinture Cahiers-Théoriques ?* Il faudrait aussi commencer une véritable enquête sur les besoins réels des lecteurs, sur les rapports qu'ils entretiennent avec la revue, sur leur insertion de classe dans et hors les appareils idéologiques. Circonscrire donc le mode d'intervention réel de la revue dans la lutte idéologique ; bref, poser concrètement la question de l'utilitarisme. Voyons donc la conception que le *MdJ 71* se fait de ce rapport : « *Cela suppose que le " lecteur de Tel Quel "*, où qu'il se trouve dans le champ de la pratique sociale, *est en mesure de reconnaître, à l'intérieur et à l'extérieur de* Tel Quel, *deux lignes, deux voies, deux objectifs antagonistes.* » (Souligné par nous, p. 135-136). Et plus loin : « *Le " lecteur de* Tel Quel *" doit ici observer lucidement le procès en cours : et*

d'abord s'en tenir aux textes, aux prises de positions, les comparer, distinguer en quoi *et* pourquoi *ils tracent les points de démarcation entre deux lignes, deux classes, deux voies. Car c'est bien d'une lutte de classes qu'il s'agit dans cette crise d'" intellectuels ".* » (Souligné par *Tel Quel*, p. 136.)

Double thèse du *MdJ 71* qui en dit long sur la volonté de non-transformation d'un lecteur placé dans une position autonome, au-dessus des classes et dont la pratique est secondarisée. Mis en position d'arbitre neutre, on lui assigne pour seule tâche un travail principalement livresque de démarcation. Ce qui suppose, d'une part, le développement représentatif, *exemplaire*, de *Tel Quel*, et, d'autre part, un lecteur soumis immédiatement et par osmose aux transformations de la revue. On a là une nouvelle caricature nombriliste, celle du « feu sur le quartier général ». Caricature, car le *MdJ 71* ne retient qu'un volet de ce principe chinois : la lutte entre deux lignes dans les superstructures. Alors que c'est aussi dans l'infrastructure que les masses chinoises pouvaient voir se manifester la ligne révisionniste (*cf.* Pont de Nankin, etc). C'est justement à partir des données concrètes des trois mouvements de la pratique sociale que les masses chinoises avaient à combattre le révisionnisme et à reconnaître *alors* qui le représentait, jusqu'aux dirigeants du Parti. De même ici aujourd'hui, c'est à partir des luttes concrètes sur *tous* les fronts (pas seulement le front culturel) que se démasque et se combat le révisionnisme ; non pas seulement à partir d'une lutte idéologique abstraite, textes contre textes.

Tout ceci est indissociable de l'assimilation erronée, faite à *Tel Quel*, de la pensée-maotsétoung : « *Là encore le fait de se baser* ou non, *de* comprendre, *de savoir traduire dans sa pratique spécifique la pensée-maotsétoung seule garante aujourd'hui de la* vérité *d'une référence au marxisme-léninisme doit servir de critère.* » (Souligné par *Tel Quel*, p. 139.) La pensée-maotsétoung fonctionne à *Tel Quel* comme dogme absolu, coupée de la pratique sociale. Il y a passage direct, sans médiation par celle-ci, de cette pensée à sa « traduction » dans un champ spécifique (à ce titre *Lois* de Sollers est exemplaire), qui reste, quant à lui, non questionné dans ses fondements. Jamais la pensée-maotsétoung n'est « comprise » comme pouvant interroger radicalement la notion même de pratique spécifique (« signifiante »), remettre en jeu et déplacer le champ principal de luttes à *Tel Quel*. Pour mémoire, rappelons que : « Les marxistes estiment que les hommes n'ont d'autre critère de la vérité de leur connaissance du monde extérieur que leur pratique sociale. » (Mao Tsé-toung : *De la pratique*.)

La notion même d'« avant-garde artistique », voilà ce qui ne semble pas avoir été modifié par l'« assimilation » de la pensée-maotsétoung. Bien au contraire, c'est la conception avant-gardiste de *Tel Quel* qui appelait, nécessitait une annexion qui, par simple référence, devait figer définitivement une avant-garde artistique en avant-garde politique. Comme symptôme, citons, page 136 : « *Camarades ! nous ne sommes pas en 1920 ou 1930, ni même en 1960, mais en 1971. Votre avant-garde n'est pas le formalisme, le futurisme, le surréalisme, le « nouveau nouveau roman », etc., mais la percée d'une production révolutionnaire* aujourd'hui. *Aujourd'hui, c'est-à-dire à l'époque qui a vu la révolution culturelle prolétarienne chinoise, Mai 1968 en France et, sur la scène internationale, le resurgissement, la propagation irréversible de la théorie et de la pratique révolutionnaires de notre temps : la pensée-maotsétoung.* » (Souligné par *Tel Quel*.) Cette conception « ultra-gauche », qui envisage la pensée-maotsétoung comme une « *pratique* révolutionnaire », permet aussi d'éclairer la démarcation : finalement, pour le *MdJ 71*, le caractère incomparable de sa « rupture » avec toute avant-garde passée réside dans le fait que cette « rupture » est traversée dans son *contenu* par le marxisme, la pensée-maotsétoung, etc., où elle trouve de quoi alimenter sa « radicalité » révolutionnaire et affirmer son caractère sans retour. De la même manière le surréalisme, en son temps, fut « concerné intimement » par la révolution d'octobre. Dans les deux cas, le référent n'a pas été (n'est pas) un moyen de transformation de la pratique sociale. Ce référent a rempli pour les uns comme il joue

pour les autres la même fonction de déplacement intra-théorique, celle d'un *référent mort*. Sur cette conception de l'avant-garde et pour finir, nous soumettons à l'appréciation de chacun la définition qu'en donne J.-L. Baudry dans *Peinture Cahiers-Théoriques*, n° 4-5, p. 84 : « *Nous définirons une avant-garde révolutionnaire par les trois critères suivants qui suffisent à la différencier de toutes les prétendues avant-gardes : pratique signifiante, pratique théorique, lutte idéologique. Toute déviation de l'avant-garde sera caractérisée par l'absence d'un ou deux de ces critères.* » Sans commentaires !

Nous essaierons dans la suite de ce travail, d'une part de critiquer avec précision le « concept » de dogmatico-révisionnisme, d'analyser son développement et son utilisation, de clarifier d'autre part jusqu'à quel point il agit évidemment dès les *Positions du MdJ 71* et comment il programme aussi les problèmes que nous venons de soulever.

Dans le mouvement unité-critique-unité qui s'amorce parmi les intellectuels se réclamant du marxisme-léninisme, ces problèmes doivent être traités de la manière la plus critique et la plus claire possible. Aussi devons-nous être attentifs, à propos entre autres de *Tel Quel*, à l'évolution du *MdJ 71*, au développement de ses positions. Précisons donc que nous n'avons pas lu que les textes de la « rupture » avec le révisionnisme, mais aussi tout le reste jusqu'à ce jour. Cela pour souligner que nous n'avons constaté aucun retour (autocritiques, rectifications), sinon ultra-lacunaire et trop allusif, sur les thèses principales abordées ici ; et que pour nous, de nombreuses questions restent entières. En outre, nous ne cacherons pas que, sur ce point, l'éditorial du numéro 53 de *Tel Quel* n'a pas été sans nous inquiéter un peu plus. C'est pourquoi, à l'issue de ce premier travail, nous définirons brièvement dès maintenant : *a*) le point de vue d'ensemble qui nous anime en ce qui concerne *Tel Quel* ; *b*) une liste non limitative des questions qui, parmi celles que se posent les intellectuels marxistes-léninistes et les progressistes sur le front culturel, concernent surtout notre rapport à cet éditorial.

a) En gros, nous avons parlé, à propos d'une « rupture » opérée essentiellement à partir d'un domaine spécifique, et malgré une volonté positive de démarcation, de ce qui peut s'y trouver comme positions non encore démarquées du révisionnisme au niveau de la pratique concrète ; à savoir, de la qualité de cette « rupture ».

C'est-à-dire qu'il ne s'agit nullement de problèmes quantitatifs du type : il reste encore un peu de révisionnisme ici et là, donnons un coup de balai de ce côté ; parachevons donc ensemble la « coupure », en un mot luttons contre le révisionnisme qui est en nous (*Tel Quel*, n° 47, p. 141) ; perfectionnons-nous individuellement dans un antirévisionnisme de plus en plus pur. Mais il s'agit bien de problèmes qualitatifs, à savoir : quelle doit être vraiment notre pratique ? Quelle est notre position de classe ? Avons-nous la volonté de nous lier aux masses pour nous transformer et non pour nous « *y apprendre comme sujet* » (*Tel Quel Informations*, n° 4, p. 2). Alors seulement, voir les raisons réelles pour lesquelles une démarcation d'intellectuels petits-bourgeois (que nous sommes) avec le révisionnisme peut encore se rattacher à ce dernier, se rattacher à l'idéologie bourgeoise elle-même, hors de toute appartenance au parti révisionniste français. Cela, ce n'est plus dire qu'il y a encore des séquelles révisionnistes dans cette « rupture », c'est dire qu'il peut y avoir d'*autres* révisions du marxisme-léninisme que celles du P. " C. " F.

En ce qui concerne *Tel Quel*, nous pensons qu'il y a au sein de cette « rupture » du *MdJ* 71 une révision théorique fondamentale : celle du concept de *Pratique* même (ce que nous tenterons de préciser à propos du « dogmatico-révisionnisme »), révision issue de sa réduction à celle de « pratique spécifique », « signifiante ». A cet égard, les critiques formulées par *Cinéthique* (n° 11-12) restent justes aujourd'hui. Soyons clairs : nous ne demandons pas aux intellectuels se réclamant du marxisme-léninisme d'abandonner purement et simplement toute pratique spécifique afin d'entamer, de manière volontariste, une « descente »

quasi rédemptrice vers les masses, mais plutôt de réévaluer la place et le rôle des pratiques spécifiques dans les luttes de classes (ce qui oblige entre autres à interroger la notion de « subversion »). Nous invitons à entamer un processus particulier : il s'agit, et par tous les moyens, de s'attaquer à la division entre travail manuel et travail intellectuel. Dès maintenant, nous devons produire les formes adéquates (*historiquement déterminées*) de cette destruction-construction, sachant qu'elles ne peuvent contourner les besoins actuels des masses. Car en conservant telle quelle la division économique-politique-idéologique manuel/intellectuel, qu'impose avec de plus en plus de difficultés la dictature bourgeoise et que soutient le P. " C. " F., nul ne peut prétendre sérieusement « sortir du cercle », « changer positivement de terrain ».

Pour la petite-bourgeoisie intellectuelle se réclamant du marxisme-léninisme, répétons-le, c'est qualitativement que se pose le problème. Car elle n'est jamais définitivement du bon côté et à l'abri d'un basculement ; même une rupture proclamée avec le révisionnisme, sans transformation de sa pratique par le prolétariat, ne la préserve pas à tout jamais de verser dans la réaction : « *Le prolétariat est la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout.* »

b) Formellement, nous poserons deux types de questions : 1) de « théorie et d'histoire » ; 2) de la pratique. Mais qu'on ne s'y trompe pas, c'est sur la base de la pratique comme critère déterminant.

— La question de l'articulation du marxisme avec la psychanalyse : question ayant trait, pour des revues comme *Tel Quel* ou les *CdC*, au problème des « acquis », à l'analyse correcte du développement des anciennes positions. Question à résoudre sur la base de la transformation, de l'assimilation critique. C'est ainsi que nous ne pouvons être d'accord avec la manière qu'a *Tel Quel* d'envisager le problème, c'est-à-dire, si l'on en juge par le dernier éditorial, par la mise à un strict même niveau de Marx et de Freud [5]. La psychanalyse et la politique joueraient alors tout à la fois le rôle de supplément mais aussi d'antidote mutuels. Ainsi, pour *Tel Quel*, au poste de commandement : en apparence la politique, en réalité la psychanalyse. Nous noterons à ce propos la stratégie qui consiste *aujourd'hui* à placer en épigraphe au numéro 53 ce mot de W. Reich : « Celui qui n'a pas surmonté son propre attachement à sa famille et à sa mère ou qui, du moins, ne l'écarte pas lucidement de tous ses jugements, ferait mieux de ne pas explorer le domaine de la formation de l'idéologie. »

5. *Cf. aussi l'entretien Sollers-Pleynet - Houdebine* dans le n° 34-35. *Promesse.*

Encore une fois le problème est traité sur le mode allusif et ce sera au lecteur de déduire pourquoi cette phrase est là, en quoi elle se rapporte à l'orientation du numéro, la relance et le résumé. Toujours sur ce point, citons l'éditorial : « *Nous ne lisons* rien d'autre *dans l'alliance électorale du parti communiste révisionniste français avec la social-démocratie et avec la bourgeoisie que leur intérêt commun à refouler leur traumatisme réciproque sous la forme du discours de l'autre.* » (Souligné par nous.) Si les intellectuels marxistes-léninistes n'ont « rien d'autre » à « lire » de la collaboration de classes du P. " C. " F., il leur reste un long chemin à parcourir.

— Question de l'analyse correcte du développement et des fondements du révisionnisme.

— Question de Staline (et non du « stalinisme », comme le dit *Tel Quel* : terme qui a trop souvent recouvert des analyses droitières pour être employé par les marxistes-léninistes sans autre précision). Question du rapport de la Chine à Staline au niveau théorique et stratégique et au niveau de la pratique : en quoi la révolution culturelle, dans son développement même, a critiqué la ligne de Staline. (Rien à voir avec « *la révolution culturelle prolétarienne chinoise est le contraire* (*non le renversement révisionniste*) *du stalinisme...* », *Tel Quel*, n° 47, p. 138.) Problèmes effectivement non résolus et à ne pas envisager de manière subjective, hors de l'étude sérieuse : *travail* sur Mavrakis, Bettelheim, etc., et non pas simple publication de leurs textes. En liant la question de Staline au « dog-

matico-révisionnisme » dans cet éditorial, *Tel Quel* annonce tout de même la couleur : « *Ce n'est certainement pas avec sérénité qu'un marxiste conviendra de la justesse d'une telle analyse.* » C'est le moins qu'on puisse dire !

— Question de l'analyse de la situation en France en 1973, question des groupes marxistes-léninistes et de leur développement. A ce propos justement, quand nous lisons dans le livre de P. Kessel (*Le mouvement « maoïste » en France*, 10/18), entre autres, un texte comme *Faut-il réviser la théorie marxiste-léniniste ?* (avril 1966), nous constatons que ces groupes n'ont pas attendu le *MdJ 71* pour entamer la lutte idéologique. Nous ne suivrons donc pas J.-L. Houdebine quand il affirme : « ... *erreur des groupes maoïstes constitués que d'avoir quasiment abandonné ce champ à la collusion bourgeoisie-révisionnisme* » (*Tel Quel Informations*, n° 4, p. 4). De ces groupes, *Tel Quel* ne dit mot et, parlant globalement des « dogmatiques », préfère appeler à la répression politique, par le biais de critères psychiatriques, de cette « gauche » : « *dont l'activisme politique ne relève en dernière instance que de la névrose* » (*Tel Quel*, n° 53, éditorial) ou de ce « *dogmatisme sénile de pas mal de groupements d'extrême-gauche aujourd'hui* » (*Tel Quel*, n° 53, p. 103) [6].

6. *Cf. Promesse.*

— Question, pour les groupes éditant des revues sur le front culturel, de l'utilitarisme de celles-ci ; de la définition claire et nette du rapport avec les lecteurs, de l'enquête auprès d'eux, de la définition des tâches (principales, secondaires, ligne d'ensemble qui en permet la hiérarchie, etc). Nous ne sommes donc pas d'accord avec *Tel Quel* pour renvoyer « le » lecteur à lui-même, à cette place où il doit tout dégager à travers un ensemble de textes en redondance travaillée ou en contradiction savante (que pense, par exemple, N. Poulantzas des positions avancées sur Staline dans l'éditorial du numéro 53, numéro dans lequel il publie un article pour rectifier entre autres les amalgames droitiers du dernier livre de J.-P. Faye ?). Cela ne peut que masquer, de la part de la revue, un point de vue éclectique, que relever en dernière instance du libéralisme. Questions liées à celle de la pratique concrète des rédacteurs et non seulement à leur position mais aussi à leur attitude de classe (élitisme, style d'écriture), à celle de l'inscription à tous les niveaux des intellectuels marxistes-léninistes dans la production capitaliste. Tout cela ne peut que passer par la critique du concept telquelien « d'avant-garde artistique ». Pour nous, il n'y a qu'une avant-garde : l'avant-garde politique, celle du prolétariat. Du dogmatisme, n'est-ce pas ?

— Question de la liaison aux masses, de la ligne de masse, de l'organisation, question du parti. Et ce ne sont ni des fantasmes : « *Soit en proposant sur le champ la formation d'un parti ou le ralliement pur et simple à des organisations politiques déjà existantes (fantasme persistant de l'« organisation » sous la forme du groupe assujetti)* » (*Tel Quel Informations*, n° 4, p. 1) ; ni des problèmes à envisager par vos dénégations, vos flous réconfortants : « *lutte non pas abstraite, autonome, indépendante du mouvement des masses populaires, mais liée à lui, commandée par lui*, agissant dialectiquement sur lui en retour, éclairant sa puissance d'ébranlement dans la superstructure ». (Souligné par nous, *Tel Quel Informations*, n° 4, p. 4, J.-L. Houdebine.)

2. Enfin, *dans la pratique*, pour les groupes qui se sont démarqués du révisionnisme au nom du marxisme-léninisme et à partir du front culturel, il ne peut s'agir de se mettre en position centrale pour régler ces questions, d'aborder de manière autonome le problème de la ligne politique et de la liaison aux masses. Cela reviendrait à considérer le front culturel comme « secondaire en apparence, mais principal en réalité ». Au contraire, il ne peut être question aujourd'hui de ligne politique et de liaison aux masses hors d'une liaison avec les groupes marxistes-léninistes militant sur les fronts politique et idéologique. Cette liaison est un moyen concret de vérifier nos intentions, de ne pas envisager les questions qui précèdent de manière formelle, volontariste et creuse. Voilà aujourd'hui pour nous la tâche principale.

Jean-Marie Bartel et Jean-François Jung.

A propos de la démission de Pierre Baudry.

Chers Amis,

Je crois devoir vous remettre ma démission, et m'en expliquer.

1° Quant à la politique : j'adhère à la ligne marxiste-léniniste générale de la revue, et à sa critique du révisionnisme, à un point secondaire, mais important, près : la formation du mouvement marxiste-léniniste en France naît d'une faillite du P.C. à être la véritable avant-garde *révolutionnaire* du prolétariat (et de ses alliés) ; le mouvement marxiste-léniniste vise donc, littéralement, à être un Parti communiste. Or le prolétariat, tel qu'il est, est largement sous la dominance du révisionnisme. D'où le danger, pour le mouvement marxiste-léniniste (et auquel, me semble-t-il, les *Cahiers* sont actuellement fort loin d'échapper) de fantasmer le P.C. comme « personnage gênant » (puisqu'il occupe illégitimement la place). Ce qui a deux conséquences : d'une part, cela fait du révisionnisme l'ennemi principal (la lutte contre le révisionnisme masquant de fait celle contre le capitalisme). D'autre part, cela induit à critiquer, non dialectiquement, le Parti révisionniste, et non pas le révisionnisme du Parti (on fait alors fi, d'autant plus aisément d'ailleurs qu'elles sont absolument censurées, des contradictions à l'intérieur du P.C. ; de plus, le légitime désir de révolution relègue dans le secondaire la question de la nécessité des alliances).

2° Quant aux questions de théorie : le travail planifié (*Cahiers du Cinéma*, 242-243) et effectué aux *Cahiers* depuis, refoule la contradiction spécifique au nom de la contradiction principale ; la revue est devenue un organe de luttes dans la culture, et non plus dans le cinéma. Peut-être, d'ailleurs, est-ce politiquement une nécessité. Mais cela me semble programmer — la lutte culturelle ayant moins besoin d'une théorie de la spécificité cinématographique — la nouvelle place donnée au travail théorique propre.

Dans le processus Pratique-Théorie-Pratique, chaque moment est censé transformer le précédent. Or, selon la planification nouvelle, tout se passe comme si, avant même qu'on passe par la théorie, les effets de ce passage pouvaient être repérables et maîtrisés. D'où deux critiques : d'une part, d'où se décide cette *maîtrise* initiale du processus, sinon dans une sorte de « métalangage » (dogmatique) insitué. D'autre part, une telle conception manque ce qu'il y a de *risque* dans le passage par la théorie ; repérer à l'avance les effets de la théorie, c'est restreindre le champ des effets aux seuls effets repérables, c'est censurer la spécificité de la théorie.

Je m'explique sur le terme de « risque », qui peut paraître ambigu : la théorie, bien sûr, n'est pas d'abord et à tout coup risquée, non repérable ; mais on ne

peut pas dire *avant* ce que peut apporter l'effort théorique (à moins de « court-circuiter » le processus). Ce qui, à mon avis, agit dans la théorie, ce n'est pas seulement la production d'un *savoir* qu'on réinvestit (avec les dangers du dogmatisme et de l'empirisme) dans la pratique, c'est aussi le rapport de ce savoir avec la vérité, l'entraînement à analyser (même lorsque aucun savoir n'est produit qui soit directement utilisable), c'est le *frayage de la vérité.* Ce qui a pour effets non seulement l'analyse, mais la relance même des processus, le désir de continuer (de faire des films, par exemple).

Dans la phase précédente de l'histoire des *Cahiers*, l'aspect général d'« avant-garde théorico-formelle » laissait le champ à bon nombre d'impensés politiques. Il faut, effectivement, mettre la politique au poste de commandement ; mais cela doit-il se faire au prix d'une telle régression (ou déviation) de la revue sur le rôle de la théorie ?

3° Quant à moi, j'étais entré aux *Cahiers* pour une double raison : intéressé, d'une part, par une pratique d'écriture qui donne les moyens intellectuels d'une pratique cinématographique (filmage), d'autre part, par l'exercice de ce qu'on pourrait appeler une « recherche » (de celles où l'on trouve). Que cette dimension de « frayage » de la théorie y soit, sinon complètement, du moins fortement censurée, est la raison déterminante de mon départ de la revue.

Ce départ a d'autres raisons, plus personnelles : à part quelques écrits, déjà commencés (sur Griffith, sur le réalisme), ou en chantier depuis longtemps, que je voudrais transformer et terminer, le journalisme en tant que tel a cessé de m'intéresser, d'autant qu'il est relativement difficile (quelque compatibilité qu'on puisse imaginer) de mener alors d'autres activités parallèles (films, par exemple).

Je rattacherai d'ailleurs ma démission à un fantasme d'exclusion périodique qui me semble régler le groupe que sont les *Cahiers* : l'exclusion d'un membre venant sanctionner la dernière transformation pour en donner la caution objective, pour en produire l'inscription. Peut-être est-ce projectif : j'intérioriserais moi-même cette loi, pour me trouver interpellé par ce qui peut la connoter ; on en trouve pourtant des traces dans la plate-forme, où une description des plus rétrospective des luttes internes vient donner la garantie des luttes externes programmatiques, ou dans une citation sans guillemets de Mao (« Nous devons nous acheminer... », p. 13, C, 1).

Cela dit, jouer le rôle de l'excrément dans cette castration anale ne me dérange pas : je suppose qu'effectivement mes critiques et réticences — que j'admets lacunaires — envers la nouvelle ligne vous gênent et entravent votre travail. Je m'en voudrais, vu que celui-ci continue de me sembler plus que sympathique : positif.

Pierre Baudry, 9.2.73.

Réponse à P. B.

Pierre Baudry a estimé devoir s'expliquer, dans un texte court et public, sur les raisons qui l'ont conduit à quitter les *Cahiers*. C'est là, sans conteste, une façon correcte de procéder. Elle est seule, en effet, à pouvoir faire connaître le fond de nos divergences, et à nous permettre d'intervenir à notre tour sur l'analyse que Baudry fait de nos positions, et l'appréciation qu'il en donne.

Il faut pourtant regretter qu'un tel texte consomme une rupture et ne soit pas au contraire — puisque Baudry déclare qu'il n'existe pas de contradictions anta-

gonistes entre nous — le point de départ d'un débat idéologique positif visant à renforcer une unité défaillante, ou à en forger une réelle, celle que nous pensions exister entre nous se révélant fondée sur des compromis. Nous estimons en particulier qu'au moment des débats qui ont précédé et suivi la publication de la plate-forme : *Quelles sont nos tâches sur le front culturel ?* puis lorsque certaines de ces tâches ont été prises en main, Baudry pouvait et devait exposer de façon complète, franche et ouverte, son désaccord ou ses réserves sur les orientations nouvelles. Sans doute, devant ses résistances, son manque d'enthousiasme et d'initiative, nous aurions dû nous-mêmes relancer, cette fois en profondeur et jusqu'au bout, le débat. Nous ne l'avons pas fait, ou pas suffisamment, nous contentant de l'adhésion verbale et formelle de Baudry aux nouvelles bases de travail. Les faits ultérieurs se sont chargés de faire la preuve, une fois de plus, que des contradictions traînantes et mal résolues entraînent inévitablement le pourrissement de la situation et la rupture. Nous avons, pour notre part, une sérieuse autocritique à faire sur ce point.

Le texte de Baudry aborde deux questions fondamentales : l'orientation politique générale de la revue et son attitude à l'égard du P. " C. " F., la place donnée au travail théorique en fonction de cette orientation.

Nous dirons tout d'abord qu'on éprouve certaines difficultés à répondre à ce texte, difficultés qui ne tiennent pas tant aux problèmes soulevés qu'à la façon même dont ils sont abordés. La domination de la problématique psychanalytique, plus précisément de la topique freudo-lacanienne, y est en effet telle qu'elle programme, préalablement aux réponses énoncées, l'espace même des questions posées. Mettre, comme Baudry lui-même en rappelle l'impérieuse nécessité, la politique marxiste-léniniste au poste de commandement, l'aurait en effet conduit non pas principalement à l'emploi de tel terme « marxiste », de préférence à tel autre « psychanalytique » (une simple traduction suffirait alors), mais à produire un tout autre texte. Une preuve manifeste en est par exemple l'emploi du mot *vérité* qui désigne pour lui et pour nous deux choses entièrement différentes : pour lui, la vérité lacanienne dans sa distinction d'avec le savoir, pour nous, la vérité objective des connaissances, laquelle, d'un point de vue matérialiste dialectique, n'a d'autre critère que la pratique sociale.

1. Baudry commence par signaler la tentation, pour le mouvement marxiste-léniniste, de « fantasmer » le P. " C. " F. comme « personnage gênant », occupant illégitimement la place de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat et du peuple. Et donc de vouloir prendre cette « place » dans la direction des luttes ouvrières et populaires. Cette imputation, et les conséquences que Baudry en tire, sont à notre avis entièrement fausses, et fondées sur l'incompréhension de la nature de classe du révisionnisme. Elles reviennent à se représenter les marxistes-léninistes dans une position critique à l'égard de celui-ci, mais *sur le même terrain que lui*, particulièrement en ce qui concerne la question de la direction. La juste appréciation de la façon dont les révisionnistes pensent et pratiquent cette question décisive, la mise en application de la ligne de masse d'autre part, excluent qu'il en soit ainsi. Attribuer aux marxistes-léninistes la volonté de prendre la place du P. " C. " F., c'est estimer qu'ils convoitent le monopole de l'instrumentation et de la division des masses par l'exercice d'une direction *extérieure* et *étrangère* à celles-ci. Certes, il existe nombre de groupuscules pseudo-révolutionnaires obsédés par l'idée de se substituer aux révisionnistes dans la manipulation des masses, d'être *reconnus* comme pôle de direction, voire, comme la Ligue Communiste s'en est fait depuis longtemps une vocation, d'être traités en interlocuteur valable par les dirigeants mêmes qu'on veut concurrencer. Mais le critère fondamental de la *nature de classe* d'une direction, dont la *place n'est que l'effet*, se mesure précisément à l'attitude envers les masses : soutenir leurs initiatives et leur orga-

nisation interne, ou les réprimer. Il n'existe pas, en soi, de « place » d'une direction révolutionnaire, que le P. " C. " F. occuperait mal, et que d'autres pourraient mieux tenir, mais une nature de classe — bourgeoise ou prolétarienne — de la direction, impliquant des rapports radicalement différents aux masses populaires : liaison organique et prolongée, écoute attentive et apprentissage auprès d'elles, confiance en leur pouvoir créateur, généralisation et développement de leurs initiatives justes, ou coupure, mépris, répression. Prendre la place du P. " C. " F. n'a dès lors de sens qu'à partir d'un point de vue bourgeois sur la question de la direction des luttes révolutionnaires, puisque la direction juste de ces luttes passe nécessairement par la destruction de cette place, extérieure et étrangère aux masses. Dire, comme le fait Baudry, que la lutte contre le révisionnisme masque de fait celle contre le capitalisme, c'est, à partir d'une vérité d'évidence (parmi ceux que le P. " C. " F. influence encore, il existe quantité de gens aspirant sincèrement à la révolution), oublier la nature intrinsèquement contre-révolutionnaire du révisionnisme, et l'avertissement de Lénine selon lequel, sans lutte résolue contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme (qu'il ne saurait être question d'« oublier ») n'est qu'une phrase creuse et mensongère. Lorsque Baudry espère en une possible évolution de la politique du P. " C. " F. sous l'effet de ses contradictions internes, ou même de la poussée de mouvements de masse extérieurs à lui, il perpétue l'erreur que nous avons commise et critiquée — il faisait pourtant encore partie de la Rédaction, — dans l'intervention I du numéro 234-235. Les événements récents n'ont-ils d'ailleurs pas apporté un démenti cinglant à ceux qui entretenaient de telles illusions, criant au « changement de ligne » du P. " C. " F., à sa « radicalisation », sans voir qu'il s'agissait, au lendemain des législatives et en présence de mouvements de masse puissants, après le fiasco de la manifestation U.N.E.F.-UNCAL du 21 mars et le rejet par les O.S. de Renault de l'accord syndicats-Direction, d'un ajustement tactique destiné à replacer dans les mobilisations populaires le rossignol du Programme commun comme seule issue politique d'ensemble ? Baudry laisse d'ailleurs planer une redoutable équivoque à la fin du premier paragraphe de son texte, quand il parle de la « nécessité des alliances », sans préciser s'il s'agit d'alliances de classes indispensables, ou d'alliance avec les organisations révisionnistes, inacceptables d'un point de vue révolutionnaire.

2. Dans la seconde partie de son texte, Baudry aborde le problème du rôle que nous attribuons à la théorie dans notre travail. Nous ne traiterons pas le point concernant l'« abandon » de la contradiction spécifique, dans la mesure où ce point est développé dans la réponse à un lecteur (p. 95), et nous en venons directement à la conception du rapport pratique-théorie-pratique qui nous est attribuée. Pour nous, selon Baudry, loin que chaque moment de ce processus transforme le moment précédent, les effets du passage à la théorie seraient repérables d'avance, d'où une position de « maîtrise » et l'abandon de la part de « risque » propre au travail théorique. En deux mots, notre conception de la connaissance serait empiriste et téléologique :

— empiriste, parce que pour nous il n'y aurait rien dans la théorie qui ne soit présent comme *donné* dans la pratique, le travail théorique se réduisant dès lors, au mieux, à l'extraction de vérités contenues dans les faits, au pire à la simple comptabilisation et mise en forme systématique d'éléments d'expérience ;

— téléologique, puisque le processus de développement de la connaissance ne serait rien d'autre que le déploiement linéaire de vérités déjà là, aux effets repérables et prévisibles.

En fait on ne sait pas très bien si ce que Baudry vise est la théorie matérialiste dialectique de la connaissance, ou les erreurs empiristes et dogmatiques que nous reconnaissons volontiers dans l'application de cette théorie, quant à elle fondamentalement juste. Il semble, et c'est ce qui nous paraît grave, que c'est bien la théorie matérialiste dialectique de la connaissance qui est ici en jeu, puisque

Baudry oppose à la vérité lacanienne, comme pur frayage, le *savoir*, destiné à être réinvesti dans la pratique, et que précisément c'est le réinvestissement qui lui paraît comporter les risques du dogmatisme et de l'empirisme. Or, très précisément, il n'y a pas, du point de vue matérialiste-dialectique, et il ne peut pas y avoir, d'autre critère de la vérité objective de nos connaissances que la pratique sociale de transformation révolutionnaire de la nature et de la société. La part de risque, dont nous excluons qu'il soit pour Baudry celui de la solitude que les représentations bourgeoises attachent à la figure du chercheur, se trouve précisément là : dans le fait qu'avant l'application dans la pratique de nos connaissances, issues elles-mêmes de la pratique, il est impossible de savoir si elles reflètent correctement les lois du monde objectif (le terme *reflet* désignant expressément ici le caractère de processus d'*élaboration* et de *transformation* du travail théorique).

Part de risque qui est même redoublée puisque le critère de la pratique — et ceci distingue la théorie matérialiste-dialectique de la connaissance de tout pragmatisme, — n'est jamais suffisant à infirmer ou à réfuter *complètement* nos représentations. Lénine précisait bien qu'il était assez vague pour que nos représentations ne se changent pas en absolu, et assez rigoureux pour permettre une lutte implacable contre toutes les variétés d'idéalisme et d'agnosticisme. La vérité à laquelle Baudry se réfère positivement est, elle, une vérité qu'aucun caractère de classe n'affecte, qu'aucun critère ne vient sanctionner, vérité auto-engendrée, autodéterminée et autosuffisante. Pour nous, les risques de la maîtrise, et la certitude de l'idéalisme, sont plutôt à chercher de ce côté. Le mouvement infini de la connaissance et de la transformation de la nature et de la société (pratique-théorie-pratique) ne saurait être confondu avec ce que Baudry nous présente, sous les espèces du « frayage », de la « relance des processus », et du « désir de continuer », comme analyse interminable, au sens freudien.

3. Nous ne nous étendrons pas sur la dernière partie du texte, relative aux déterminations subjectives qui ont joué dans le départ de Baudry, partie où il s'abandonne, avec humour, à des considérations sur la castration anale et la fonction d'excrément dont il se sentait investi depuis la réorientation politique de la revue. Nous pensons y avoir répondu au début de notre commentaire. Comme toute transformation, cette réorientation a été le résultat d'une lutte et le départ d'une nouvelle unité. Dans la mesure où, le débat n'ayant pas été mené à fond, la nouvelle unité avec Baudry, sur de nouvelles bases de travail, était une fausse unité, il était inévitable qu'il se soit — jusqu'à l'annonce de son départ, et de plus en plus — représenté cette transformation sinon comme fomentée pour l'exclure, du moins comme programmant son départ. Nous l'assurons qu'il n'en a pas été ainsi. Baudry parle d'un « fantasme périodique d'exclusion » qui lui semble régler le groupe des *Cahiers*, « loi » dont il déclare d'ailleurs qu'il l'a « intériorisée ». Plus que d'une volonté d'exclusion inexistante de notre part, cette intériorisation nous semble être la conséquence du refoulement (où nous avons notre part) d'un débat idéologique de fond. Baudry se souvient certainement qu'en ce qui concerne les cas antérieurs auxquels son texte fait allusion, la rupture est aussi survenue au terme de situations molles, traînantes, et de plus en plus dégradées, où le refus des explications claires ne venait pas de nous.

Jean Narboni.

Les **Cahiers du Cinéma** sont en vente régulièrement, entre autres dans les librairies suivantes :

A PARIS :

Les joueurs de A, 9, rue des Lions (4e).

La Joie de lire, 40, rue Saint-Séverin (5e).

La Commune, 28, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (5e).

Librairie du Haut-Pas, 7, rue des Ursulines (5e).

Lire-Elire, 16, rue de Santeuil (5e).

Librairie Nouvelle, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques (5e).

Le Minotaure, 2, rue des Beaux-Arts (6e).

La Hune, 170, boulevard Saint-Germain (6e).

Le Coupe-Papier, 19, rue de l'Odéon (6e).

Brentano's Odéon, 113, bd Saint-Germain (6e).

Contacts, 24, rue du Colisée (8e).

L'Etincelle, 92, rue Oberkampf (11e).

Tschann, 84, boulevard Montparnasse (14e).

Volume 31, 31, avenue Mac-Mahon (17e).

EN PROVINCE :

ANNECY : **Le Rouge et le Noir, 55 bis,** rue Carnot.

BAYONNE : **Librairie Port-Neuf,** 28, rue Port-Neuf.

BESANÇON : **Librairie Camponovo,** 50, Grande Rue.

BORDEAUX : **Mimesis,** 5 **bis,** rue de Grassi.

DIJON : **Librairie de l'Université,** 17, rue de la Liberté.

ENGHIEN-LES-BAINS : **La Caravelle,** 36, rue du Départ.

GRENOBLE : **Les Yeux Fertiles,** 7, rue de la République.

GRENOBLE : **Librairie de l'Université,** 2, square des Postes.

LILLE : **L'Œil ouvert,** 56, rue de Cambrai.

LILLE : **Librairie Eugène Pottier,** 36, rue de la Clef.

LIMOGES : **La Gartempe,** 25, place de la République.

LYON : **Librairie Les Canuts,** 33, rue René-Leynaud (1er).

MARSEILLE : **Lire,** 16, rue Sainte (1er).

MARSEILLE : **La Touriale,** 211, boulevard de la Libération (4e).

MARSEILLE : **Librairie Universitaire des Allées,** 142, La Canebière.

METZ : **Librairie Paul Even,** 1, rue Ambroise-Thomas.

MONTPELLIER : **La Découverte,** 18, rue de l'Université.

MONTPELLIER : **Rayon du Livre marxiste,** 34, rue des Etuves.

NANTES : **Librairie 71,** 29, rue Jean-Jaurès.

RENNES : **Les Nourritures terrestres,** 19, rue Hoche.

RENNES : **Le Monde en marche,** 37, rue Vasselot.

TOURS : **Librairie Franco-Anglaise,** 22, rue du Commerce.

A L'ETRANGER :

ALLEMAGNE (République Fédérale)
Abaton-Kino, von Melle Park 17 - HAMBURG 13.

ARGENTINE
Librairie Galatea, Viamonte 564, BUENOS-AIRES.

CANADA
Verdi Cinéma, 5380 St. Laurent, MONTREAL 151, Québec.
Cine-Books, 692A Yonge Street, TORONTO 5, Ontario.

DANEMARK
Husets Bogcafé, Magstraede 12 - 1024 KOBENHAVN.

ITALIE
Libreria Parolini, Via Ugo Bassi 41 - BOLOGNA.

PORTUGAL
Livraria Buchholz, Rua Duque de Palmela 4 - LISBONNE.

Soutien au mouvement ouvrier et populaire espagnol !

Compte tenu du vaste essor des luttes ouvrières en Espagne, qui remettent actuellement directement en cause le régime franquiste, acculé à la défensive,

Compte tenu de l'ampleur et du niveau élevé de la mobilisation qui s'opère face à la répression fasciste,

Compte tenu du fort degré d'organisation de ces luttes, au sein des Commissions Ouvrières,

Compte tenu, enfin, de l'importance du combat du peuple espagnol pour l'ensemble de la cause révolutionnaire en Europe, et notamment en France, nous avons décidé de soutenir l'initiative, prise au départ par des camarades espagnols, de créer un Comité de soutien aux luttes ouvrières et populaires en Espagne, en participant activement aux travaux de ce Comité.

Le but de ce Comité est non seulement de développer l'information, mais d'organiser un soutien effectif par des initiatives nationales, et si possible locales (création de comités locaux de soutien). Nous publions ci-dessous la déclaration constitutive du Comité.

La Rédaction.

Solidarité active
avec le mouvement ouvrier et populaire espagnol
dans un moment décisif de la lutte antifranquiste !...

Déclaration constitutive du Comité de soutien au mouvement ouvrier et populaire espagnol.

Paris, mai 1973.

L'Espagne de 1973 n'est plus celle de 1936, sauf sur un point : pour des raisons entièrement nouvelles, elle reste le maillon faible de la domination capitaliste en Europe, le pays où l'oligarchie au pouvoir arrive le moins à intégrer la lutte ouvrière et populaire, et à réfréner les aspirations des masses à une transformation révolutionnaire de la société. La dictature franquiste se trouve empêtrée dans une contradiction de plus en plus aiguë : d'une part, pour entrer au Marché Commun, pour assurer et stabiliser la domination du capital, elle doit trouver et mettre en place une nouvelle forme de régime politique, susceptible d'intégrer les pressions populaires et de gérer les conflits ; mais, d'autre part, face au développement des luttes sociales et à travers l'autonomie croissante du prolétariat, elle est prise de panique devant la possibilité d'un débordement populaire et renforce les mécanismes de la répression, s'interdisant ainsi en pratique toute évolution vers des formes démocratiques bourgeoises.

Dans ces conditions, essayant de sortir de l'impasse en rejoignant l'Europe des trusts et en s'adaptant aux exigences de la rationalité capitaliste à l'échelle internationale, le franquisme cherche à se succéder à lui-même à travers une formule politique de façade qui préserve l'essentiel des intérêts dominants sans ouvrir de brèche dans l'appareil d'Etat. Tel est le sens de la Monarchie corporative de Juan Carlos, projet politique sur lequel se concentrent les espoirs de l'ensemble de l'oligarchie espagnole et de l'impérialisme américain.

Mais la manœuvre successorale piétine depuis plusieurs mois devant la montée extraordinaire des luttes ouvrières et démocratiques, qui mettent en danger l'ensemble du système. A travers ces luttes s'inscrit la possibilité d'*imposer* la République comme issue populaire à la crise du Régime, face aux projets politiques de l'oligarchie. La forme républicaine d'Etat est celle qui, tout en correspondant à la capacité politique du mouvement ouvrier et populaire *dans la conjoncture actuelle*, crée les conditions d'une organisation et d'une prise de conscience politique de l'ensemble du peuple espagnol. La République est un objectif de l'ensemble du peuple espagnol ; mais c'est à travers les luttes récentes du mouvement ouvrier que cet objectif devient une possibilité réelle à moyen terme. En effet, depuis la grève de la S.E.A.T. à Barcelone, en octobre 1971, c'est une suite ininterrompue de grandes luttes ouvrières de masse qui a ébranlé le Régime : l'Eglise, l'Enseignement, les Syndicats fascistes, la Presse et même l'Administration sont en crise. Pratiquement, le franquisme ne dispose plus que de la répression pure et simple.

L'armée et la police frappent avec une vigueur croissante : l'assassinat, le 3 avril dernier, à San Adrien de Besos, de l'ouvrier de la construction Manuel Fernandez Marquez, vient démontrer une fois de plus que l'appareil répressif a recours directement aux armes pour répondre aux revendications ouvrières. La riposte ouvrière et populaire immédiate (manifestations et débrayages dans les principales usines de Barcelone et de la banlieue, à l'appel des Commissions Ouvrières) pose clairement les limites d'une telle politique, qui est momentanément encore la force du Régime, mais aussi, à moyen terme, sa faiblesse politique fondamentale.

Toutefois, la sauvagerie de cette répression peut atteindre grièvement le mouvement antifranquiste de masse et retarder longtemps encore la chute de la Dictature. C'est pourquoi la lutte contre la répression du mouvement ouvrier espagnol et de son organisation unitaire de masse, les Commissions Ouvrières, est un acte politique décisif dans la conjoncture actuelle. En effet, si la vague répressive qui s'abat en 1973 sur les Commissions Ouvrières, moteur du mouvement ouvrier et populaire, est brisée, c'est une victoire politique d'envergure qui sera obtenue, généralisant et accélérant la crise de la forme franquiste d'Etat.

Dans ces moments critiques pour le peuple espagnol, les démocrates et révolutionnaires français ne peuvent pas rester indifférents. Non seulement à cause d'une longue tradition de solidarité internationale entre nos deux peuples, particulièrement ressentie par les masses en France, mais parce que les progrès de la lutte révolutionnaire en Espagne — directement reliés au niveau et au rythme de la lutte de classes en France — font partie de la conjoncture de la lutte des classes en Europe occidentale. Une victoire du mouvement ouvrier espagnol, la défaite de la Dictature franquiste, ouvriraient des perspectives dont les échos dépasseraient largement les frontières de l'Espagne. Que l'on pense à la présence en France de presque 900 000 travailleurs espagnols qui ont été, souvent, à la pointe des luttes ouvrières révolutionnaires (par exemple Citroën, en mai 1968).

Nous, démocrates et révolutionnaires de France, avons décidé de constituer un *Comité* soutenant le mouvement ouvrier et populaire espagnol et susceptible de devenir un centre permanent d'initiative et de coordination d'une série d'activités d'enquête, d'information, de solidarité et de soutien matériel à la lutte ouvrière en Espagne, à travers un lien direct avec le mouvement ouvrier organisé à l'intérieur du pays, et en particulier avec les tendances révolutionnaires des Commissions Ouvrières.

Dans l'immédiat, notre première tâche sera de mobiliser l'opinion publique française sur le monstrueux procès politique intenté par la Dictature à dix dirigeants nationaux des Commissions Ouvrières, contre lesquels le Procureur demande des peines de douze à vingt ans de prison, sous le chef d'accusation de « mauvaise conduite sociale » (*sic*). Des dossiers sur les luttes ouvrières en Espagne et sur la répression contre le mouvement ouvrier seront à disposition de tous les démocrates, sur simple demande, aux différentes adresses du Comité.

La lutte contre le procès qui doit s'ouvrir sous peu au tribunal d'Ordre public de Madrid s'organise déjà en Espagne, par des assemblées, des pétitions, des manifestations, dans les usines et dans les quartiers. Madrid sera le nouveau Burgos du Régime franquiste, à une échelle encore plus vaste : il faut tout mettre en œuvre pour porter un coup décisif à la Dictature fasciste qui essaie d'étouffer la nouvelle montée irrésistible du peuple espagnol.

Les démocrates français seront une nouvelle fois au rendez-vous de la solidarité ouvrière et antifasciste par-dessus les Pyrénées.

Rejoignez-nous dans ce combat pour la solidarité entre les peuples Français et Epagnol !

Envoyez votre adhésion au Comité, en nous écrivant :

• Comité Espagne : c/o Rédaction *Cahiers du Cinéma*, 13, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

A propos des tâches spécifiques

Nous avons reçu une lettre d'un camarade qui nous fait un certain nombre de critiques très productives. Il nous fait notamment remarquer que : « Vous risquez à chaque instant de vous enfermer dans un théoricisme maso, de vous enfoncer dans l'aspect autocritique sans rien produire d'important dans le domaine du cinéma. » Nous publions ci-dessous la partie, concernant ce point, de la réponse que nous lui avons envoyée :

Merci beaucoup pour ta lettre. Elle soulève des points de critique qui nous sont d'une grande utilité pour corriger certaines erreurs que nous avions tendance à commettre, et nous incite à préciser nos positions. [...] Pour répondre plus précisément aux points que tu abordes dans ta lettre :

Tu as tout à fait raison :

— d'une part, de relever ce que tu appelles un « théoricisme maso » et une tendance à une autocritique perpétuelle et stérile qui, à proprement parler, tournerait en rond ;

— d'autre part, d'insister sur la spécificité du cinéma que nous aurions perdu de vue.

Ces deux erreurs sont présentes dans le travail des *Cahiers* tel qu'il s'est développé, notamment au cours d'une période récente (2e semestre 1972), et nous de-

vons encore aujourd'hui y prêter attention. Ces erreurs étaient effectivement redevables au théoricisme : une remise en cause purement intra-théorique, non fondée sur une expérience concrète, prend vite un tour « maso » (domination du subjectivisme).

Cela dit, en ce qui concerne la critique-autocritique, la question se pose, depuis le numéro 243, de façon très différente. Actuellement, si nous continuons à y accorder une grande attention en lui donnant un contenu nouveau, c'est par rapport à un projet précis de lutte sur le front culturel, et à partir des questions qui nous sont alors posées par la pratique. Inévitablement nous commettons des erreurs, et la rectification de ces erreurs devient un processus productif : elle est le mode de développement de la ligne. Par exemple, nous sommes actuellement confrontés à la question concrète : quelle stratégie adopter vis-à-vis d'un travail prolongé au sein des appareils culturels ? Et nous nous apercevons que nous avions sur ce point nombre d'idées fausses. Le rejet du « théoricisme maso » est donc impliqué dans la prise en considération du « domaine spécifique ».

En ce qui concerne ce dernier point, la question est bien pour nous de prendre en compte les problèmes spécifiques du front culturel, et notamment du rôle du cinéma (diffusion, production, critique). Si la critique que tu nous fais peut apparaître valable, c'est paradoxalement parce que nous n'avons pas encore réussi à « spécifier » et secondariser ce domaine. C'est-à-dire à déterminer concrètement son contenu politique. D'où une tendance, repérable encore dans le numéro 244, à formaliser le rapport lutte culturelle-lutte politique, à rester à un niveau de grandes généralités. Il faut cependant, pour mettre au clair d'éventuelles divergences avec toi, bien préciser notre position :
— d'accord qu'il faut partir des problèmes spécifiques et concrets qui se posent à nous sur un front de lutte, même secondaire, seule démarche matérialiste ;
— d'accord qu'il faut revenir à ces problèmes pour intervenir effectivement sur ce front ;
— mais la réponse à ces problèmes ne se trouve pas principalement dans ce front, ne s'appuie pas principalement sur la pratique qui y est développée. Pour la raison précisément que ce front est secondaire. Par exemple : nous rectifions actuellement, par rapport à la tendance que tu soulignes, « parler pour ne pas produire de films ». Mais à partir du moment où l'on aborde concrètement le spécifique, la question de produire des films militants, nous nous heurtons à ces problèmes : sur quelle ligne politique produire ces films, par rapport à quelle analyse d'ensemble et en fonction de quelles priorités ? Il va de soi qu'une réflexion — même se voulant politique — sur la seule pratique cinématographique, est absolument incapable d'apporter une réponse à ces questions.

Autrement dit, pour nous : dépendance de la ligne particulière sur le front culturel vis-à-vis de la ligne générale (dépendance à penser comme *processus* de secondarisation). Dépendance qui signifie : dépendance vis-à-vis d'une organisation politique. La question du Parti n'est pas une question abstraite, mais une question actuellement posée, dans le travail pratique.

Nous pensons, analogiquement à ce que disait Lénine vis-à-vis des économistes, à savoir qu'ils n'étaient même pas capables de prendre en main la lutte économique, que c'est uniquement en secondarisant la lutte dans le domaine culturel que l'on peut réellement la mener à bien. Et ceci se vérifie dans la pratique : les idéologistes, ceux-là mêmes qui affirment hautement la « spécificité » de leur pratique et l'importance primordiale de la lutte idéologique, quelles luttes mènent-ils concrètement dans ce domaine ? Quels bilans de ces luttes ? Et surtout : quels résultats ?

Bref : d'accord pour procéder à partir de ce que tu appelles le « domaine spécifique » et — en ce qui concerne un appareil comme les *Cahiers* — pour celui-ci. Mais absolument pas en l'isolant, en l'autonomisant, moins encore en en faisant un enjeu principal. [...] — Philippe Pakradouni.

Annexe aux textes du Groupe 1 : statuts-type d'une M. J. C.

TITRE I : *But de l'Association*

(...)

Article 2. — (...)
La Maison des Jeunes et de la Culture, qui constitue un élément essentiel de l'équipement social et culturel d'une communauté : village, bourg, ville, quartier, groupe de communes, offre à la population, aux jeunes comme aux adultes, la possibilité de prendre conscience de leurs aptitudes, de développer leur personnalité et de se préparer à devenir les citoyens actifs et responsables d'une communauté vivante. Elle assure par ailleurs la formation d'animateurs.

Article 3. — A cet effet, elle peut mettre à la disposition de la population, dans le cadre d'installations diverses (foyers, salles de jeux, de cours, de réunions, de spectacles, de sports, centres de séjour, restaurants) avec le concours d'éducateurs, permanents ou non, des activités récréatives et éducatives variées : physiques, pratiques, intellectuelles, artistiques, sportives, économiques, civiques, sociales, etc.

Article 4. — La Maison des Jeunes et de la Culture est ouverte à tous, à titre individuel.

Les mouvements de jeunesse, groupements et institutions d'éducation populaire y sont accueillis aux condi-

tions précisées au règlement intérieur, tel qu'il est défini à l'article 17 ci-après.

Article 5. — La Maison des Jeunes et de la Culture est laïque, c'est-à-dire respectueuse des convictions personnelles.

Elle s'interdit toute attache avec un parti ou une confession.

(...)

TITRE II : *Administration et fonctionnement*

Article 7. — L'Association comprend :

1° Les membres de droit et associés du Conseil d'administration.

2° Les usagers régulièrement inscrits.

3° Les membres honoraires ou fondateurs, personnes physiques ou morales ; les personnes morales régulièrement constituées sont représentées par un délégué.

4° Les membres d'honneur : ce titre peut être décerné par le Conseil d'administration aux personnes qui rendent ou qui ont rendu des services signalés à l'Association ; ce titre leur confère le droit de faire partie de l'Assemblée générale. (...)

L'admission de ces membres est respectivement prononcée : pour les usagers, par le Conseil de maison tel qu'il est défini à l'article 6 du règlement intérieur fédéral, et, pour les membres honoraires et fondateurs, par le Conseil d'administration.

Article 8. — La qualité de membre de l'Association se perd :

1° par démission,

2° par radiation pour non-paiement de la cotisation prononcée après un préavis de trois mois par le Conseil de maison pour les usagers, par le Conseil d'administration pour les membres honoraires ou fondateurs.

3° par radiation pour faute grave, prononcée par le Conseil de maison pour les usagers, par le Conseil d'administration pour les membres honoraires ou fondateurs, l'intéressé ayant été préalablement appelé à prononcer sa défense, sauf recours non suspensif devant l'Assemblée générale qui statue en dernier ressort.

Article 9. — L'Assemblée générale se réunit sur convocation du président ou de son représentant :

— en session normale : une fois par an ;
— en session extraordinaire : sur la décision du Conseil d'administration ou sur la demande du quart au moins des membres qui la composent.

Sont électeurs les membres de l'Association âgés de seize ans révolus à la date de l'Assemblée générale, usagers régulièrement inscrits et ayant par ailleurs :

— adhéré à l'Association depuis plus de six mois au jour de l'élection ;
— et acquitté les cotisations échues.

(...)

Article 11. — L'Assemblée générale désigne au scrutin secret les membres élus au Conseil d'administration. Elle peut les révoquer si la question figure à l'ordre du jour.

Elle désigne également les membres de la commission d'apurement des comptes.

Son bureau est celui du Conseil d'administration.

Elle a pour mission de délibérer sur les questions portées à l'ordre du jour par le Conseil d'administration, et notamment sur le rapport moral et financier. Elle approuve les comptes de l'exercice clos et le budget de l'exercice suivant et fixe le taux de la cotisation annuelle des membres usagers et honoraires et le montant du rachat de cette cotisation pour les membres fondateurs.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés (chaque membre (personne physique ou morale) ne dispose que d'une seule voix). Elles ne sont valables que sur les questions préalablement mises à l'ordre du jour.

Article 12. — L'Association est administrée par un Conseil d'administration ainsi constitué :

1° des membres de droit :

— le maire de la commune ou son représentant,
— le chef du Service départemental de la Jeunesse et des Sports, ou son représentant,
— le délégué de la F.R.M.J.C. ou son représentant,
— le directeur ou la directrice de la Maison.

2° facultativement de membres associés agréés par la F.R.M.J.C.

Les membres associés peuvent être :

a) des représentants d'associations et mouvements de jeunesse, d'associations sportives, d'associations d'éducation populaire, ayant leur siège local dans le village, le bourg, la ville où se trouve implantée la M.J.C.,

b) des personnes choisies en raison de leur compétence particulière,

c) l'une et l'autre des deux catégories précédentes.

3° de membres élus par l'Assemblée générale.

Les membres élus doivent, pour un tiers au moins, être choisis parmi les membres du Conseil de maison.

Le nombre des membres élus doit être au moins égal à celui des membres de droit et associés désignés aux 1er et 2e paragraphes précédents, plus un.

Les membres élus sont renouvelables par tiers tous les ans par l'Assemblée générale. Les membres sortants sont rééligibles ; ils sont désignés par tirage au sort pour la première et la deuxième année. (...)

Les membres du Conseil d'administration doivent être français, sauf exception autorisée par le Ministère de l'Education Nationale, âgés de plus de dix-huit ans et jouir de leurs droits civils et politiques.

(...)

Article 14. — Le Conseil d'administration élit parmi ses membres, au scrutin secret et pour un an, son bureau qui peut comprendre : un président ; un ou plusieurs vice-présidents ; un secrétaire et, éventuellement, un secrétaire adjoint ; un trésorier et, éventuellement, un trésorier adjoint ; un ou plusieurs membres.

Article 15. — Le Conseil d'administration est responsable de la marche générale de la Maison. En particulier :

— il donne son accord pour la nomination du directeur, de la directrice, de leurs adjoints, et des assistants appointés ou indemnisés par la Fédération régionale ou mis à sa disposition par d'autres organismes ;
— il arrête le projet de budget, établit les demandes de subventions et, à réception de celles-ci, les utilise selon les attributions et dans les conditions qui lui sont fixées ;
— il gère les ressources propres de la Maison (cotisations, restaurant, bar, centre d'hébergement, etc.) ;

— il approuve le compte d'exploitation et le rapport moral ;

— il favorise les activités de la Maison, conseille le directeur qui est le responsable de l'organisation pédagogique, propose des suggestions à la Fédération régionale ;

— il désigne son représentant à l'assemblée générale de la Fédération régionale et, le cas échéant, à celle de la Fédération départementale.

Les délibérations du Conseil d'administration relatives aux acquisitions, échanges et aliénations des immeubles nécessaires au but poursuivi par l'Association, constitution d'hypothèques sur lesdits immeubles, baux excédant neuf ans, aliénation des biens dépendant du fonds de réserve et emprunts, doivent être soumises à l'approbation de l'Assemblée générale.

Tous les autres actes permis à l'Association sont de la compétence du Conseil d'administration.

Article 16. — Le bureau prépare les travaux du Conseil d'administration et veille à l'exécution de ses décisions. (...)

L'Association est représentée en justice et dans les actes de la vie civile par son président ou par toute personne dûment mandatée par lui à cet effet ; le représentant de l'Association doit être français et jouir du plein exercice de ses droits civils et politiques.

Article 17. — Le Conseil d'administration précise son règlement intérieur dans le cadre du règlement intérieur fédéral, chapitre II, articles 2 à 7.

Article 18. — Lorsque, au Conseil d'administration et à l'Assemblée générale, de l'avis du chef du Service départemental de la Jeunesse et des Sports ou de son représentant, du représentant de la F.R.M.J.C. ou bien encore du tiers au moins, respectivement du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale, les décisions prises par l'une ou l'autre de ces instances impliquent des questions de principe général défini par les statuts et le règlement intérieur établis ou approuvés par la F.F.M.J.C. — et notamment l'article 7 des statuts fédéraux ; elles doivent, pour être valables, avoir l'approbation de la F.R.M.J.C.

TITRE III : *Ressources annuelles*

Article 19. — Les recettes annuelles de l'Association se composent :

1° des cotisations de ses membres,

2° des subventions diverses, en provenance notamment de l'Etat, des départements et des communes ainsi que des autres collectivités publiques et privées,

3° des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente,

4° des ressources diverses, telles qu'abonnements aux revues, bulletins et du produit de la publicité qui peut y être faite. (...)

TITRE IV : *Modification des statuts, dissolution*

Article 21. — Les statuts ne peuvent être modifiés que :

— sur proposition de la Fédération régionale ou du Conseil d'administration,

— ou du quart au moins des membres qui composent l'Assemblée.

Le texte des modifications doit être communiqué aux membres de l'Assemblée générale et au siège de la Fédération régionale, au moins un mois avant la réunion de l'Assemblée générale (...). Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés et qu'après approbation de la Fédération régionale.

Article 22. — (...). La dissolution peut aussi être prononcée par le Conseil d'administration de la Fédération régionale sauf appel devant l'Assemblée de la Fédération régionale.

1° pour mauvaise gestion financière ;

2° pour infraction grave ou répétée aux principes et aux règles fondamentales découlant des statuts et du règlement intérieur établis et approuvés par la Fédération française ;

3° pour démission de membre de la Fédération régionale.

Article 23. — Les délibérations de l'Assemblée générale prévues aux articles 21 et 22 sont immédiatement adressées au préfet et à la Fédération régionale.

Elles ne sont valables qu'après avoir été approuvées par la Fédération régionale. (...)

TITRE V : *Contrôle des autorités publiques*

Article 25. — Le président doit faire connaître dans le mois suivant, à la Fédération régionale d'une part et, d'autre part, à la préfecture du département ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où l'Association a son siège social, tous les changements survenus dans l'administration ou dans la direction de l'Association.

Il doit être tenu, au siège social, un registre spécial côté et paraphé sur chaque feuille par le préfet ou son délégué ou par le sous-préfet. Sur ce registre doivent être inscrits, de suite et sans blanc, les modifications apportées aux statuts et les changements survenus dans l'administration ou la direction de l'Association, avec mention de la date des récépissés.

Les registres de l'Association et les pièces de comptabilité sont présentés sans déplacement sur toute réquisition du ministre de l'Intérieur, du ministre de l'Education Nationale et du préfet, à eux-mêmes ou à leurs délégués, ou à tout fonctionnaire accrédité par eux.

Le rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année au ministre de l'Education Nationale par l'intermédiaire de la Fédération régionale.

Article 26. — Le ministre de l'Intérieur, le ministre de l'Education Nationale et leurs agents, le préfet du département ont le droit de faire visiter par leurs délégués les établissements fondés par l'Association et de se faire rendre compte de leur fonctionnement.

Article 27. — Les règlements intérieurs préparés par le Conseil d'administration et adoptés par l'Assemblée générale doivent être soumis à l'approbation du ministre de l'Education Nationale par l'intermédiaire de la Fédération régionale.

Edité par les éditions de l'Etoile - S.A.R.L. au capital de 20 000 F - R.C. Seine 57 B 18 373 - Dépôt à la date de parution
Commission paritaire n° 22 354
Imprimé par l'Imprimerie de Châtelaudren 22170 - Le directeur de la publication : Jacques Doniol-Valcroze
PRINTED IN FRANCE

Nos derniers numéros :

238 - 239 (mai-juin)
Luttes de classes sur
le front cinématographique en France
« Coup pour coup » « Tout va bien »
« Groupe Dziga-Vertov », 1 « Luttes en Italie »
Le film historique : « Les Camisards »
P. Baudry : Figuratif, matériel, excrémentiel
P. Kané : « Sylvia Scarlett »

240 (juillet-août)
Le « Groupe Dziga-Vertov », 2
« Vent d'Est » « Pravda »
La critique et « Tout va bien »
Les aventures de l'Idée, 1 (« Intolérance »)

241 (septembre-octobre)
Intervention à Avignon : « Cinéma et luttes de classe ».
Jean-Louis Comolli : Quelle parole ? (Technique et idéologie, 6)
Pascal Kané : Sur deux films « progressistes »,
(L'Affaire Mattei, La Classe ouvrière va au Paradis.)
Pierre Baudry : Les aventures de l'Idée *(Sur Intolérance, 2)*
D. Huillet et J. M. Straub : *Leçons d'histoire* (scénario d'après
« Les Affaires de M. Jules César » de Bertolt Brecht

242 - 243 (novembre-décembre 72, janvier 73)
Quelles sont nos tâches sur le front culturel ?
Groupe Lou Sin :
Combattons le révisionnisme dans la culture
Avignon 72 :
Débat sur *En renvoyant le dieu de la peste*
Débat sur *Soyons tout*
Entretien avec Serge Le Péron

244 (février-mars 73)
les Groupes de travail.
Groupe 1 : animation culturelle.
L'animateur, l'appareil, les masses.
A propos du rôle des animateurs de ciné-clubs
Le cinéma dans la société capitaliste.
D'abord enquêter, 1.
Groupe 3 : les acquis théoriques.
Sur *Family Life*, sur *Beau Masque*.
Groupe 4 : le Héros Positif.
bilan des critiques de la plate-forme.